

Royaume du Maroc
Haut Commissariat au Plan



P r o s p e c t i v e
MAROC 2030

Actes du Forum III

Maroc 2030
dans l'espace
Maghreb

**Approches d'une nouvelle
géographie économique**

P r o s p e c t i v e
MAROC 2030

Actes du Forum III

Maroc 2030
dans l'espace
Maghreb

Approches d'une nouvelle
géographie économique

AVANT-PROPOS

La réflexion prospective « Maroc 2030 » conduite par le Haut Commissariat au Plan, sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi, a mis en évidence l'importance d'une ouverture internationale maîtrisée capable de garantir un développement durable du pays. Cette ouverture impérative peut se déployer en fonction d'options stratégiques où entrent en jeu le Maghreb, le monde arabe, l'Europe méditerranéenne, l'Afrique et l'Atlantique.

S'il est bien vrai que le Maroc se situe actuellement sur un itinéraire de croissance de nature à maximiser l'exploitation de son potentiel endogène, il ne peut rester indifférent à la nécessité de se consacrer, en particulier, avec ses partenaires, à la revitalisation du projet d'édification du Maghreb. Ici, les priorités, en termes d'intégration, se situent, dans le contexte géostratégique, autant au niveau économique, social et environnemental qu'au niveau de l'impératif sécuritaire.

Afin de dégager les grandes options stratégiques, crédibles et soutenables, de l'avenir du Maroc dans son contexte maghrébin, méditerranéen, atlantique et africain, le Haut Commissariat au Plan a organisé les 12 et 13 mars 2007 à Skhirat le troisième forum « Maroc 2030 dans l'espace Maghreb : approches d'une nouvelle géographie économique ».

Cette rencontre a regroupé d'importants experts et responsables politiques et institutionnels internationaux. Les débats ont été organisés autour de six tables rondes qui ont traité les thématiques suivantes :

- regards extérieurs sur le Maroc et le Maghreb dans la géostratégie mondiale ;
- les dimensions africaine et transatlantique du Maroc dans son environnement maghrébin ;
- le Maghreb, réalité en devenir : opportunités et défis ;
- le rôle du Maroc et du Maghreb dans le contexte de la globalisation ;
- le co-développement comme option de l'économie politique : le rôle du Maroc et du Maghreb dans l'environnement méditerranéen ;
- synthèse et recommandations : quelle nouvelle géographie économique du Maghreb ?

Le présent document présente les actes de ce forum, qu'il s'agisse des contributions écrites par leurs auteurs ou de synthèses effectuées par le Haut Commissariat au Plan à partir de la retranscription des exposés.

TABLE DES MATIÈRES

	Discours introductif
7	M. Ahmed LAHLIMI ALAMI, Haut Commissaire au Plan
<hr/>	
	PREMIÈRE TABLE RONDE
13	Regards extérieurs sur le Maroc et le Maghreb dans la géostratégie mondiale
	Pour une solidarité stratégique euromaghrébine dans un monde globalisé
14	Jean DUFOURCQ
	Le co-développement, une opportunité face à la globalisation
19	Fernando FERNÁNDEZ MENDEZ DE ANDÉS
	Décomposition et recomposition géopolitiques : quelle place pour le Maghreb ?
22	Dominique DAVID
	Le Maghreb aux frontières du réel
25	Driss ALAOUI MDAGHRI
	Le Maroc et le Maghreb : charnière ou périphérie dans la géographie mondiale ?
32	Jean-François DAZUGAN
<hr/>	
	DEUXIÈME TABLE RONDE
37	Les dimensions africaine et transatlantique du Maroc dans son environnement maghrébin
	Tensions géopolitiques en « Euro-Méditerranée » et perspectives africaine et transatlantique
38	Reinaldo FIGUEREDO
	Le nouveau paradigme du développement économique
40	Enrique IGLESIAS
	Alliance stratégique entre le Maghreb et l'Amérique latine
43	Martha Lucia RAMIREZ
	Mercosur, Maghreb : une association possible
44	Heraclito FORTES
	L'aspect culturel des dimensions africaine et transatlantique du Maroc
46	Mohamed Larbi MESSARI
<hr/>	
	TROISIÈME TABLE RONDE
49	Le Maghreb, réalité en devenir : opportunités et défis
	Le Maghreb, partenaire incontournable de l'Union européenne face aux défis mondiaux
50	Jacques LANXADE
	Menaces sur la sécurité du Nord-ouest africain : un défi pour le Maghreb
52	Othmane BOUABID
	Quel préalable pour une unité maghrébine dans le contexte de la mondialisation ?
55	Nacer BENJELLOUN TOUIMI
	La sécurité en Europe en convergence avec le développement du Maghreb
60	Paul Tran VAN-THINH
	Y a-t-il un modèle marocain pour le monde arabe ?
62	Alain MÉNARGUES

QUATRIÈME TABLE RONDE

- 65 **Le rôle du Maroc et du Maghreb dans le contexte de la globalisation**
Enjeux de la globalisation pour le Maghreb et rôle du Maroc. Quelles postures : coopération, coordination, coopération et co-développement ?
- 66 Xavier GUILHOU
La mondialisation, une opportunité pour le Maroc ?
- 71 Rachid BENMOKHTAR
Regionalism, the euro-mediterranean alternative or a transatlantic agenda ?
- 74 Emil George HOWARD JOFFÉ
El papel del estado en el desarrollo humano sustentable
- 82 Manuel ROSALES
Comment relancer la coopération Euromed ?
- 84 Christian DE BOISSIEU
Le rôle du Maghreb dans la globalisation atlantique
- 87 Augusto MATEUS
-

CINQUIÈME TABLE RONDE

- 91 **Le codéveloppement comme option de l'économie politique : le rôle du Maroc et du Maghreb dans l'environnement méditerranéen**
Une nouvelle stratégie mondiale pour les relations Nord-Sud
- 92 Emilio FONTELA
La reconnexion des Nord et des Suds : l'émergence de la région méditerranéenne.
La théorie des quartiers d'orange
- 94 Jean-Louis GUIGOU
Les promesses du co-développement. Pour une nouvelle économie du développement
- 97 Emile MALET
Le co-développement : une responsabilité politique collective
- 100 Nicolas PASCUAL DE LA PARTE
Beyond regional frameworks
- 103 Claire SPENCER
Le Maroc face aux potentialités économiques d'un statut avancé d'association avec l'Union européenne
- 106 Juan PRAT Y COLL
-

CINQUIÈME TABLE RONDE

- 111 **Synthèse et recommandations : quelle nouvelle géographie économique du Maghreb ?**
Essai de synthèse
- 112 Emilio FONTELA
- Allocutions :**
- 115 Abdelouahed RADI
- 117 Lahbib BEN YAHIA
- 119 Son Excellence Mario SOARÈS
- 122 Son Excellence Felipe GONZALÈS
- 126 Buarque CRISTOVAM

- 128 Reinaldo FIGUEREDO
130 Hassan ABOUYOUB
133 Jacques LANXADE
-

ANNEXES

- 135 **Messages et contributions faites en marge des travaux du forum**
Message de la Commission économique pour l'Afrique
134 Abdoulie JANNEH
Message de la Banque mondiale
140 Théodore AHLERS
La stratégie du développement durable : l'énergie, l'eau et l'économie
de la connaissance
143 Nuno JORGE
Les dimensions africaine et transatlantique du Maroc dans son environnement
maghrébin
147 Babacar DIALLO
Regards extérieurs sur le Maroc et le Maghreb dans la géostratégie mondiale
149 Babacar DIALLO
-
- 151 Liste des participants

Discours d'ouverture

Ahmed LAHLIMI ALAMI

Haut Commissaire au Plan

Permettez-moi d'abord de vous souhaiter la bienvenue dans notre pays. Vous nous avez fait l'amitié de vous déplacer, de bien loin parfois, comme c'est le cas de nos amis d'Amérique latine, pour enrichir nos analyses et notre vision des réalités complexes du monde d'aujourd'hui. Vous avez bien voulu, ce faisant, apporter à nos travaux le poids que confèrent à vos approches personnelles la densité de votre expérience, l'autorité de votre dimension politique et l'étendue de votre connaissance des enjeux géostratégiques de notre époque. Soyez-en vivement et sincèrement remerciés.

Ce forum, auquel vous nous avez fait l'honneur d'assister, s'inscrit dans le processus de réflexion, mené par le Haut Commissariat au Plan, sous l'intitulé « Prospective Maroc 2030 » et auquel Sa Majesté Le Roi a bien voulu donner son Haut Patronage. Pour ce privilège qui nous comble, nous réitérons notre déférente gratitude à Sa Majesté Le Roi. Il reflète l'intérêt et l'importance que le Maroc accorde à cette démarche prospective, située d'emblée dans le cadre d'un large débat qui accepte le pluralisme des points de vue, leur libre expression et l'interactivité. Ce sont autant de conditions nécessaires à toute prospective utile.

Pour alimenter ce débat, riche des conclusions d'une série de forums internationaux, d'études et d'enquêtes ciblées, le Haut Commissariat au Plan a entrepris l'élaboration de scénarios globaux ou sectoriels devant bientôt être soumis à un large débat populaire. Trois secteurs spécifiques ont été choisis en raison de trois facteurs essentiels :

- leur poids actuel et futur sur l'évolution de notre pays, c'est le cas en particulier de l'agriculture ;
- le caractère prioritaire que leur confère l'orientation de la politique gouvernementale, c'est le cas évidemment du tourisme ;
- la dimension qu'ils revêtent dans notre pays en raison des contraintes et opportunités potentielles qu'ils constituent pour la compétitivité de notre économie et le développement durable de notre pays, c'est le cas typique de l'énergie.

Dans le même ordre de réflexion, le Haut Commissariat au Plan a élaboré, en appui à la vision du « Maroc 2030 », un plan stratégique de développement économique et social couvrant la période intermédiaire 2007-2015. Il présente des scénarios de politiques économiques s'articulant autour des deux vecteurs : la croissance et le développement humain. Les trois scénarios ont été élaborés sur des hypothèses relatives au degré d'ouverture à la compétition internationale et au niveau d'insertion dans la mondialisation. Ces deux facteurs constituent des choix fondamentaux de notre pays et une réalité qui s'impose à tous.

Le premier de ces scénarios est celui où le pays subirait cette ouverture en se limitant à des politiques réactives. Le deuxième scénario se réfère à des politiques ultralibérales s'appuyant sur

des réformes macro-économiques accélérées et déployant de nécessaires filets sociaux pour en atténuer les effets sur les populations les plus vulnérables. Enfin, le troisième scénario est celui d'une ouverture maîtrisée basée sur un nouveau pacte national de progrès et sur la recherche concertée de nouvelles formes de compétitivité où le secteur privé est appelé à monter en puissance. La puissance publique ne se départira pas de sa fonction de stratège, de régulateur et de pilote pour la promotion d'un développement humain durable. Cependant, ces scénarios ne constituent, bien entendu, ni des prévisions, ni des projections. L'objectif qui leur est assigné est de donner des images contrastées des futurs possibles afin de permettre à tous les acteurs de la vie nationale de bien en mesurer les implications et les conséquences.

Des trois scénarios explorés, le troisième s'impose de lui-même en ce qu'il paraît pouvoir répondre le mieux aux multiples défis posés au pays. C'est certainement le plus exigeant. Celui qui implique une certaine évolution du modèle de croissance actuel du pays, interpelle tous les secteurs d'activité, réalise une bien meilleure intégration des dimensions économiques, sociales, environnementales et culturelles du développement et demande un repositionnement du rôle de l'État et une décentralisation institutionnelle, une synergie des actions plus efficiente. C'est le scénario d'une nouvelle gouvernance, conforme aux orientations fondamentales impulsées par Sa Majesté le Roi et aux exigences d'une société ouverte sur les acquis et les valeurs universels du monde moderne et ancrée dans les valeurs de son patrimoine culturel et spirituel. Il s'agit, en définitive, d'un projet de société qui réunit un large consensus et suscite une mobilisation réelle derrière un leadership national.

Cette réflexion prospective nous a permis de mesurer nos forces et nos atouts par rapport à la concurrence féroce qui caractérise le marché mondial. Tirant son essence du progrès technologique, de gains de productivité conséquents et d'une optimisation des coûts logistiques sans précédent, cette concurrence est désormais exacerbée par les effets d'économie d'échelle et de concentration des moyens dans un processus maîtrisé d'allocation rationnelle de ressources. Nous mesurons, à notre échelle, nos faiblesses et nos handicaps, et nous sommes convaincus qu'ils peuvent être transformés en arguments compétitifs face à l'émergence de l'économie de la connaissance et le développement extraordinaire du tertiaire. Nous sommes, cependant, conscients que notre engagement dans cette mondialisation serait plus fructueux pour le bien-être de nos populations et son coût mieux réparti dans le temps et l'espace s'il était situé par rapport aux grandes configurations régionales.

Dans le cadre de cette vision, l'analyse par les différents forums dédiés à notre réflexion prospective relative au contexte géostratégique dans lequel s'insèrent les scénarios du Maroc 2030 a révélé deux éléments stratégiques essentiels :

- l'importance d'une forte insertion dans l'espace euro-méditerranéen ;
- le caractère vital d'une posture d'ouverture sur notre environnement régional naturel ; d'ailleurs, l'histoire, la géographie et nos valeurs culturelles et spirituelles le commandent.

L'option euro-méditerranéenne recèle une dynamique puissante, résultat de notre arrimage économique et humain à l'UE qui s'impose d'elle-même. Le piétinement du processus de Barcelone, les contours flous de la Nouvelle politique de voisinage et la crise institutionnelle de l'Union européenne sont autant de prétextes à une reconsidération des schémas traditionnels de développement qui ont dominé la relation entre les deux rives de la Méditerranée. Prendre en compte l'évolution de l'Union européenne, en quête d'identité, et celle d'un Maroc s'inscrivant dans une valorisation de ses capacités de développement endogène et de fidélité à son *substratum* culturel et spirituel, nous semble fondamental.

Cette option euro-méditerranéenne n'aurait pas de sens stratégique sans la prise en considération de son hinterland naturel : l'Afrique. Le Maroc y a ravivé ses racines géographiques, historiques et humaines et fait preuve d'une réelle perspicacité dans l'identification des immenses opportunités de coopération et d'une constante et ambitieuse volonté d'en exploiter toutes les dimensions pour l'intérêt mutuel.

Cette option méditerranéenne ne peut pas faire l'impasse sur un partenaire commun qui demeure la superpuissance mondiale. Les perspectives à long terme nous montrent que les États-Unis demeureront leader, sur les plans de la croissance, de la technologie, de l'attraction démographique et sur le plan stratégique.

Les affinités culturelles et la similitude des itinéraires historiques et des enjeux géostratégiques de notre pays avec les pays d'Amérique latine ont été considérées comme devant constituer de puissants ressorts dans la promotion, à l'avenir, de multiples partenariats avec cette région du monde où notre patrimoine culturel commun avec l'Espagne et le Portugal doit jouer le rôle d'un remarquable levier.

De même, malgré la persistance d'une situation extrêmement préoccupante au Moyen-Orient et la complexité de ses composantes géostratégiques et géopolitiques, les scénarios de Maroc 2030 ont retenu l'hypothèse d'un épuisement, dans cette région, de la culture dangereuse du ressentiment et l'avènement d'une ère de paix et de dynamisme économique qui lèverait une hypothèque qui paralyse la communauté euro-méditerranéenne et renforcerait les partenariats, déjà actifs, entre les pays du Golfe et le Maroc.

Dans le cadre de cette régionalisation à géométrie variable dans laquelle nous avons situé notre réflexion prospective et l'approche des futuribles de notre pays, la dimension maghrébine demeure centrale. Si je l'aborde en dernier, c'est pour m'y consacrer davantage.

Si de l'avis de presque tout le monde, le Maroc se situe actuellement dans un itinéraire de croissance de nature à maximiser l'exploitation de son patrimoine endogène, il ne peut rester indifférent, en particulier, à la nécessité de se consacrer, avec ses partenaires, à la revitalisation du projet d'édification du Maghreb. Ici, les priorités, en termes d'intégration, se situent, dans le contexte géostratégique, autant au niveau économique, social et environnemental qu'au niveau de l'impératif sécuritaire.

Cette double exigence part de la constatation qu'une vision globale et prospective de l'espace économique est aujourd'hui nécessaire. L'importance d'une nouvelle géographie économique replace la dynamique du développement territorial au cœur de la réflexion économique et des processus d'intégration régionale. Divers paradigmes convergent, en effet, vers une conception globale du territoire dans laquelle les territoires ne sont plus un facteur circonstanciel à incorporer à l'analyse de la croissance économique mais sont considérés comme un facteur essentiel des processus de développement humain durable.

A cet égard, force est de constater, s'agissant du Maghreb, que l'Union du Maghreb Arabe reste encore largement virtuelle, en dépit des quelques accords qui ont été passés entre ses composantes nationales et de l'élaboration de quelques plans sectoriels. Ainsi, au moment où le renforcement des unions régionales devient capital pour une insertion positive dans la mondialisation, l'union maghrébine présente l'image d'un projet largement en panne dépendant foncièrement de l'Europe pour son activité économique et commerciale.

Le renforcement d'une capacité de négociation avec l'Union européenne et d'autres groupements régionaux devrait pourtant être un puissant mobile pour renouer les liens intermaghrébins et

définir des attitudes communes. Cependant, loin de faire front commun, les pays du Maghreb ont opté pour une approche unilatérale pour leurs relations à l'Europe. Ce choix ne favorise guère le rapprochement des pays du Maghreb. Il est de nature à générer des contradictions systémiques insupportables et ne permet pas d'entrevoir des ruptures possibles dans l'immédiat.

Les raisons ayant jusqu'à maintenant freiné la dynamique maghrébine tiennent malheureusement à des oppositions politiques de circonstance qui, entretenues depuis presque trente ans, ont occulté les vrais débats sur le fond des problématiques. L'absence de projets socio-économiques et géostratégiques pour le futur, susceptibles de mobiliser les acteurs du développement de la région, particulièrement les acteurs socio-économiques privés, la société civile et les jeunes générations, constitue encore un obstacle à toute vision volontariste d'intégration.

Les enseignements tirés des expériences des pays ayant réussi leur intégration économique, sans au préalable assurer l'intégration politique, mettent en exergue les effets induits de la libre circulation commerciale sur le rapprochement des visions nationales pour l'identification de projets mobilisateurs des sociétés. Le Maghreb reste, à cet égard, marqué par la persistance de barrières tarifaires et non tarifaires encore excessives en comparaison avec d'autres régions.

L'intégration du Maghreb est pourtant, de toute évidence, une nécessité économique incontournable, eu égard à la concurrence intense entre blocs régionaux et aux opportunités qu'offre aux acteurs intra-nationaux et internationaux un marché régional commun. Replacée dans la perspective lointaine, une telle perspective s'impose pour des raisons évidentes d'échanges et de complémentarité Sud-Sud. Elle s'impose aussi pour que les pays du Maghreb, qui ont séparément les mêmes ambitions de promouvoir un co-développement et un partenariat avancé avec l'Union européenne, puissent en négocier les termes sur des bases plus avantageuses.

Au moment où, au Maghreb, de nouvelles générations moins marquées par les antagonismes idéologiques des années 60 et plus en phase avec les exigences des mutations qui s'opèrent aujourd'hui dans le monde accèdent progressivement aux postes de commande économiques et politiques, il n'est guère irréaliste de considérer que l'intégration maghrébine sera une dimension fondamentale de la prospective Maroc 2030. C'est de cette constatation que procède, de notre point de vue, le bien-fondé d'en faire le thème d'une réflexion avec d'éminentes personnalités représentatives de nos partenaires européens, transatlantiques et africains et dont cette session constitue la première manifestation. Nous entendons lui consacrer deux autres sessions auxquelles nous inviterons respectivement des personnalités africaines et maghrébines avant d'en tirer les conclusions qui s'imposent au cours de débats nationaux avec les représentants des différents secteurs de la société marocaine.

Une nouvelle géographie économique du Maghreb devrait s'articuler autour d'un socle commun de vecteurs de développement humain durable qu'aucun des pays de cette région ne peut séparément réaliser compte tenu des défis et des passifs cumulés. C'est à cette réflexion que nous avons dédié les travaux de ces deux journées et auxquels vous avez bien voulu contribuer en nous apportant votre vision et vos analyses ainsi que vos attentes d'une récupération par cette région du rôle que ses ressources potentielles lui permettent d'assumer dans son environnement géostratégique et dans le monde. C'est là le projet qu'il incombe aux nouvelles générations maghrébines de réaliser comme une ardente obligation. Elles doivent, à cet effet, se convaincre que si l'espace dont elles héritent est délimité par des coordonnées géographiques immuables, il est, dans tous les cas, en leur pouvoir d'y imprimer une nouvelle géographie économique et de le doter d'un nouveau poids géostratégique dans le monde. C'est une affaire de vision et de volonté politique.

Aujourd'hui, le Maghreb, qui continue, encore, à subir les effets déstabilisateurs des crises du Moyen-Orient, voit naître de nouveaux foyers de tension qui menacent non seulement sa sécurité mais aussi celle de toute l'Afrique subsaharienne, de l'Europe, et, à terme, au-delà. Pour contenir le danger de cette situation, des lueurs d'espoir se font jour. De plus en plus, les partenaires maghrébins font ce qu'ils peuvent et, parfois, ce qu'il faut au détriment même des ressources qu'ils auraient souhaité affecter à leur développement. Par ailleurs, dans le cadre du processus de démocratisation de ses institutions, le Maroc est en passe de donner au conflit qui l'oppose à l'Algérie une issue honorable, conforme à la légalité internationale et susceptible de lever une hypothèque qui a si longtemps bloqué la construction de l'union maghrébine.

Si la prospective est un exercice d'exploration des futurs possibles, n'est-elle pas aussi l'expression d'un acte de foi, d'une volonté affichée par les acteurs de l'avenir et, en définitive, une leçon d'optimisme qui transcende les aléas et les contingences ?

Je vous remercie pour votre attention.

PREMIÈRE TABLE RONDE

Regards extérieurs sur le Maroc et le Maghreb dans la géostratégie mondiale

D'un point de vue géostratégique, le Maroc et le Maghreb se situent entre les dimensions atlantique, méditerranéenne et africaine et sont liés à l'histoire européenne et à celle du monde arabo-musulman. Ils sont aussi confrontés aux puissances émergentes de l'Asie et de l'Amérique latine.

C'est d'un monde actuel multipolaire avec de nouvelles formes d'alliance et de conflit que nous parlons. Cette mosaïque d'intérêts rend difficile le choix du meilleur cheminement et, notamment, les choix d'alliances et de partenariats avec ces divers acteurs.

Il est important d'identifier dans quelle régionalisation, du point de vue de leurs partenaires actuels et potentiels, s'inscrivent le Maroc et, demain, le Maghreb et d'essayer d'imaginer en quoi pourraient consister les meilleures options pour optimiser le positionnement du leadership de cette région dans un monde qui se transforme rapidement.

Pour une solidarité stratégique euromaghrébine dans un monde globalisé

Jean DUFOURCQ

Amiral, Directeur du centre de recherche du collège de l'OTAN

Comment porter un regard extérieur sur le Maroc et le Maghreb dans la géostratégie mondiale quand on est Français, méditerranéen et marin ? C'est qu'il n'est pas facile de prendre de la distance quand on a côtoyé en voisin proche ce grand pays et le reste du Maghreb. Mais en observant que la trame de cette réflexion commune est l'approche géographique, on peut essayer de partir de la « géographie du monde à venir » puis tenter d'assurer la place de l'espace régional euromaghrébin dans ce monde en mouvement.

C'est ce cheminement que suivra la contribution qui suit, intitulée « pour une solidarité stratégique euromaghrébine dans un monde globalisé ». Elle abordera successivement quatre points-clés et posera à grands traits quelques questions stratégiques. Notons d'abord que nous vivons une période sans précédent, une transition profonde de la planète dont nous n'avons pas assez renouvelé l'analyse stratégique. Qu'ensuite, dans la nouvelle géographie du monde qui se dessine, le global et le régional paraissent mieux se conjuguer qu'on ne le dit. Et qu'enfin, c'est sur ces bases et dans un cadre conceptuel renouvelé qu'il faut penser l'avenir de l'Europe occidentale et de l'Afrique du Nord. Ces deux régions voisines sont, en effet, chacune à sa façon, des « passerelles » qui doivent gérer, si possible ensemble, les incertitudes des temps à venir et faire des choix stratégiques lucides, en tirant parti de leurs atouts communs. Elles doivent faire preuve de complémentarité et d'exemplarité pour aborder, unies, les défis du 21^e siècle. Tel est le défi commun qui doit les pousser résolument à une solidarité nouvelle dans laquelle elles ont tout à gagner, car le temps presse, et des accidents de parcours menacent l'intégrité de la zone qui nous intéresse.

La transition attendue à la moitié de ce siècle va dessiner une planète vraiment nouvelle

Nous vivons des temps vraiment nouveaux qui ont commencé en fait depuis plus de cinquante ans mais qui sont restés masqués par d'autres phénomènes, entre autres ceux que véhiculait la Guerre froide et ceux, plus récents, qu'a introduits la mondialisation (1). Pour illustrer cette période sans précédent, prenons trois domaines essentiels qui influent déjà fortement sur le devenir de la zone euromaghrébine : la révolution démographique, la tension écologique et la redistribution économique.

La révolution démographique, pour commencer, qui a touché tous les continents et de façon décisive. A-t-on une conscience suffisante du fait que depuis 50 ans, la population de la planète a triplé ? Que ce triplement en deux générations, sans doute unique dans l'histoire de l'humanité, a engendré de nombreuses disparités et déséquilibres en matière de conditions de vie : jeunes/vieux, migrants/sédentaires, paysans/citadins, zones portuaires/espaces continentaux,

(1) « Le système du monde » Jean Dufourcq, revue *Agir* n° 28, Paris, octobre 2006.

nantis/privés, etc. En 2030, dans une planète de 8 milliards d'habitants, l'Afrique comptera pour 1,4 milliard, l'Europe pour 700 millions et l'Amérique du Nord pour 450 millions. Quant à l'Europe latine, elle pèsera 180 millions d'habitants et le Maghreb environ 120 millions. Nous aurons accueilli sur la planète 1,6 milliard d'humains supplémentaires parmi lesquels 1% proviendront de l'espace euromaghrébin. Nous serons une goutte d'eau dans l'océan humain du monde.

La tension écologique, ensuite, qui s'installe dans notre conscience, et avec elle le retour des grandes peurs primitives. Cette considérable population que la Terre n'a encore jamais portée et qui devrait culminer à 9,5 milliards d'habitants avant la fin du siècle a des besoins d'une ampleur jamais atteinte : besoins en matières premières, en ressources vitales, en espaces cultivables qu'elle va devoir satisfaire par prélèvements sur la Nature et via le fruit avisé de son travail. Et ceci va se faire sans doute désormais au risque des grands équilibres naturels de la planète. En atteignant ce palier démographique, de nouveaux défis apparaissent, et celui, crucial, de l'accès de tous à l'énergie pose la question climatique et déclenche une nouvelle suspicion sur les bienfaits du développement, sur le progrès même comme moteur de l'Histoire. Sont-ils durables, soutenables, bénéfiques ? Va-t-on vers une société du monde viable, vivable, équitable ? Chacun voit déjà l'impact de la question de la désertification sur l'espace euro-méditerranéen et sahélien.

La redistribution économique, enfin, a commencé avec la mondialisation. Car ces nouvelles masses humaines à la répartition très différente de celle que nous connaissons (plus de la moitié de la population de la planète vivra en 2030 en Asie) créent de nouveaux marchés, de nouveaux centres de pouvoir économique et monétaire, un nouveau « cœur du monde ». L'Europe a eu le monopole de l'Histoire jusqu'au 19^e siècle, l'Amérique du Nord a eu le monopole de l'Economie au 20^e siècle, l'Asie aura le monopole du Développement au 21^e siècle. De nouveaux circuits s'esquissent entre pouvoirs et marchés, production et distribution avec des connexions inusitées, des solidarités Sud/Sud par exemple.

Nous allons donc vivre dans un monde sensiblement différent de l'actuel, avec de nouveaux besoins, de nouvelles contraintes, de nouvelles structures et de nouveaux défis. Une planète résolument nouvelle, un monde massifié dans lequel la région euromaghrébine ne sera qu'un petit quartier de la mégapole mondiale, un petit quartier qui devra tirer son épingle du jeu avec ses atouts les plus compétitifs.

Tout le monde sait cela, mais s'y prépare-t-on vraiment ?

Dans cette nouvelle géographie du monde, être global ou régional ?

La massification et la globalisation en cours de développement ne vont pas disqualifier le niveau de solidarité régionale. On oppose en réalité trop facilement le global et le régional, comme on opposait hier le national et le fédéral. Ce sont des reproches que l'on fait par exemple à l'Union européenne qui combine tous ces niveaux. Le temps de l'Union européenne serait passé dans le monde globalisé.

C'est bien vite parlé. Certes, on assiste à une véritable unification des modes de vie, des aspirations humaines et des modèles de société disponibles ; certains appellent cela la civilisation occidentale, voire la « culture Mac Donald ». De fait, le même rêve consumériste rassemble les générations montantes sur tous les continents de la planète, dans une culture de la musique, de la mode et du look dont l'épicentre est nord-américain. Une même perspective, un même espoir, un même langage. Pourtant, ce rêve unifié se développe dans des régions au développement très diversifié. Les disparités qui en découlent apparaissent bien sûr entre les continents, les niveaux

de développement industriel et commercial des Etats, entre citadins et ruraux, entre gens des bords de mer et continentaux, on l'a déjà indiqué.

Le grand rêve d'universel que portaient les idéologies en « -isme » (communisme, libéralisme, « démocratisme », etc.) capote sur les réalités régionales. Il est d'ailleurs souvent l'adversaire des concepts en « -é », comme liberté, diversité, responsabilité. Il n'a cessé de se heurter aux asymétries économiques en matière de répartition de matières premières, de richesses, de savoirs, aux réalités cosmopolites, aux variétés d'approches socioculturelles, aux expériences diverses, historiques et religieuses des populations de la planète ; et leurs réponses à la modernité et au progrès sont d'une grande variété. Le global des aspirations n'a pas effacé les cultures, les expériences stratégiques ; et de fait, des niveaux d'homogénéité et de cohérence régionale demeurent.

Nous n'allons sans doute pas vers l'unité du monde espérée sous la pression des forces du marché ; nous n'allons pas plus vers une multipolarité organisée avec des clones de modèles occidentaux, mais plutôt vers des regroupements géographiques plus naturels, des « grappes homogènes » qui vont gérer tant bien que mal leur avenir et leur développement. On les connaît bien ; elles ont été théorisées apparemment pour la première fois par Saul Cohen (2). La théorie qu'il développe et qu'il faudrait d'ailleurs remettre à jour, range l'Europe occidentale et le Maghreb dans la même grappe appelée « l'Europe maritime ». Au Maroc, cette perspective fait sens. Notons que cette zone identifiée reste distincte de celle de l'Afrique sub-saharienne, du Moyen-orient et de l'Europe continentale ; mais pas vraiment différente de ce qui constitue l'espace 5+5 actuel.

L'unification du monde autour du modèle occidental reste une conjecture, car ce modèle centralisé qu'ont établi avec sagesse les vainqueurs de 1945 et qui a géré tant bien que mal la guerre froide n'est pas suffisamment souple pour gérer la nouvelle géographie de la planète et ses diversités. Nous allons vers des zones de développement plus différenciées, chacune au rythme qui lui convient et à l'aide du modèle qu'elle se choisit dans le cadre général mais constamment réinterprété de la charte de San Francisco de 1945. A l'évidence, le global ne disqualifie pas le régional, et l'Afrique du Nord et l'Europe occidentale sont stratégiquement raccordées et corrélées dans le monde du 21^e siècle. Si une bordure stratégique existe, elle se situe au Sahel, entre l'Afrique méditerranéenne et l'Afrique noire.

Le fait régional est un trésor de la planète à protéger au nom de sa diversité génétique. L'Europe occidentale et l'Afrique du Nord ou, en regardant de plus près, d'abord l'Europe latine et le Maghreb central.

C'est conscient de cette réalité nouvelle de la planète qui se diversifie et se restructure, conscient de cette globalisation qui fait bon ménage avec les cohérences régionales qu'il faut aborder le voisinage euro-méditerranéen et la réalité euromaghrébine. Quelques points pour s'en convaincre.

La géographie de la Méditerranée a favorisé des rencontres et des échanges séculaires. Hier, Alexandrie, Athènes, Rome, Damas, Fès, Kairouan et Istanbul ont tour à tour animé de façon plus ou moins ordonnée le bon voisinage entre les continents africain et européen. De précieuses traces demeurent et aussi des modèles de connexion et d'intégration qui ont fonctionné, au bénéfice général. Demain, la Méditerranée sera flanquée au sud par trois ensembles démographiques stabilisés d'importance comparable, la Turquie, l'Egypte et le Maghreb central,

(2) Saul B. Cohen: « Global geopolitical change in the post-cold war era », *Annals of the Association of American Geographers*, 81(4), 1991, p. 531-580

chacun comprenant environ 100/110 millions d'habitants. Ces trois ensembles humains homogènes ont fort peu de chance de constituer une entité politique et économique intégrée, mais chacun d'eux va peser dans la balance régionale comme une donnée avec laquelle l'Union européenne va composer pour son développement d'ensemble. C'est d'ailleurs ce qu'a bien anticipé une récente proposition présidentielle en France avec la création d'une Union méditerranéenne, partenaire de l'Union européenne.

En réalité, beaucoup de l'avenir va dépendre de l'issue des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Deux cas de figure se profilent. Une Turquie qui sait se transformer et peut absorber l'ensemble de l'acquis communautaire et appliquer les critères fixés pour l'intégration, et alors sans doute l'Ukraine, l'Égypte et le Maghreb peuvent suivre la voie qu'elle aura déblayée ; dans cette hypothèse, il est probable qu'on verra apparaître un noyau européen central et des noyaux sous-régionaux, pour gérer expansion et cohérence. L'autre possibilité est une Turquie qui trouve la facture de l'intégration trop lourde et une Europe qui ne veut pas changer ses règles ni faire d'exception ; un nouveau modèle de partenariat renforcé avec l'Union européenne ou même d'Union méditerranéenne voit le jour, qui permet d'intégrer tous les riverains de la Méditerranée. Dans tous les cas, ces perspectives incitent les pays du Maghreb central à se regrouper pour ne pas aborder en ordre dispersé et concurrentiel des négociations, que ce soit dans le cadre de la Nouvelle politique de voisinage, de négociations d'adhésion ou encore de fondation d'une nouvelle union de riverains. Dans toutes ces hypothèses, il va de soi que le cadre 5+5 est un cadre structurant et précurseur pour l'avenir de la région.

L'espace euromaghrébin dispose d'un capital commun non encore vraiment valorisé qui a pour nom proximité géographique, historique, culturelle, passé brillant, la Sicile, la Maurétanie, l'Andalousie et la Provence, mais aussi proximité humaine avec la masse importante des binationaux d'aujourd'hui, immigrés et « passeurs » de culture, de société, de progrès. Ce capital commun, c'est aussi la complémentarité économique si elle est assumée et organisée, l'exemplarité politique si elle est recherchée, la valorisation de la fonction de « passerelle » si elle est développée. Car le partenariat euromaghrébin n'est pas exclusif, c'est un carrefour ouvert. On songe à la fonction passerelle entre Amérique du Nord et Heartland ou cœur continental eurasiatique qu'exerce l'Europe occidentale ; on songe à la fonction passerelle que joue la Méditerranée entre Asie, Afrique et Europe et à celle que joue le Maroc avec sa façade atlantique reliée à l'Hispanidad américaine, sa façade méditerranéenne reliée à l'Europe latine et son couloir africain qui la relie au golfe de Guinée. Les « passerelles » sont des zones de connexion, de transition et de contacts où s'échangent les richesses, les savoirs, les projets et où se raccordent et s'harmonisent les cultures et les gouvernances. Elles génèrent des progrès et portent des espoirs.

L'espace euromaghrébin est une passerelle ; et la mondialisation qui n'a effacé ni l'histoire ni la géographie ni les cultures permet de le valoriser.

La communauté de destin et d'intérêts euromaghrébine

Partant de ce qui précède, il est clair que le regard extérieur porté par un Européen du Sud sur le Maghreb ne peut être qu'un regard ambitieux et impatient. Car pour être en équilibre avec la nouvelle géographie de la planète du 21^e siècle, il faut commencer par approfondir les équilibres avec ses voisins puis, ceci fait, avec les voisins de ses voisins ; telle est la démarche centrale du bon voisinage stratégique.

Dans l'espace euromaghrébin, le capital disponible pour fonder et développer des intérêts communs est important, on l'a vu, qu'il soit civilisationnel ou humain, économique ou écologique, politique ou sécuritaire. Il nous faut, en effet, affronter ensemble, en voisins, les

mêmes paysages d'incertitudes et d'insécurité et de lourdes périodes de transition. Au sein du continent européen, la construction de l'Union européenne a mis en place les conditions d'une sécurité durable, désormais pérenne. Elle a été assise progressivement, selon trois axes d'efforts (3). La sécurité humaine qui satisfait aux besoins vitaux matériels et immatériels de tous les citoyens d'Europe ; au-delà des Etats nationaux, la commission européenne en charge de l'intérêt général s'en préoccupe. La sécurité culturelle ensuite qui s'attache à purger toutes les sources de tensions et de contentieux historiques entre voisins européens ; de grands efforts de réconciliation ont été accomplis entre l'Allemagne et la France, entre la Hongrie et la Roumanie par exemple. Et le programme Erasmus s'attache à développer l'intérêt et la connaissance mutuels. Des régulations particulières ont été mises en fonction pour organiser et favoriser des dépendances acceptées et mutuellement favorables ; la Banque centrale européenne, le dispositif Schengen, l'agence Frontex s'en chargent. De nombreuses politiques communes de l'Union européenne s'y sont attelées. Ces expériences positives peuvent être adaptées à l'espace euromaghrébin.

Car il faut un minimum de structures et de procédures pour gérer et administrer des intérêts communs, gérer notre proximité, nos asymétries, nos vulnérabilités et tirer le meilleur parti de tous les atouts disponibles de part et d'autre . Il faut un accompagnement structurel pour consolider notre voisinage, affronter ensemble les défis de l'avenir, en conjurer les risques avec des stratégies collectives crédibles, soutenables, des complicités régionales que nos opinions publiques peuvent comprendre et apprécier. Ces intérêts communs devront fonder une communauté de destin de près de trois cents millions d'Euromaghrébins placés comme une passerelle entre trois continents et noyés dans un océan humain de près de 9 milliards d'habitants.

En conclusion, pour rester concret et actuel, il faut passer ces perspectives générales d'intégration progressive au filtre de l'histoire actuelle. Or, celle-ci reste tragique avec la nouvelle question terroriste, la lancinante question palestinienne, la nouvelle incertitude iranienne et la pression migratoire qui pèse sur nos continents. Tous ces phénomènes qui inquiètent nos sociétés peuvent déclencher sans préavis des crises graves, avec des mouvements de foule et d'opinion irrépressibles et ruiner les efforts de convergence actuels.

Il y a donc une véritable urgence à renforcer notre dialogue stratégique, y compris en matière culturelle et religieuse, à favoriser l'apparition d'une formule de laïcité tolérante à l'égard d'un Islam politique responsable. Tout ceci est nécessaire pour éviter une contamination de notre espace euromaghrébin par toutes les formes de fondamentalisme religieux, d'exclusion économique ou d'influence extérieure déstabilisante. Il y a urgence à établir rapidement ces échanges mutuellement favorables qui créeront des solidarités décisives et durables avant que de graves accidents ne viennent compromettre les chances d'un avenir à l'évidence commun.

(3) NDC Occasionnal paper n°12 : « Promouvoir la sécurité durable », Rome, février 2006.

Le co-développement, une opportunité face à la globalisation

Fernando FERNÁNDEZ MENDEZ DE ANDÉS

Recteur de l'Université Antonio de Nebrija, Espagne

La globalisation est le résultat de la mise en œuvre de cinq processus

- la globalisation de la production et du commerce, par l'accélération des échanges qui fait progresser l'interdépendance économique ;
- la globalisation des finances : aujourd'hui, presque tous les pays ont complètement ouvert leurs marchés de capitaux, quelquefois sujets à des mouvements trop rapides et spéculatifs, mais qui sont en même temps le résultat de l'ouverture du compte capital ;
- la globalisation de la science et de la technologie : on assiste à une grande mobilité des résultats de la science et de la technologie qui passent d'un pays à l'autre, d'ailleurs certains disent qu'il n'y a plus de droits de propriété, c'est en quelque sorte le résultat de la technologie qui a remis en question le vieux concept de la propriété intellectuelle ; mais c'est aussi une possibilité de révolutionner les économies parce qu'il est beaucoup plus facile d'importer les nouvelles idées ;
- la globalisation des problèmes de l'environnement : on parle beaucoup du protocole de Kyoto ; on peut constater que tout le monde a pris conscience des problématiques mondiales de l'environnement ;
- la dimension politique et géopolitique de la globalisation : celle-ci est née du processus qu'a vécu l'Europe avec la fragilité des économies centralisées de l'Union soviétique. Le collapse de cette dernière, d'une façon ou d'une autre, a créé une perspective économique et politique de l'économie sociale du marché dont on peut dire qu'elle est aujourd'hui perçue comme l'alternative globale et mondiale de l'organisation sociale et économique. C'est pour cela que la globalisation a aussi une dimension politique.

L'intégration à la globalisation pose aussi des questions et nécessite des outils

Premièrement, on ne peut plus prendre des attitudes réactives, il faut prendre des attitudes proactives face aux mutations des variables-clés sources de croissance et de développement. Il faut aussi faire des choix face aux défis de la compétitivité. En termes de politique nationale, la globalisation met au centre la question de la compétitivité. La compétitivité est ainsi la clef de tout pays qui désire s'insérer dans les nouvelles économies globales.

Deuxième, il faut réévaluer le rôle de l'Etat, cela ne veut pas dire que l'on doit revenir à un Etat dirigiste, qui intervient dans l'économie politique, mais plutôt vers un Etat qui crée les conditions pour que l'économie bouge, pour que le secteur privé marche. Un Etat bien organisé, qui a la tâche de réguler l'activité économique. On a dépassé la situation où on parlait de la dérégularisation, aujourd'hui, on parle de la régularisation efficace. On a constaté que le développement économique a besoin d'un Etat efficace, compétent, efficient et qui adopte des

règles qui donnent des certitudes au secteur économique. L'Etat devient ainsi très important dans les nouveaux espaces économiques internationaux.

Le troisième outil est celui relatif aux nouvelles stratégies du co-développement et de coopération. On a constaté que le développement économique est un processus qui dépasse le contexte national et que l'approche traditionnelle de la coopération économique considérée comme une relation bilatérale est dépassée. Il faut alors se mettre dans le contexte du co-développement qui a une perspective plus grande que celle de l'aide économique et c'est aussi un processus culturel et social, etc.

Quelle est notre vision pour un processus de co-développement ?

La globalisation comme tout le monde le sait, est devenue inséparable du processus complémentaire de régionalisation. La régionalisation, dans la globalisation, intervient sur la base des critères d'efficience de la nouvelle géographie économique. Il faudrait donc chercher des solutions optimales pour cette nouvelle géographie économique. Pour ce faire, on a ici une esquisse de solutions qui sont à notre avis nécessaires pour la réinsertion dans la nouvelle économie mondiale.

Ces solutions optimales concernent les infrastructures, le système énergétique et de transport, l'aménagement du territoire et la création des conditions pour le développement du secteur privé via une meilleure efficacité des actions et du nouveau rôle de l'Etat. C'est là les quatre espaces que, chez nous à l'Université Nebrija, considérons comme les outils qu'il faut développer pour créer la régionalisation qui, à notre avis, permettra au Maghreb et au Maroc de jouer un rôle dans la nouvelle géographie économique.

On constate aussi une absence d'une vision globale et prospective de l'espace économique. Cela se manifeste par une incorporation insuffisante des nouvelles approches de la dimension territoriale du développement, de la nouvelle géographie économique ainsi que des perspectives géopolitiques et géostratégiques dans les mécanismes et autres instruments d'analyse et de politiques envisageables pour réussir le processus d'intégration. La nouvelle géographie économique justifie un processus de forte intégration du Maghreb dont les territoires, la population et les ressources naturelles ont une dimension significative à l'échelle continentale et planétaire.

Quel est notre espoir ? C'est que la force des avantages rationnels de l'intégration du Maghreb doit prendre le dessus sur les blocages actuels qui sont fondamentalement et essentiellement à caractère géopolitique. L'Europe peut et doit jouer un rôle essentiel dans la mise en valeur des avantages économiques du Maghreb. Mais il y a aussi d'autres partenaires internationaux, africains et américains, qui sont aussi nécessaires pour que le Maghreb et le Maroc tiennent leurs rôles dans la nouvelle géographie internationale. Ça, c'est notre espoir. Mais notre conviction c'est qu'il y ait un important programme de recherches socio-économiques sur le Maghreb à construire ici, ensemble, et qui devrait identifier, évaluer et mettre en œuvre des projets communs dont le Maghreb et la Méditerranée occidentale ont besoin pour la nouvelle géographie économique.

Des projets structurants peuvent être esquissés

– la création d'un réseau ferroviaire régional à grande vitesse ; ou encore le projet de liaison fixe Maroc-Espagne ;

- le développement de réseaux énergétiques maghrébins connectés avec l'Europe et le reste de l'Afrique ; ou du « couloir des énergies renouvelables au long du détroit de Gibraltar et des deux bandes du littoral marocain et espagnol ;
- le développement des projets liés à l'économie de la connaissance et de la technologie, avec la création de l'université technologique maghrébine ;
- la création d'une agence méditerranéenne de l'eau ;
- etc.

On peut imaginer beaucoup d'autres projets structurants – d'ailleurs le document de travail* de ce forum en contient une liste – qui sont à notre avis fondamentaux pour que le Maghreb et l'Europe marchent sur la voie du co-développement. Il faut construire ce qu'on appelle en Espagne des complicités entre les deux rives de la Méditerranée, il faut construire ces complicités avec des projets concrets qui créeront des relations d'interdépendance économiques, sociales, culturelles et humaines. C'est ce que nous appelons le co-développement, et c'est dans ce contexte général que ce forum de prospective prend tout son sens.

*Document préparé en collaboration avec l'université de Nebrija, elle présente un cadre conceptuel préliminaire d'approches géostratégiques pour une nouvelle géographie économique du Maghreb. Consulter le site web : www.hcp.ma

Décomposition et recomposition géopolitiques : quelle place pour le Maghreb ?

Dominique DAVID

Directeur exécutif de l'Institut français des relations internationales, Paris.

Pour parler de géopolitique, je vais tout simplement essayer de commenter les trois axes qui forment le triangle de la réflexion géopolitique. Il s'agit des intérêts qui nous sont communs ou qui sont communs à cette région qui nous est commune, puis des acteurs et enfin des représentations.

Premier axe de réflexion : les intérêts

Au-delà des intérêts récurrents et des problèmes qui se posent en termes de développement économique, de stabilité politique, de relation entre les Etats de la région, cinq interrogations fondamentales caractérisent le moyen terme de cette région, voire le monde en général.

- La première touche l'avenir énergétique, ou avenir des approvisionnements en matières premières.
- La deuxième touche la dimension démographique en termes de stock, comme diraient les économistes, c'est-à-dire de cumulation de populations, et en termes de flux, c'est-à-dire en termes de circulation des populations. En effet, le stock devient vieillissant puisque les populations du nord de la Méditerranée ont déjà largement commencé à vieillir, vieillissement qui se combine, bien évidemment, aux problèmes des flux.
- La troisième est celle que pose le développement de l'asymétrie stratégique, qui se traduit à l'heure actuelle essentiellement par les phénomènes de terrorisme.
- La quatrième est celle de la prolifération d'un certain nombre d'armes, particulièrement ou potentiellement dévastatrices, mais surtout de la circulation des technologies qui aggravent le problème de la diffusion des armes.
- La cinquième est celle de la stabilité des sociétés politiques qui sont toutes, à des degrés divers, touchées ou menacées par le caractère dissolvant de l'ouverture de la globalisation. Bien entendu, la globalisation est une grande et belle chose, qui construit du développement économique, qui construit de la circulation humaine, mais elle est aussi un facteur dissolvant qui pèse à des degrés divers sur toutes nos sociétés.

Nous savons très bien que tous ces problèmes se trouvent éminemment présents dans le creuset méditerranéen, en général, et que la plupart d'entre eux sont posés très directement aux pays du Maghreb. C'est le cas pour les questions de l'énergie et des matières premières. C'est le cas pour les questions de démographie, avec le nouveau « statut » que la plupart des pays du Maghreb acquièrent comme pivot, comme plaque de transit des circulations démographiques.

Les pays du Maghreb, et singulièrement les plus lourds d'entre eux, sont donc directement interpellés par ces problèmes, et il n'est pas possible d'imaginer que face à des problèmes aussi transversaux on puisse fournir des réponses strictement nationales. On ne gère pas les flux économiques avec des frontières nationales.

Deuxième axe de réflexion : les acteurs

Puisque l'on ne peut pas gérer ça individuellement, unilatéralement, à quels acteurs faut-il penser ? Nous, Occidentaux, nous avons cru, au début des années quatre-vingt-dix, que le monde allait pouvoir être assez aisément organisé parce qu'il était en train de devenir coopératif. Et près de vingt ans après, nous nous apercevons que ce n'est pas ainsi que ça se passe. Aujourd'hui, nous savons que, politiquement et économiquement, ce côté naturel de l'auto-organisation du monde, c'est complètement faux, et que les grandes entités qui se sont proposées depuis une vingtaine d'années n'ont pas obtenu les résultats escomptés.

Au niveau global, l'ONU peine à affirmer son rôle et sa légitimité. Au niveau « méta-régional », toutes les grandes instances ont des acquis, bien entendu, mais elles peinent elles aussi à organiser pacifiquement l'Homme. C'est le cas de l'Union européenne. Jean Dufourcq a parlé précédemment de sa crise institutionnelle. A mon sens, la crise institutionnelle de l'Union européenne n'est évidemment que la manifestation d'une crise politique. L'Union africaine est en gestation avec beaucoup d'acquis, mais il lui faudra encore du temps pour gérer tous ses problèmes. Le processus de Barcelone, c'est le moins qu'on puisse dire, a des états d'âme. L'OSCE est extrêmement sympathique, mais on se demande si elle existe encore. Quant à l'OTAN, elle tient bien sur ses jambes parce que c'est une des administrations (ou l'une des bureaucraties) les mieux organisées du continent européen, mais son gros problème est qu'on ne sait pas bien à quoi elle sert et qu'elle-même ne sait pas bien à quoi elle sert.

En dessous de ces logiques méta-régionales, les logiques des puissances, les unilatéralismes de puissance ne semblent pas non plus fournir de solutions plus importantes ; c'est bien entendu le problème que pose ou qu'a posé le fantasme de l'uni-polarité américaine, et on se dit, par les temps qui courent, que l'échec de cet uni-polarité pourrait poser encore plus de problèmes que son éventuel succès. Plus largement, nous ne savons pas grande chose de l'organisation du monde de l'avenir, et nous ne savons pas grande chose du rapport des puissances qui déterminera dans l'avenir l'organisation internationale. Nous savons ce que sont nos espoirs, nous savons ce que sont les pistes qui ont été tracées depuis une vingtaine d'années, mais ce que sera la réalité des équilibres politiques dans l'avenir, nous n'en savons pas grande chose. Nous sommes donc, en termes d'acteurs, obligés de reprendre beaucoup de choses que nous avons cru pensées définitivement depuis une vingtaine d'années ; et pour suivre cette logique, deux choses seulement sont claires.

La première est que l'aliénation des souverainetés nationales au profit d'entités méta-régionales est impuissante et qu'elle peut s'avérer dangereuse ; parce que plus le transfert de souveraineté se fait à des espaces larges et plus la recherche des identités à la base peut se faire pressante et donc dangereuse. Inversement, nous savons pourtant que la rétraction sur les souverainetés nationales est impuissante, elle ne donne que l'illusion provisoire de l'efficacité face à des problèmes qui sont extrêmement complexes. Je pense que les pays du Maghreb économiquement, politiquement ou militairement, éprouvent cette limitation de leur souveraineté nationale tout de suite après avoir éprouvé le plaisir de la confirmation de cette même souveraineté nationale.

J'en conclus que le niveau qui reste le plus ouvert, aujourd'hui, pour la construction de l'efficacité, est un niveau régional, mais régional de proximité. Une région qui se bâtirait ou des

régions qui se bâtiraient sur des solidarités, sur des proximités, sur des intérêts communs. C'est évidemment vu de l'extérieur la description théorique, c'est évidemment la description de l'ensemble maghrébin.

J'ajoute que de nos points de vue, la constitution de cet ensemble maghrébin, sur lequel on reviendra tout au long de ce forum, est nécessaire pour les pays de l'Europe latine pour constituer un contre-poids intérieur à l'Union européenne, à des rives qui pourraient succéder à l'élargissement très rapide de cette Union européenne. Jean Dufourcq a fait allusion, tout à l'heure, au montage 5+5, on voit bien que dans la région méditerranéenne ce montage 5+5, qui réunit les pays du Maghreb et les pays de l'Europe latine, en gros les pays de l'Europe méditerranéenne, est l'un des rares forums qui ait démontré, même sur des thèmes limités, son efficacité en matière de coopération sécuritaire, par exemple.

Troisième axe de réflexion : les représentations

Concernant les représentations, je voudrais faire simplement trois remarques.

La première est que si les pays du Maghreb ne manœuvrent pas dans l'avenir ensemble, nous les verrons alors comme des objets stratégiques et non pas comme des sujets stratégiques. C'est-à-dire qu'ils seront les pions de nos stratégies, non pas parce que nous sommes cruels ou méchants, mais tout simplement parce que nous ne pourrions que les considérer comme des éléments et parts dans un jeu qui dépasse de beaucoup l'efficacité des souverainetés nationales, de leur souveraineté nationale.

La deuxième est que nous ne vivons pas dans un monde plat et civilisé où chaque pays aurait une place déterminée par le droit ou par la bonne volonté des autres. C'est dommage, mais ce n'est pas la réalité d'aujourd'hui, et ce sera encore moins celle de demain. Nous sommes dans un monde où les pôles de forces se construisent, où ils s'élaborent, où ils changent. Le Maghreb et les Maghrébins de demain seront jugés sur leurs capacités à peser dans cette constitution de pôles, à peser comme pôle en constitution.

Enfin, la dernière est que la circulation des populations, des idées, des mœurs, surtout en Méditerranée occidentale, est une réalité, et une belle réalité. Mais la cristallisation des oppositions civilisationnelles est hélas tombée dans les fantasmes des guerres de civilisation. Et là, nous, Européens, avons besoin de vous, et nous avons besoin de ce que vous pouvez nous dire solidairement, de ce que vos pratiques sociales, vos dynamiques politiques, vos intellectuels, souvent trop silencieux, peuvent nous dire sur la manière de ne pas nous définir comme Occidentaux de manière exclusive et de ne pas vous définir, du moins de manière exclusive, comme Musulmans ou comme Arabes. Nous avons à élaborer ensemble les règles de la survie dans un monde extrêmement fluide, mais où peuvent se cristalliser des éléments qui ne sont pas toujours positifs.

Pour conclure, je dirai que nous avons besoin du Maghreb et que nous avons besoin d'un Maghreb qui manœuvre solidairement. Comment le construire ? C'est votre problème ! Il y a beaucoup de méthodes, il y a les méthodes politiques – ne soyez pas obsédés par les méthodes de l'Union européenne – il y a les méthodes qui partent de la base, les méthodes d'élaboration sociale, économique, etc. Quelles que soient les méthodes que vous retiendrez, elles auront besoin de notre aide ; cette aide nous sommes prêts à l'apporter, à notre modeste place, et en particulier dans le dialogue des sociétés civiles. Et je terminerai en disant que l'Institut français des relations internationales, que je représente ici, est prêt à prendre sa place dans ce dialogue entre les sociétés civiles et les sociétés politiques.

Le Maghreb aux frontières du réel

Driss ALAOUI MDAGHRI

Ancien ministre, Président de Campus Véolia Environnement Maroc

Le Maghreb a été souvent sollicité dans les discours, avec bien peu d'effets sur la construction d'un ensemble homogène dans la réalité. Pourtant, des questions fondamentales interpellent laissant penser que le Maghreb, même improbable dans le court terme, n'est pas un vain mot ou une simple fantasmagorie.

Nous allons scruter ces questions de manière prospective à la lumière des changements profonds que le monde dans son ensemble est appelé à connaître d'ici au milieu du siècle qui commence.

D'abord un mot sur la prospective

C'est la démarche qui consiste à envisager tous les scénarios possibles avant d'expliquer en quoi et pourquoi tel ou tel est plus probable. L'exercice est problématique, car de toute évidence, nous sommes, partout au Maghreb, loin d'accepter comme allant de soi et comme étant parfaitement inoffensif un tel exercice.

Nous nous limiterons donc à deux scénarios vraisemblables à un horizon acceptable, trente à cinquante ans. Nous éviterons d'aborder certaines questions qui fâchent relatives à la nature et à l'exercice du pouvoir dans les pays du Maghreb. Chacun est invité à en faire la lecture qui convient à ses choix ou à ses intérêts.

Le premier scénario, que l'on peut qualifier de plus probable, est le scénario conflictuel. Le second, possible mais improbable, fait le pari que l'intégration maghrébine est jouable pour autant qu'il y a une réelle volonté des gouvernements et une mobilisation soutenue des citoyens de cette région du monde au service de cet idéal.

Pour cerner la pertinence de ces scénarios, il est indispensable de les inscrire dans le cadre des grandes évolutions qui caractériseront le monde au cours des prochaines décennies, avant de scruter certaines frontières du réel et de conclure sur une note d'espérance.

Un monde en ébullition

Au péril le plus grave qui menace les hommes depuis la nuit des temps, celui que représentent ses propres créations, s'ajoutent aujourd'hui trois menaces majeures qui se trouvent être en même temps trois opportunités remarquables.

Le péril primordial est bien connu et ses prolongements actuels évidents. Il s'agit des produits de la technique qui, conséquence logique ou détournement de destination fatal, deviennent entre les mains des hommes la cause de leur propre malheur. Du silex à l'atome, le cheminement est le même : une technique utile devient une arme destructrice.

Laissons toutefois ce débat effleuré ici pour nous concentrer sur trois menaces à court terme, qui peuvent être, comme l'enseigne la commune maîtresse de qui s'occupe d'avenir, l'histoire, autant d'opportunités immédiates. Elles ont pour dénominateur commun de peser lourdement, sur l'avenir de la planète au cours des toutes prochaines décennies.

Les trois menaces résident dans l'ordre politique, socio-économique et culturel. En même temps qu'elles se traduisent par des conflits, souvent violents, tantôt visibles à l'œil nu, tantôt feutrés, toujours à l'œuvre en profondeur, elles bouleversent les équilibres traditionnels, nourrissent les frustrations et entretiennent les haines réciproques.

Dans l'ordre politique, Alvin Toffler dans son livre éclairant Powershift souligne avec justesse : « Le déplacement du pouvoir s'opère à un rythme si précipité que les dirigeants mondiaux se laissent entraîner par le flot plutôt que de le dominer et de lui imposer un ordre ; et il y a tout lieu de penser que dans les années à venir, les forces qui ébranlent déjà l'humanité gagneront encore en violence et en importance. » En écho, récemment encore Jacques Attali, incorrigible et talentueux touche-à-tout, promène dans « une brève histoire de l'avenir » le lecteur d'hyper-empire en hyper-conflit et, simple pari dit-il, en hyper-démocratie.

L'Etat national a-t-il encore un avenir ? On assistera sûrement à bien des soubresauts avant la disparition de l'Etat national. Mais d'ores et déjà, on peut tabler sur sa perte d'influence face aux assauts conjugués des grandes firmes et des groupes mafieux portés pareillement par le marché. Aujourd'hui, certaines entreprises ont un chiffre d'affaires supérieur au PNB de bien des Etats, et celui de la criminalité représente, selon plusieurs estimations, une part significative de ce PNB. Et cela ira en s'accroissant. Les tentatives d'imposer une gouvernance mondiale ne manqueront pas, mais on peut douter de la faisabilité prochaine d'une telle perspective tant les crispations, les habitudes et les intérêts sont contradictoires et parfois irréductibles. Dans ce contexte, deux problèmes d'ampleur considérable menacent, celui de la dissémination des armes nucléaires et celui du réchauffement climatique. On peut espérer que la gravité du danger fera réfléchir et conduira à faire prévaloir la sagesse et une coordination internationale susceptible de déboucher sur des mécanismes mondiaux de gouvernance collective dans ces domaines.

Dans un article récent, des voix averties (Henry A. Kissinger, Sam Nunn, William J. Perry et George P. Schultz) ont demandé au gouvernement américain de prendre l'initiative d'une complète dénucléarisation de la planète. « Les Etats-Unis doivent prendre l'initiative d'une négociation globale pour dénucléariser la planète. L'arme nucléaire représente aujourd'hui une menace considérable, mais elle offre aussi une chance historique. Il revient à la puissance américaine de faire entrer le monde dans une nouvelle ère : celle d'un consensus solide en faveur de la fin du recours mondial à l'arme nucléaire qui permette d'éviter sa prolifération aux mains d'acteurs potentiellement dangereux, pour qu'au bout du compte le nucléaire cesse d'être une menace pour la planète. »

Que des acteurs au fait des affaires mondiales au plus haut niveau et dégagés de ces contraintes diplomatiques si contraignantes réclament publiquement une telle initiative témoigne à la fois de l'urgence des problèmes – ce n'est ni plus ni moins qu'une question de survie de l'humanité, à les en croire – et c'est la preuve qu'il est nécessaire d'être audacieux dans les propositions quand l'heure est si grave.

Dans l'ordre économique, la pauvreté et les exclusions qui touchent des milliards d'hommes dessinent une carte du monde lourde de perturbations actuelles et à venir qui impacteront l'ensemble de la planète en dépit des barrières électroniques et des murailles de pierre et de fer que l'on élèvera, que l'on élève, pour protéger les nantis.

Une chance possible pour faire face réside dans la convergence de deux facteurs intéressants qui pourraient contribuer à gérer au mieux la situation : la diffusion du savoir grâce en soit rendue aux technologies de l'information, d'un côté, et à une société civile émergente et responsable qui se renforce et entend peser de plus en plus sur le cours des choses, de l'autre côté.

Enfin, sur le plan des valeurs, crispations identitaires, croissance massive et précipitée des agglomérations urbaines, rigidités sociales et ignorance – sous sa forme la plus obtuse dont la scolarisation et les diplômes ne protègent pas toujours – sont les faces obscures de cette menace aujourd'hui plus pressante que jamais.

On a beau jeu, notamment les esprits éclairés, de jeter aux gémonies le « choc des civilisations » comme étant une illusion, voire une dérive intellectuelle d'un esprit mal intentionné. Il n'y a pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. Les crispations identitaires n'ont jamais été aussi revendiquées qu'aujourd'hui ouvrant un chapitre que l'on croyait en train d'être fermé grâce aux progrès de l'éducation à travers le monde, le chapitre des conflits inter-religieux et inter-ethniques. Partout se donne à voir le spectacle tragique d'identités exacerbées qui s'affrontent et de cultures qui rejettent leurs valeurs réciproques. Ce qui se passe en Irak ou dans la Corne de l'Afrique, que le jeu trouble des puissances favorise, n'est que le versant éponyme visible de positions et préjugés irréductibles. « Les différences d'opinion ont coûté des millions de vie; par exemple, est-ce que la chair est du pain, ou le pain de la chair, est-ce que le jus de certaines baies est du sang ou du vin ? Est-ce un vice ou une vertu que de siffler ? Doit-on baiser tel morceau de bois ou le jeter au feu ? Quelle couleur convient le mieux à tel vêtement, le noir, le blanc, le rouge ou le gris ? Doit-il être long ou court, étroit ou large, sale ou propre ? Et quantité de questions de ce genre. Or, jamais une guerre n'est aussi acharnée et sanglante, jamais elle ne dure si longtemps que lorsqu'elle a éclaté à propos d'une différence d'opinion, portant le plus souvent sur des vétilles. » Jonathan SWIFT le moquait ainsi il y a près de trois siècles.

Un autre aspect, gros de risques majeurs, est la croissance sauvage et rapide des villes. Si la population urbaine représente actuellement seulement 50 % de la population mondiale, elle dépassera le seuil des 70 % dans les vingt à trente prochaines années, et les grandes concentrations de plusieurs millions d'habitants seront légions. Quelles infrastructures, quels services satisferont les besoins incontournables en sécurité, approvisionnement, assainissement, transport, etc.? Quelle gouvernance surgira dans la foulée quand des mafias de tous ordres essayeront de profiter de la situation pour étendre leur empire, notamment dans les pays les plus démunis où les grandes concentrations urbaines pousseront comme des champignons dans une forêt humide ?

Pourtant, dans ce ciel chargé, une fenêtre toujours ouverte, petite par la taille mais immense par la perspective : la poésie, la musique, le jeu... toutes les manifestations du génie humain dans sa quête interminable du beau, du bon et du sens, dont il ne faut jamais désespérer. Mais, sans doute sommes-nous là aux frontières du réel.

Aux frontières du réel

Quatre points fondamentaux nous intéressent ici : les territoires, le pouvoir, les richesses et les valeurs.

Les territoires

La question territoriale est au cœur des préoccupations des pays maghrébins depuis les premières années de leurs indépendances. On peut dire qu'elle a constitué l'alpha et l'oméga de tout débat,

de toute option, de toute négociation et qu'elle a malheureusement obéré toute construction durable d'un ensemble cohérent en Afrique du Nord.

Il est vrai que l'espace géographique est partout l'objet de disputes que rien ne semble permettre de résoudre, ni les projets de règlement pacifique, ni les armes, ni le temps. Du «Moyen-Orient compliqué» au Darfour en passant par les Balkans, l'Irak et l'Afghanistan, chacun s'évertue à se dire héritier légitime de lointaines et improbables racines et refuse d'entendre autre chose que sa propre raison. Traversons les continents et le temps : demain la Chine et l'Inde, immenses par l'espace qu'elles occupent et par leurs populations nombreuses et bigarrées. De quels conflits internes sont-elles grosses, et quand éclateront-ils attisés par quelques esprits exaltés ou par quelques intérêts exacerbés ?

Ainsi, à l'intérieur de chaque espace national, même le moins contesté et le moins sujet à des influences centripètes, s'affirment avec de plus en plus force les particularismes et les tendances indépendantistes, souvent entretenues par des puissances tout à coup attachées à des principes qu'elles sont les premières à fouler aux pieds quand il s'agit de leurs affaires internes et de leurs propres populations. Le cas des régions sahariennes représente l'archétype de ce genre de problèmes, abcès de fixation des antagonismes et frein majeur depuis plus de trente ans à toute avancée sur le front de l'intégration maghrébine.

Outre les effets négatifs de ces problèmes à tous points de vue, les capacités de coopération et de négociation avec l'Europe s'en trouvent considérablement limitées et empêchent d'exploiter les potentialités innombrables qui existent en termes de défense concertée des intérêts des populations, en termes de démarches communes pour le développement et en termes d'influence. Cet état de choses perdurera aussi longtemps qu'une solution ne sera pas trouvée. On peut légitimement penser qu'à défaut d'une telle solution, qui paraît hélas fort peu probable, chacun des pays du Maghreb poursuivra sa route solitaire peu productive, et toute la région continuera à contribuer aux tensions qui de par le monde préparent le terrain à des lendemains chargés de bruit et de fureur.

Les pouvoirs

De la même façon, partout les pouvoirs seront interpellés et au centre de conflits dont on voit mal comment ils pourraient être réduits sans à coups. Les tensions autour de cette question épineuse dans toute société vont se poursuivre durablement dans la région balançant entre des discours riches en langue de bois et éloignés d'un exercice participatif et démocratique du pouvoir où s'émeussent forcément la crédibilité des élites gouvernantes et, partant, l'efficacité durable de leur action dans la gestion des affaires publiques.

Des groupes démagogiques extrémistes investiront de plus en plus le champs politique et trouveront des oreilles attentives auprès de populations frustrées qu'ils flatteront à souhait en jouant sur ces frustrations et sur les pires crispations identitaires. Ici, du reste, le sentiment unitaire au Maghreb, vivace malgré toutes les déconvenues, risque d'être, est déjà, mobilisé par les tenants du rêve illusoire d'une Communauté confessionnelle introuvable, fondée sur l'exclusion de qui n'en est ou qui n'en veut pas être membre. D'autant plus facilement que si ventre creux n'a pas d'oreille, pour le langage de la patience et de la sagesse, il en a pour ceux qui promettent des lendemains qui chantent. Le refus légitime d'un tel scénario par une partie dynamique de la population entraînera fatalement des conflits et des confrontations dont on ne peut prédire l'issue.

Les richesses

Un fait d'importance réside dans la poursuite de politiques économiques détachées de toute préoccupation d'intégration qui limitent la productivité et l'efficacité collective en ne permettant pas de jouer sur la dimension d'un grand marché régional, sur des infrastructures complémentaires et sur des apports de richesse réciproques qui multiplient leurs effets en s'additionnant. Le potentiel des richesses humaines, énergétiques, agricoles, touristiques et culturelles sera nécessairement sous-utilisé aussi longtemps que ces richesses ne seront pas mobilisées de façon complémentaire et harmonieuse. Quelques surplus fugitifs liés à des conjonctures spécifiques ne peuvent cacher la forêt des difficultés à venir dans un monde où la concurrence sera de plus en plus rude. Aucune école résolument maghrébine n'existe pour l'heure ni n'est susceptible de voir le jour à brève échéance, aucune harmonisation des systèmes d'éducation et des diplômes, aucun centre de recherche commun digne de ce nom, alors que la clé du développement, de la croissance et de la vraie richesse résidera de plus en plus dans l'innovation et dans la maîtrise de savoirs mutants.

Les valeurs

Au demeurant, quelles valeurs prévaudront ? Il est fort probable que le Maghreb dans son ensemble sera de plus en plus tiraillé entre des attractions contradictoires déterminées par des systèmes de valeurs exclusifs auxquels on voudra s'accrocher. Européen par sa proximité géographique, Musulman par sa religion, Arabo-Berbère par ses racines, tout à la fois Africain et Méditerranéen, le Maghreb contient les ferments dangereux de bien des clivages. Il faudra beaucoup de sagesse et de chance pour qu'elles ne donnent pas lieu dans un avenir pas trop lointain à de soudaines et tragiques dérives. C'est autour de ces questions que s'articulent les interrogations majeures relatives au destin du Maghreb en tant qu'ensemble théoriquement possible, dans un environnement mondial et régional chargé d'inconnues et d'interrogations. Cependant, les problèmes ici soulignés ne doivent pas conduire à la démission, car le pire n'est jamais sûr. Et puis... il n'y a pas d'autre alternative, et il n'y a rien à perdre à parier sur l'intelligence, dans l'espoir qu'elle prévale enfin.

Le pire n'est jamais sûr

Contre le nationalisme chauvin, faisons le pari de l'intelligence territoriale ; contre les dérives politiciennes, le pari de la démocratie ; contre l'accaparement des richesses au profit d'un petit nombre, le pari de la justice sociale ; contre les crispations identitaires, le pari de la tolérance : quatre pistes pour éviter le pire au Maghreb.

L'intelligence territoriale

L'aspiration légitime à la reconnaissance de la spécificité des cultures locales et la demande de participation et d'autonomie des populations et de leurs élites doivent être utilisées comme levier de développement et de progrès. Au Maghreb dans son ensemble, une politique de décentralisation adaptée et réelle doit jouer de manière totalement assumée pour donner, à chaque région, à toutes les régions présentant un degré suffisant d'homogénéité historique et culturelle toute l'autonomie qu'il faut pour que les énergies et les forces à l'œuvre dans ces espaces soient mobilisées au profit des habitants concernés tout en veillant à ce qu'elles aient des retombées positives et qu'elles produisent des effets d'entraînement sur le reste du territoire national. L'affaire n'est pas aisée tant il faut vaincre d'obstacles à la fois politiques et

psychologiques pour se débarrasser des discours conventionnels et de la langue de bois traditionnelle. Les initiatives prises par le Maroc par sa voix la plus autorisée, celle du Souverain, avec la création du Conseil royal consultatif pour les affaires sahariennes (CORCAS) et les recommandations de cet organe de concertation des provinces sahariennes devraient aboutir au cours de l'année 2007 à des propositions concrètes en termes de décentralisation avancée et d'autonomie, ouvrant ainsi des perspectives potentiellement intéressantes en matière d'intelligence territoriale pour assurer le développement économique et social, la stabilité, la paix et la plus large participation des citoyens à la gestion de leurs propres affaires. Pourvu que la communauté internationale soutienne un tel plan et que le voisin algérien n'y mette pas d'obstacles insurmontables.

Sans entrer dans des considérations plus détaillées et au demeurant précoces, la même démarche devrait prévaloir partout au Maghreb afin que se dissolvent dans les autonomies librement consenties les crispations chauvines et les égoïsmes nationaux. Il sera alors possible de construire le Maghreb sur la base d'un territoire où les frontières nationales n'auraient plus l'importance cruciale qu'elles ont aujourd'hui. Parallèlement s'ouvrira ainsi le chapitre, encore clos malgré les quelques avancées réalisées, d'une coopération avec l'Europe basée sur des intérêts réciproques bien compris. On peut même espérer que, ce faisant, une Communauté euro-méditerranéenne voie le jour, qui donnerait par ricochet, enfin, à l'Europe du Sud plus de poids et, qui, par extension ferait de l'Europe dans son ensemble, en partenariat avec toute la zone méditerranéenne, un acteur mondial de premier plan.

De la démocratie au Maghreb

Le pari de la démocratie n'est jamais gagné d'avance ni définitivement. Outre le fait que toute avancée, toute ouverture, se heurte automatiquement à un paradoxe majeur : plus l'ouverture est grande, plus la contestation du système politique est également grande, fragilisant du même coup le processus et conduisant soit à des reculs soit à des manipulations en tous genres. « C'est au moment où ils changent le plus que les systèmes politiques sont les plus vulnérables » notait déjà Alexis de Tocqueville au XIX^e siècle. Pourtant, si de tous les systèmes la démocratie est le moins mauvais, comment en décliner les modalités tout en préservant des institutions et des structures qui, pour être nécessaires aujourd'hui dans certains cas, n'en posent pas moins des questions aiguës en termes d'adaptation et de modernisation à plus ou moins brève échéance ? Sans parler des habitudes d'exercice solitaire effectif du pouvoir contre lesquelles tout effort de modernisation bute nécessairement ? Le problème est crucial au niveau de chaque pays. Il l'est davantage s'agissant de l'ensemble maghrébin.

Il est clair toutefois que la construction du Maghreb n'est envisageable que si des mécanismes et des modalités démocratiques gouvernent les différents pays d'Afrique du Nord. Dans cette perspective, il est vital que chacun des pays, tout en poursuivant des efforts internes en matière de participation des citoyens à la gestion des affaires qui les concernent – au point de départ de toute démarche de démocratisation – œuvre à développer la culture démocratique à travers les écoles, les médias et l'acceptation que le décideur final en tout ce soit le peuple souverain. C'est là l'objectif à atteindre. Utopie ? Je ne sais. Mais, nécessité de donner une chance au Maghreb de se faire et impératif de survie pour chacun, je le crois bien.

Plus de justice

La justice est affaire d'économie autant qu'elle est affaire de droit et d'éthique. C'est dire que pour y arriver, la croissance en est une condition importante. Principe vieux comme le monde. Plus les richesses sont disponibles, plus la répartition des fruits de la croissance est possible. La

question est de savoir comment produire suffisamment de richesses dans un contexte où, depuis les indépendances, on n'a assisté dans aucun pays du Maghreb à une croissance forte et durable. Les années de crue relative et de décrue se suivent et se ressemblent. Pourtant, les potentialités sont considérables. Y aurait-il quelque fatalité dans ce destin ? Sûrement pas ! Mais peut-être l'absence d'une utilisation coordonnée, homogène et complémentaire des ressources disponibles dans la région. Chacun des pays dispose de ressources non négligeables avec une population jeune, une nature belle et attachante, des infrastructures en cours d'amélioration réelle et, pour certains, de l'énergie à profusion.

Que manque-t-il ? Trois ingrédients essentiels

Le premier ingrédient est l'intégration rapide dans la société du savoir, qui est la vraie et la plus durable des richesses. La formation, la recherche, l'esprit d'entreprise et l'innovation en constituent la voie d'accès royale.

Le second ingrédient est précisément la construction du Maghreb autour de ces domaines qui représentent les vrais leviers de changement et de développement. Comment, symptôme significatif, interpréter l'inexistence d'une université maghrébine et la faiblesse des échanges entre les institutions qui existent et leurs productions communes? Une telle université est tout à fait plausible à brève échéance en mutualisant plusieurs universités existantes ou, ce qui est préférable, devant être créées (une par pays, par exemple) dans un réseau unique délivrant les mêmes diplômes, comportant les mêmes cursus, gouverné par les mêmes règles et regroupant universitaires et étudiants en provenance de tout le Maghreb. Elles constitueraient le creuset privilégié, intellectuel et humain, dans lequel se forgerait et se renforcerait le sentiment d'appartenance à une même communauté de destin.

Enfin, troisième ingrédient : si créer de la richesse est une condition incontournable pour établir plus de justice, elle n'est pas suffisante. Il faut des principes de gouvernance, des normes de gestion et des systèmes fiscaux qui favorisent la distribution équitable des richesses sans laquelle aucune stabilité politique et sociale n'est réelle et les dérives extrémistes fréquentes.

L'école de la tolérance

Loin de l'invocation fétichiste des principes souvent lourdement sollicités en public, mais parfaitement négligés dans le comportement privé, il s'agit pour chacun des pays du Maghreb de mener des politiques effectives en matière de culture, d'éducation et de communication, axées sur les valeurs humanistes universelles prônant le dialogue et l'acceptation sans réserve de la différence comme une condition sine qua non de progrès et de civilisation.

Ici, la société civile est susceptible de jouer un rôle majeur tout à fait essentiel. Pour que cette société civile soit à même de jouer ce rôle pleinement, il faut commencer par la libre circulation des hommes dans la région elle-même et par la mobilisation des moyens et des canaux publics et privés disponibles au service de la paix et de la concorde. La multiplication d'associations maghrébines pour lesquelles devrait être créé un cadre juridique commun pourrait représenter un levier utile dans cette démarche. Le développement des échanges commerciaux sera également un facteur efficace de contribution à un mouvement nécessaire dans l'espace géographique qui est le nôtre si on veut avancer dans la construction d'un ensemble ouvert sur le monde et qui, tout en nous permettant d'éviter le pire, contribuerait véritablement à la civilisation de l'universel.

Le Maroc et le Maghreb : charnière ou périphérie dans la géographie mondiale ?

Jean-François DAZUGAN

Maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique à Paris, professeur associé à l'Université de Paris II (Panthéon-Assas) et rédacteur en chef des revues Géo-économie et Maghreb-Machrek

Le problème auquel sont confrontés le Maroc, le Maghreb et, aussi sans doute, l'Union européenne, c'est que cet ensemble régional se retrouve à la périphérie du nouveau centre de gravité du monde. Désormais, il est clair que le centre de la puissance s'est déplacé vers l'Asie et, plus globalement, l'aire pacifique dans laquelle il faut inclure bien sûr les Etats-Unis. Cette problématique, finalement, du déplacement du centre de gravité du monde fait de l'Europe et du Maghreb une espèce de Finistère qui, si les choses ne sont pas réellement prises à bras le corps, pourraient poser un véritable problème, tant en termes politique qu'économique.

En effet, le véritable risque c'est la marginalisation de l'Union européenne et du Maghreb, qui sortiraient progressivement de l'échange à la fois en termes commerciaux et économiques, sans doute beaucoup plus lentement, mais également politiques dans la mesure où l'Union européenne, ne s'étant pas structurée politiquement et, n'ayant pas résolu le problème de ses frontières, ne serait plus que l'espace économique fragmenté dont le Maghreb ne serait qu'une des périphéries problématiques.

Le deuxième risque est la marginalisation technique. Il est clair que là aussi le phénomène d'attraction de la technologie tire vers l'Asie et vers les Etats Unis. Il y a un enjeu majeur tant magrébin qu'euro-péen à reconstruire les véritables capacités techniques de demain, et sans doute faut-il penser à le faire ensemble.

Troisièmement, c'est la marginalisation politique et culturelle au sens du développement des extrémismes, faute d'avoir, comme cela a été rappelé à plusieurs reprises, réussi finalement à structurer l'espace politique post-Union soviétique, post-guerre froide. On voit très bien que l'espace européen est en grande difficulté dans la structuration même de sa capacité d'action politique; et que ceci évidemment se répercute sur sa capacité à élaborer une stratégie périphérique cohérente. Quant aux extrémismes, on a vu qu'ils provenaient de ces phénomènes à la fois identitaires, mais aussi d'angoisses existentielles fortes, face à un espace mondialisé sans contrôle qu'il s'agit de prendre à bras le corps.

La périphérisation du Maghreb face à l'espace euro-méditerranéen est un autre risque qu'il faut prendre en compte. La cause principale de ce phénomène tient à l'échec politique du partenariat euro-méditerranéen, en tous cas, dans sa forme actuelle. Il est clair que les difficultés politiques inhérentes au partenariat euro-méditerranéen, telles qu'elles se sont manifestées depuis dix ans, ont empêché la mise en place de véritables outils de construction d'une périphérie cohérente que n'aura pas rendue plus claire la nouvelle politique de voisinage de l'Union. Et partant de là, s'il n'y a pas de structuration significative de l'espace euro-méditerranéen par l'Union, il y a un risque de marginalisation de l'espace maghrébin au sein même de cette Union, qui se traduit

maintenant, d'ailleurs, à partir de deux éléments qui apparaissent de plus en plus forts pris globalement dans une certaine partie des opinions publiques, mais aussi vraisemblablement de certains Etats (je citerai plutôt des Etats du nord de l'UE) qui voient le Maghreb comme un problème et la Méditerranée comme une clôture. Et de cette perception-là peuvent résulter de véritables difficultés dans la gestion de l'espace périphérique du sud de l'Union européenne.

La question de la charnière concerne au premier chef le Maghreb, dans la mesure où il est au cœur de l'espace euro-africain, et cet espace euro-africain est tout à fait central dans la reconstruction de l'articulation de l'Union européenne, prise au sens le plus large, avec le reste du monde. Ceci nous amène à considérer quatre éléments fondamentaux.

Le premier est la construction de l'espace intégré Union européenne-Maghreb.

Il est clair que l'horizon maghrébin n'est pas celui des Etats-Unis, même si, bien entendu, tous les échanges apparaissent utiles et même indispensables; il n'est pas réellement celui de la mondialisation parce que cette mondialisation-là périphérise également le Maghreb dans ses échanges économiques.

Le deuxième élément est la question migratoire.

Le véritable problème est que les espaces sahariens ne deviennent pas le sas des migrations africaines vers l'Europe. Un sas qui ne serait finalement qu'une espèce de gigantesque parking. La problématique posée par la question migratoire fait que désormais la frontière de l'Union européenne s'est déplacée sur le tropique du Cancer et qu'il s'agit désormais de prendre cette logique géostratégique en compte pour l'intégrer dans une dimension européenne élargie à la problématique maghrébine.

Le troisième élément est l'espace stratégique, celui de la sécurité.

Nous voyons très bien que nous sommes confrontés au même problème, celui du terrorisme et de l'extrémisme radical tel qu'il frappe indistinctement d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée. Nous avons hélas tragiquement célébré les attentats de Madrid du 12 mars 2004. Depuis cette période, des incidents tragiques ont également lieu, ici même au Maghreb. La question du crime organisé est un élément important. Le crime organisé est perçu comme un élément intrinsèque à la mondialisation; comme cela vient d'être rappelé, la question de la gestion des mafias internationales est un élément central qu'il faut traiter également conjointement. Enfin, évidemment, il faut faire émerger un espace maghrébin cohérent à travers la relance d'une institution plus forte en matière politique à partir sans doute des travaux du développement et de renouvellement de l'union du Maghreb arabe.

Le quatrième élément est l'espace technologique.

On voit très bien que le Maghreb est en train d'être délaissé par les délocalisations européennes au profit de délocalisations asiatiques. Il doit être réinséré, là aussi, dans un espace cohérent, stratégique, pensé comme un pont à la fois vers l'Afrique, mais aussi, dans une dimension atlantique pour que ce Finistère cesse de l'être.

Donc si l'on veut exister dans le nouvel espace géostratégique mondialisé, il est clair qu'il faut revenir vers une construction politico-économique forte, euro-maghrébine. Quelle sera la forme de cette reconstruction? Peut-être la relance du partenariat euro-méditerranéen. C'est possible, mais je ne m'y arrête pas. Il a été évoqué également la formule du 5+5, qui a montré l'utilité fondamentale de communication et a montré la valeur et la validité fondamentale de coopération modeste mais fortement articulée avec la recherche d'objectifs extrêmement simples du point de vue des résultats. Enfin éventuellement, réfléchir à d'autres formes d'une coopération qui dépassent les anciennes formes désormais considérées comme caduques.

Ainsi, si l'on veut essayer d'avancer il faut s'acheminer vers la construction d'un bloc euro-maghrébin, parce que non seulement les défis sont les mêmes de part et d'autre de la Méditerranée, mais l'effondrement d'une des deux parties entraînera corrélativement l'effondrement ou, en tout cas, l'affaiblissement structurel de l'autre. Et s'il faut exister face à l'Asie, qui est désormais le centre de gravité géostratégique mondial, il s'agit de s'attaquer à ce véritable chantier politique et économique qu'est le co-développement.

DEUXIÈME TABLE RONDE

Les dimensions africaine et transatlantique du Maroc dans son environnement maghrébin

Le Maghreb constitue une zone de transit naturel pour le Sahel et une zone-tampon entre l'Europe et l'Afrique dont le rôle ira en grandissant. Le développement démographique des Etats méridionaux riverains du Sahel, conjugué à l'épuisement de leurs ressources naturelles (désertification), a créé une zone de précarité extrême. La faiblesse des moyens publics à même de répondre aux besoins les plus primaires des populations concernées et l'incapacité des Etats à assumer pleinement leurs responsabilités en matière de sécurité globale sont en train de créer une zone de non-droit propice à toute forme de criminalité, de trafic, etc. Dans un contexte prospectif, tout ensemble problématique renferme des opportunités, et c'est ainsi que l'Afrique peut jouer un rôle important pour l'avenir du Maghreb, tout comme l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale, avec lesquelles les relations sont encore réduites mais aussi pleines de potentialités.

La table ronde ouvre le débat sur les intérêts en cause, en Afrique et en Amérique, pour une stratégie mondiale du Maroc, spécialement dans le contexte maghrébin.

Tensions géopolitiques en « Euro-Méditerranée » et perspectives africaine et transatlantique

Reinaldo FIGUEREDO

Ancien Ministre des Affaires étrangères, Venezuela

Nous partons d'une prévision, généralement acceptée, que la demande énergétique mondiale pourrait doubler voire tripler d'ici l'an 2050. On nous demande de concevoir ensemble un modèle de développement énergétique « sobre », « équilibré », « efficace » afin que les responsables de la croissance de l'économie mondiale ne nous entraînent pas vers une destruction des biens publics communs. Quels sont ces biens publics et quel est leur sort compte tenu des contraintes naturelles, de leur localisation géographique et des options prioritaires pour leur usage ? Voilà autant de sujets de réflexion dont les réponses ne sont pas toujours faciles à donner.

Si nous parlons de « biens publics » et de leur rôle dans un développement humain durable (mais aussi dans les différentes priorités recherchées au niveau de la globalisation économique telle que nous la connaissons de nos jours), nous devons certes nous attaquer au problème des incertitudes concernant par exemple les moyens qui devront être mis en œuvre pour réussir à diviser par quatre les émissions de CO₂ et concernant les effets sur les organisations sociales et les comportements individuels. Nous devons également innover en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme. Nous devons même à ce stade peut-être redéfinir les composantes de la croissance en intégrant, pour ce qui est des biens publics, les externalités, tout aussi bien positives que négatives. Cela dit, n'est-il pas important aussi d'entrevoir des potentiels sur le plan économique, géostratégique et sécuritaire ?

Ces questions constituent une préoccupation de l'exercice de prospective, comme celui que nous essayons de réaliser autour de la prospective « Maroc 2030 » dans ses dimensions maghrébine, africaine et transatlantique. Il nous faut mettre en relief les critères des uns et des autres. Pourquoi ? Parce que c'est autour de certains de ces éléments qu'une convergence pourrait être réalisée afin d'être en mesure de poursuivre un véritable développement humain durable en complémentarité avec notre insertion dans l'économie mondiale.

Parce qu'il faudra bien se poser des questions sur la simplicité de certains indicateurs sur lesquels nous fondons nos objectifs de « bien-être sociaux et individuels ». Le PIB, par exemple, tellement mis en avant par les responsables institutionnels au niveau national ou international, est-il de nos jours un indicateur fiable pour évaluer le progrès économique et social ? Nous ne sommes pas, ici, pour ce genre de discussion, mais il faut quand même que nous soyons conscients de ce débat.

Il est certain que le Maroc et le Maghreb auront besoin de développer leurs infrastructures et affiner leur approches sectorielles. Cela a été souligné à plusieurs reprises dans les travaux de « Maroc 2030 ».

Existe-t-il un « antagonisme » entre « compétitivité » et « efficacité sociale » ? Comment pouvons-nous, par le biais d'un co-développement et d'une complémentarité régionale comme celle qui nous occupe dans cette rencontre, assurer en priorité un développement humain durable sur une « cohésion sociétale » propre à chacun des espaces de géographie humaine concernée ?

Le pari économique vertueux posé par Sir Nicholas Stern est-il réalisable au niveau de l'Europe, est-il un modèle à suivre par les autres partenaires d'une mondialisation concernée par un environnement qui se détériore de par sa dérive climatique ? Dans quelle mesure le fait d'opter pour un modèle occidental basé sur une soi-disant « énergie abondante et pas chère » qui nous a entraînés vers cette impasse où nous nous trouvons aujourd'hui, aura comme répercussion dans les choix judicieux que nous devons prendre ensemble, afin d'éviter des scénarios catastrophiques ?

Voilà tous les thèmes que je vous invite à prendre en considération.

Le nouveau paradigme du développement économique

Enrique IGLESIAS

Secrétaire Général de l'Organisation Ibéro-américaine, Espagne

Vu la qualité et la pertinence des précédentes interventions, et pour ne pas faire des répétitions inutiles, je vais center ma contribution sur quelques réflexions sur l'Amérique latine. Cette région, qui a été un grand laboratoire d'expériences économiques, politiques et sociales, est une région qui a valorisé, depuis toujours d'une manière si forte, la coopération régionale que n'importe quelle autre région du monde.

En effet, la région a eu pendant 60 ans, depuis la Seconde Guerre mondiale, toutes sortes d'expériences politiques (autoritarisme, dictature, démocratie, populisme, etc.). Il y a eu des expériences économiques qui ont évolué de l'économie du marché à l'économie planifiée. Sur le plan social, l'Amérique latine a essayé d'être une société rurale pour devenir une grande société urbaine, presque 75% de la population est déjà dans les villes. La population d'Amérique latine est actuellement de 550 millions d'habitants dont 200 millions de classe moyenne, cela donne une autre dimension à nos problèmes.

Après toutes les expériences, on peut tirer une conclusion centrale: le développement était beaucoup plus compliqué qu'on en pensait dans les années 50. Il s'agit sûrement d'un grand effort technique, mais c'est surtout un grand effort politique à la base de tous les Etats dirigés vers le développement. La question politique sera l'élément clé. Dans ce domaine on a vécu deux grandes expériences économiques. D'un côté, l'expérience hétérodoxe qui consiste à mettre l'Etat au centre des grandes décisions, de l'autre côté, l'expérience orthodoxe qui met le marché au centre des décisions.

La première expérience hétérodoxe a eu lieu pendant les années 50 avec la commission économique pour l'Amérique latine qui a imaginé l'Etat omniprésent, centralisateur et point d'appui de toutes les formes de développement (Etat producteur, Etat régulateur, grande méfiance du marché, la recherche de moteurs de la croissance, incorporation de la technologie, etc.).

Je crois que ce modèle a engendré des progrès sociaux dans les années 60. C'est une décennie très intéressante qu'a connue cette région. On a eu une croissance très acceptable et une amélioration des conditions sociales. Mais dans les années 70, on a eu une crise de ce modèle. D'abord, on a connu pour la première fois un premier choc de la globalisation moderne, c'est le prix du pétrole (1973-1975). Mais en plus de cela, il y a eu une chute du modèle à cause de trop de tolérance. Une tolérance vers l'instabilité à cause du déficit fiscal et d'une gestion inefficace de la monnaie. Il y a eu une tolérance vis-à-vis de l'inefficacité économique, surtout que l'économie était renfermée ce qui a rendu la région non compétitive dans l'économie mondiale (l'Amérique latine représentait 10% du commerce mondial, actuellement, elle en représente environ 3%). Aussi la tolérance envers l'inégalité a eu comme conséquence une augmentation de la pauvreté et une aggravation de la mauvaise utilisation des revenus.

Dans cette expérience, la coopération régionale a joué un rôle important. Les acteurs de la région ont commencé à chercher dans les années 50 un moyen pour travailler ensemble. C'est curieux, déjà en 1952, il y avait lieu de constater une forte intégration régionale en Amérique centrale, bien avant l'expérience européenne. On peut dire que dans la recherche du paradigme, c'est par la méthode hétérodoxe qu'on a eu la vision de la nécessité de valoriser la coopération régionale.

Dans les années 80, c'était la grande crise de la dette et de la destruction de plusieurs institutions. De très fortes crises qui ont touché presque tous les pays. On assiste alors, dans les années 90, à la rentrée de l'orthodoxie ; on a fait appel au modèle néolibéral, au modèle de Washington, etc. Il s'agit d'une réaction pendulaire. On est passé d'un côté de l'Etat à un côté du marché. L'Etat devrait être minimaliste et pas présent dans l'économie. On a joué sur trois piliers :

- le retour à la stabilité, surtout en matière d'élimination du déficit fiscal et de l'indépendance de la banque centrale ;
- la réduction du rôle de l'Etat, il y a eu la privatisation, la régularisation, la décentralisation et surtout l'ouverture de l'économie ;
- l'adoption des systèmes d'intégration qui font partie intégrante des modèles néolibéraux.

Qu'est-il arrivé ? On a gagné la stabilité, on a ouvert les marchés, on a commencé à exporter beaucoup plus. Cependant, il y a eu des problèmes qui nous ont posé des contraintes importantes. D'abord une faible croissance économique et puis une grande vulnérabilité vis-à-vis des grandes crises financières qui nous sont venues de l'extérieur, telles la crise asiatique, la crise russe et aussi notre propre crise. Nous étions donc touchés par la contagion, phénomène qui a joué un rôle important dans notre développement. Mais surtout une grande vulnérabilité sociale. Les modèles adoptés n'avaient pas la capacité, sauf pour quelques exceptions, pour réduire la pauvreté, pour réduire la mauvaise distribution des revenus, et surtout pour éliminer les exclusions qui persistent encore dans nos sociétés et qui concernent notamment certaines communautés comme les Indiens et la communauté noire.

Ainsi, tout ça nous a amené aux grandes réflexions et questionnements. Où sommes nous ? Quel est le grand modèle sur lequel on peut baser nos développements économiques et sociaux ? Quelles sont les grandes leçons qu'on peut tirer de toutes ces expériences ? Etc. J'ai fait le choix de six réflexions que je considère comme des éléments intéressants qui ressortent de ces grandes expériences.

- **Avoir un grand respect pour les équilibres macro-économiques est fondamental**, quelles que soient les stratégies économiques et sociales adoptées. La macro-économie n'est une idée ni de droite, ni de gauche, c'est de bon sens qu'il s'agit.
- **La croissance dépend, à long terme, de l'accroissement des investissements qui dépendent de l'aptitude du pays à augmenter sa capacité d'épargne**. C'est le modèle asiatique. On peut utiliser l'endettement extérieur, on peut utiliser les investissements étrangers, mais au fond et à long terme, il n'y a que le développement basé sur la capacité d'épargne de chaque pays. On ne peut pas vivre endetté toute la vie, il faut un effort fondamental pour augmenter la capacité de l'économie à partir des potentialités internes du pays.
- **L'efficacité économique**. Il n'y a aucun pays qui peut vraiment se développer sans augmenter la compétitivité et la diversification productive. On a essayé une économie de matière première, on a tenté l'industrialisation, maintenant on essaie l'économie des services et l'économie de la connaissance. Nous avons été bénis par la Providence en matières premières, nous passons maintenant une période excellente de dépendance économique, grâce notamment aux prix de

matières premières. Mais nous reconnaissons qu'on ne peut pas soutenir un développement à long terme intégral seulement à partir de matières premières ou à partir des prix de matières premières. Il nous faut une vision élargie intégrale du développement qui comprend surtout la connaissance et c'est pour cela qu'on essaie d'entrer dans l'économie de la connaissance qui est un point central pour diversifier notre production.

- **L'efficacité sociale.** Je crois que le social doit être au centre de toutes les réflexions et politiques économiques et aussi des politiques sociales spécifiques. Je crois qu'il nous faut une macroéconomie avec sensibilité sociale. Il nous faut aussi une politique adressée surtout à jouer sur les bases de notre formation sociale, dont l'éducation joue un rôle central. Je crois que à partir des expériences que nous avons eu, on n'a pas découvert une chose nouvelle mais c'est la réalité, c'est l'éducation qui est au centre même de notre capacité de transformation économique et sociale. Nous avons ici avec nous dans ce forum un prophète de ces problèmes, le Sénateur Buarque du Brésil, qui a joué un rôle véritablement leader dans ce domaine. Je pense que le social doit être le centre pour toute action de lutte contre la pauvreté. On a eu de bonnes expériences en matière de pauvreté, si on avait décidé d'affecter 1 % ou 2 % du produit national pour lutter contre la pauvreté, on aurait réussi mais ce n'est pas suffisant ; je crois que maintenant la grande lutte c'est comment modifier la distribution des revenus, et ça est basé surtout sur l'éducation.

- **L'efficacité des institutions ou le rôle de l'Etat.** Je crois qu'à partir des expériences de tous ces modèles, il nous faut admettre le rôle-clé de l'Etat. Je crois qu'il nous faut un marché qui fonctionne bien, mais il nous faut aussi un Etat fort qui puisse vraiment faire des politiques publiques.

- **L'ouverture de l'économie et la coopération régionale.** Je crois que nous avons eu un moment où il y a eu une réflexion très importante dans ce domaine. Cette région, qui a commencé il y a 50 ans à chercher les moyens de la coopération régionale, se trouve maintenant à une étape très intéressante. Nous estimons tous qu'on peut avoir un grand marché mondial réglé par le commerce mondial. Mais il nous faut aussi essayer de trouver des moyens pour approfondir notre capacité de coopération régionale dans toutes les directions, dans la direction claire des mécanismes traditionnels d'intégration, à l'euro péenne par exemple, mais aussi d'autres moyens de coopération : en matière énergétique, d'infrastructures, de politiques et de facilitation du commerce. C'est ainsi qu'il faut appuyer l'insertion dans le monde à partir d'un approfondissement de l'intégration régionale.

En guise de conclusion, je dois dire qu'il faut une approche politique, car la politique importe beaucoup. Je crois qu'au fond, les grands développements sont basés surtout sur une vision politique intégrale et moderne. Je constate parfois qu'en Amérique latine on discute tellement les problèmes du passé qu'on devienne contemporain du passé. Je crois surtout qu'il faut regarder vers le futur avec des éléments de grande discussion qui se jouent dans ce monde et dans lesquels nous devons jouer un rôle actif.

Alliance stratégique entre le Maghreb et l'Amérique latine

Martha Lucia RAMIREZ

Sénatrice, Présidente de la Commission de la Défense, Colombie

La globalisation est inséparable du processus de régionalisation. Ils sont tous les deux liés à une démarche d'approfondissement des relations bilatérales.

Le Maghreb regorge d'atouts culturels et économiques, mais il connaît des tensions internes très grandes, comme c'est le cas des pays de l'Amérique latine, qui présentent des similitudes mais souffrent, eux aussi, de tensions importantes qui entravent la réalisation d'un processus d'intégration tel qu'il existe en Europe.

L'Amérique latine est marquée par un processus schizophrénique caractérisé par des relations multilatérales, tout en essayant d'approfondir l'intégration régionale. Mais la stratégie de chaque pays est concentrée beaucoup plus sur des relations de type bilatéral.

Pour ce qui est des relations Maghreb-Amérique latine, on constate que durant ces dernières années, il y eut une certaine ignorance mutuelle. Cependant, les deux régions ont en commun des caractéristiques qui militent pour un partenariat approfondi dans la quête du bien-être de leurs populations et pour faire face aux problèmes communs tels que l'analphabétisme, la faiblesse des infrastructures, l'insuffisance de l'investissement dans la recherche, la marginalisation des femmes, etc. De plus et contrairement à l'Europe, les deux régions sont caractérisées par une population jeune, mais frappée par le chômage.

D'autres caractéristiques unissent les deux régions :

- la production et l'exportation de matières premières ;
- la nécessité de s'orienter vers des stratégies de production de biens et services à haute valeur ajoutée ;
- la réalisation ces dernières années d'un taux de croissance à un niveau acceptable mais sans l'accompagnement d'une distribution équitable des revenus.

Dans un autre registre, le volet sécuritaire est très important. Depuis quelques années, les deux régions sont victimes d'actes terroristes et criminels. C'est là un autre créneau qui nécessite, pour réduire ces fléaux, une coopération et une responsabilité prononcées.

Pour toutes ces raisons, la coopération entre le Maghreb et l'Amérique latine doit se faire dans le sens de la maximisation des avantages et la réduction des déficits. Une telle coopération est nécessaire pour améliorer la compétitivité, renforcer la complémentarité et ainsi jouir d'une présence plus influente sur la scène internationale.

Mercosur, Maghreb : une association possible

Heraclito FORTES

Sénateur, Président de la Commission des Affaires étrangères, Brésil

Je centrerai mon intervention sur quelques idées relatives au projet d'intégration du Mercosur et aux possibilités qui peuvent surgir d'un partenariat avec la région du Maghreb, et tout particulièrement avec le Maroc.

L'engagement des partenaires du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay et, plus récemment, Venezuela) dans le processus d'intégration régionale a assuré un niveau de prospérité et de croissance pour nos pays, dont la dynamique surpasse de nos jours la sphère strictement économique.

L'une des grandes vertus du Mercosur, c'est d'avoir réussi à ce que le processus de négociation ait été accompli sur des bases réalistes, raisonnables et flexibles. Le grand mérite du Mercosur a été de maintenir le processus d'intégration, tout en adoptant, avec flexibilité, les instruments aux réalités de ses membres. Le résultat, c'est le Mercosur possible, avec les caractéristiques et capacités des structures économiques et les politiques de chacun des associés.

Nous connaissons les difficultés du Maghreb pour promouvoir son processus d'intégration, mais nous reconnaissons aussi que des avancées importantes ont été réalisées dans le cadre de la société civile et du secteur privé. Le rôle de ces acteurs et leur engagement avec le processus en cours, est d'une importance fondamentale pour atteindre une complète convergence d'intérêts. Sur ce sujet, j'ai pris connaissance de la récente création de l'Union maghrébine des entrepreneurs et de la Banque maghrébine de l'investissement et du commerce extérieur qui, certainement, contribueront de façon décisive au rapprochement des économies de la région.

Lorsque je pense aux relations entre le Brésil et le Maroc en perspective, envisageant l'année 2030, je vois plus loin que l'intégration de deux pays, je vois l'intégration de deux régions. Je suis capable d'imaginer le Mercosur et le Maghreb intégrés par des accords de commerce et de coopération.

Il existe aujourd'hui un accord-cadre entre le Mercosur et le Maroc sur lequel nous devons travailler dans l'objectif d'accélérer les échanges commerciaux et de pouvoir offrir des bénéfices effectifs aux industries de nos pays. Il s'agit du premier pas dans un projet qui comprend la volonté politique et l'esprit entrepreneur de nos hommes d'affaires, toujours à la recherche de nouveaux marchés et de partenariats profitables.

Le Maroc occupe un espace géostratégique privilégié dans le monde. La proximité avec l'Europe et l'accès préférentiel aux marchés des pays développés, donnent au Royaume un avantage comparatif croissant dans un monde de plus en plus compétitif. Le Brésil est au courant de ces avantages. Il nous reste toutefois à sensibiliser nos secteurs privés pour cette réalité dans le but de donner la substance et la soutenabilité nécessaire aux relations entre nos pays.

Nous devons aussi travailler pour l'intégration dans le secteur des transports. La proximité entre nos peuples, qui est forte dans les domaines culturel et sportif, doit être stimulée par un réseau de transports, aériens et maritimes, efficace et direct. Dans ce sens, j'ai pris note des négociations en cours pour créer une liaison aérienne entre le Brésil et le Maroc. L'ouverture du nouveau port de Tanger-Med permettra aux opérateurs de transport maritime d'établir une ligne marchande directe entre le Maghreb et l'Amérique du Sud. Nos frères portugais, présents ici aujourd'hui, savent bien que l'océan Atlantique est un pont permanent qui nous unit plutôt qu'un obstacle qui nous sépare.

Il existe donc des chemins à parcourir et à exploiter et une convergence d'intérêts qui nous approche. Nous avons devant nous, à l'horizon 2030, plusieurs étapes à franchir avant de concrétiser ce scénario d'intégration qu'on imagine aujourd'hui. Il faudra un effort conjoint des gouvernements et de la société civile pour assurer la réalisation de ce projet. La variable de rapprochement atlantique doit absolument être présente dans cet univers, en tant que donnée dynamique pour les relations Sud-Sud que nous avons l'intention d'établir.

L'aspect culturel des dimensions africaine et transatlantique du Maroc

Mohamed LARBI MESSARI

Ancien Ministre, ancien Ambassadeur, Maroc

Cuando nos reunimos en Tanger, para discutir sobre la cooperacion entre las agencias de noticias de los paises de America Latina y las del mundo arabe, todos los interesados acordaron que por la situacion geografica, y por razones culturales, la agencia marroqui la MAP era la mas indicada para garantizar la ligacion entre las dos partes, asumiendo la transmision de un boletin diario en direccion al mundo arabe y otro dirigido al subcontinente americano, el primero en lengua arabe y el segundo en espanol, todo elaborado por la agencia marroqui. Esta ultima era la unica entre las agencias de noticias arabes que tenia un servicio en espanol.

Hay que recordar que tanto la agencia como la radio y la TV prestan sus servicios a los casi cuatro millones de marroquies hispanoparlantes.

De otro lado en Marruecos hay seis departamentos de espanol en seis universidades marroquies, las de Rabat, Fez, Tetuan, Oujda, Casablanca y Agadir.

En este ano, los alumnos de secundario que aprenden la lengua espanola en el sistema de ensenanza publica marroqui, alcanzan el numero de 48 083, que pertenecen a 232 escuelas de secundaria. Esta previsto que el espanol comience a ser ensenado desde el tercer ano del primario.

Estos jovenes que han optado por el aprendizaje del espanol, por su propia iniciativa, provienen de diversas areas de la geografia nacional. No solo pertenecen a la antigua zona dominada por Espana. La mayor aglomeracion de este estudiantado reside precisamente en Casablanca, donde 8 199 alumnas y alumnos han escogido, a partir de la segunda fase del secundario, aprender el espanol.

En la universidad el numero de estudiantes es de 3 230. Marruecos con sus propios medios garantiza los manuales, y la capacitacion de los profesores, cuyo numero en este curso es de 597 en el secundario y 65 en la ensenanza superior.

El pais emprende este esfuerzo consciente, como viene aclarado en una nota explicativa dirigida a los alumnos y familias, que el valor del espanol consiste en el hecho de prepararse para el dialogo con nuestro vecino del Norte, y tambien con todo un continente.

En los ultimos anos se ha anadido el portugues como materia complementaria en algunos departamentos del espanol, experiencia que ha interesado enormemente a los estudiantes universitarios.

Mas aun, este ano vera la luz el Instituto de Estudios Hispano lusofonos. En el decreto fundador de dicha institucion se estipula en el articulo VI que " El Instituto tiene como vocacion el estudio y la investigacion de diferentes aspectos de la civilizacion y la cultura de Espana, de Portugal y los paises de America Latina. El interes sera centrado sobre la revalorizacion del patrimonio historico y cultural comun en Marruecos y el mundo hispano lusofono, asi como

sobre los campos prioritarios, de interes comun con relacion con el presente y el futuro ” (decreto publicado en el BO n° 5222 del 17 de junio de 2004). Los responsables, bajo direccion de la distinguida hispanista Oumama Aouad, tienen en vista abarcar el mundo lusofono en Africa.

Por lo tanto era natural que en el parrafo 3.4 de la declaracion de la Cumbre de Brasilia, de 10/11 de Mayo de 2005, se aprobara la idea de crear en Marruecos un instituto de investigacion sobre America del sur.

Debo mencionar que, desde hace un ano, se esta preparando entre Marruecos y Espana una universidad hispano marroqui en Tetuan. Este sera otro instrumento que refuerza la vocacion de Marruecos como socio y interlocutor del mundo hispanico.

La historia demuestra que esto no es una novedad. Ya desde la segunda mitad del siglo XIX Marruecos fue el unico pais en Africa y el Mundo Arabe en mantener relaciones diplomaticas desde la segunda parte del siglo XIX, en especial con Brasil y los Estados Unidos de America.

Esto nos lleva a hacer alusion a la activa comunidad de descendientes de marroquies instalados en varios paises de America Latina, especialmente en Brasil, Venezuela, Argentina, Peru, y en toda America Central.

Es en Brasil que esta comunidad contruyo la mas antigua sinagoga en America del sur. Practicamente donde se pronuncia la palabra sefardi es sinonimo de descendientes de marroquies. El museo sefardi de Caracas contiene vestigios de una larga presencia de tetuanies y tangerinos.

Dicha comunidad tiene igual apego a su pais de origen y el que les recibio, y se identifica con el legado hispanol y luso con carino y orgullo.

Esta comunidad es digna de representar un eslabon humano entre las dos orillas del Atlantico.

Por lo tanto, Marruecos esta habilitado a ejercer de eslabon entre los grupos arabes y africanos de una parte y los latinos de la otra.

TROISIÈME TABLE RONDE

Le Maghreb, réalité en devenir : opportunités et défis

Le projet maghrébin est largement en panne et reste, pour l'instant, une construction plutôt virtuelle, alors que, paradoxalement, nous sommes à un moment de l'histoire où l'insertion positive dans la globalisation conduit à un renforcement des unions régionales.

Tout semble indiquer que la société globale maghrébine manque aujourd'hui de projet mobilisateur, à la différence d'autres régions du monde qui ont pu, par l'union de leurs composantes, peser sur la scène internationale.

Le « non-Maghreb » est en contradiction avec l'espérance d'une jeunesse en quête d'un dessein qui lui en donne le goût.

Le contexte géopolitique actuel et ses réponses géostratégiques représentent aujourd'hui plutôt qu'une « rupture » un repositionnement des causes fondamentales qui émanaient des tensions propres à la Guerre froide. Aujourd'hui, le substrat n'est plus le même. Cependant, nous observons une période d'accélération du repositionnement de jeux d'acteurs et d'explosion des cadres espace-temps dans lesquels nous vivons.

Le Maroc, engagé dans une œuvre de rénovation de ses structures sociales, économiques et politiques, ne peut donc pas rester indifférent à la nécessité de se consacrer, avec ses partenaires, à la revitalisation du projet d'édification du Maghreb. Les priorités de l'intégration se situent dans le contexte géostratégique, autant au niveau économique, social et environnemental, qu'au niveau de l'impératif sécuritaire.

Le Maghreb, partenaire incontournable de l'Union européenne face aux défis mondiaux

Jacques LANXADE

Amiral, Président de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, France

Pour répondre à la demande d'être bref du président de cette table ronde, je synthétiserai ma contribution en insistant sur trois points.

Comment se présente aujourd'hui le travail de prospective pour le Maghreb et pour l'Europe ?

L'horizon 2030, c'est à la fois loin et proche. Le monde évolue très rapidement, il est complexe et particulièrement imprévisible. C'est donc le rôle de la prospective que d'essayer d'y voir clair. Il y a de nombreuses crises très graves, en particulier la première d'entre elles, la crise du Proche et du Moyen-Orient. Mais en même temps, il y a un paradoxe : l'économie mondiale, en général, se porte bien, avec cependant de très grandes inégalités.

De grandes questions sont aujourd'hui sans réponse. La première est : que va-t-il se passer au Moyen-Orient dans les mois et les années à venir ? On ne peut exclure aujourd'hui une action de force engagée par nos amis américains contre l'Iran. Quelle en sera la conséquence ? Un grand bouleversement, sans nul doute.

La deuxième question est : quelle va être la politique américaine dans les années à venir ? Nous avons aujourd'hui une Administration dont on connaît bien les orientations et les actions ; elle est encore là pour un peu plus de 18 mois. Mais après, que se passera-t-il ? Où les Américains se situeront-ils, entre l'unilatéralisme et le multilatéralisme ? C'est une question fondamentale à laquelle nous n'avons pas réellement de réponse. Il en est de même pour l'Union européenne, car elle-même est aujourd'hui en panne. Et pendant ce temps, l'Asie monte, et le centre de gravité géostratégique du monde est en train de glisser vers le Pacifique. Il s'est peut-être arrêté, pour un temps, au-dessus du Moyen-Orient, mais il est en route vers le Pacifique.

D'un autre côté, il y a le réchauffement climatique, dont nous ignorons les conséquences en termes de développement, voire en termes de géopolitique.

Les grands défis mondiaux communs au Maghreb et à l'Union européenne

- Le premier de ces défis est ce que j'appelle « **les fractures de développement** ». Il y en a partout dans le monde ; elles sont les conséquences des conditions dans lesquelles s'est faite la mondialisation. Dans notre zone euro-méditerranéenne, il y en a deux :
 - Une fracture entre la rive Nord et la rive Sud de la Méditerranée : le rapport des niveaux de vie indique l'existence d'une population vieillissante, d'un côté, et, de l'autre, une population très jeune et encore en croissance. C'est une première fracture dont on connaît les conséquences en termes de tensions et de pressions migratoires, voire de développement du terrorisme.

– L'autre fracture se situe entre le Maghreb et le Sahel, et l'Union européenne et le Maghreb ont intérêt à faire face à cette fracture.

- Le deuxième défi, largement évoqué dans ce forum, est celui de l'**accès à l'énergie**. En Europe, on est en train de construire une politique de l'énergie. D'abord du côté du gaz et du pétrole pour sécuriser les approvisionnements et obtenir, non pas une indépendance impossible, mais une certaine sécurité grâce à la diversification de nos ressources, parmi lesquelles il y a bien sûr les ressources du Maghreb. Il y a aussi les ressources qui peuvent transiter par le Maghreb, celles qui viennent du golfe de Guinée. Il y a aussi l'énergie nucléaire qui intéresse évidemment l'Europe mais également certains pays du Maghreb. C'est une question que nous devons examiner, d'autant plus qu'elle pose le défi de la prolifération.

- Le troisième défi est ce que j'appellerai **la gestion de l'expansion chinoise**, et là je distingue bien la Chine de l'Inde, qui ne procède pas exactement de la même façon. En Chine, on voit ce qui se passe dans trois domaines : économique, géopolitique, avec tout ce qui touche à l'énergie et aux matières premières, et stratégique, avec la montée de sa puissance militaire. Le cas de la Chine est très différent de celui de l'URSS pendant la Guerre froide : l'URSS était à l'écart du monde économique occidental, alors qu'aujourd'hui, la Chine s'intègre presque complètement dans le monde économique mondial dans le cadre de la globalisation. De ce fait, on ne peut pas traiter la Chine de la même façon, on ne peut pas refaire la Guerre froide, même si la tentation existe.

- Le quatrième défi est celui posé par **les extrémistes religieux**.

Comment pourrait-on renforcer la coopération et le partenariat entre les deux rives de la Méditerranée ?

Pour prendre en compte ces défis communs au Maghreb et à l'Europe, l'Europe ne peut pas avoir une stratégie de citadelle assiégée, mais une stratégie d'ouverture ; ses ailes sont faites pour être utilisées, et elle doit donc avoir une stratégie proactive. Elle ne peut pas non plus se reposer sur un partenariat principal et quasi unique, comme le voudraient certains en Europe, celui de partenariat avec les Etats-Unis. Nous avons besoin également d'un partenariat avec la Russie, et nous avons besoin, enfin, d'un partenariat avec la rive Sud de la Méditerranée, tout aussi fondamental.

Le problème, c'est que nous avons érigé ce partenariat en 1995, et c'est un demi-échec – certains diront moins, d'autres plus. Nous voyons bien aujourd'hui qu'il faut le refonder, mais les conditions sont difficiles à réunir, ne serait-ce qu'à cause de la situation politique de l'Europe, d'une part, et du fait de la crise au Proche et au Moyen-Orient, d'autre part.

Je pense qu'un des axes qui pourrait être recherché pour refonder ce partenariat, c'est la dimension régionale. C'est-à-dire qu'il faudrait adopter une approche dérivée du 5+5, qui serait institutionnalisée et replacée dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen. Et ceci évidemment à deux conditions : la première, que l'Europe reprenne sa marche en avant, la seconde, que l'UMA fasse quelques progrès de manière qu'on puisse imaginer et créer d'autres formes de partenariat autour du (5+5) et dans le cadre d'une coopération renforcée. A partir de là, on pourrait développer quelque chose qui puisse à la fois traiter les problèmes internes à ce sous-espace régional, et examiner d'autres problèmes, comme par exemple ceux de la coopération avec l'Afrique. Au fond, une sorte de communauté de la Méditerranée occidentale. Telle est ma conclusion, et je pense que c'est vers ce genre d'idées qu'il faut aujourd'hui s'orienter.

Menaces sur la sécurité du Nord-ouest africain : un défi pour le Maghreb

Othmane BOUABID

Professeur universitaire, ancien Directeur de cabinet du Ministre de l'Intérieur, Maroc

L'émergence du conflit au Sahara et au Sahel conduit les diverses parties prenantes et les acteurs extérieurs au conflit à un long repositionnement stratégique relatif aux nouvelles données nationales que sont la globalisation et la lutte contre le terrorisme et l'intégrisme islamiste. Aucun pays n'est à l'abri de cette menace, que toutes les analyses indiquent qu'elle sera durable. Depuis les attentats de Madrid et de Londres, les pays européens sont devenus des cibles privilégiées des zones d'opérations. Les pays européens ne sont donc guère épargnés par ces menaces d'immigration illégale, terrorisme et crime organisé. Il en est de même pour les Etats-Unis, terrorisme à partir du sahel, sécurité du transport des hydrocarbures à travers le détroit de Gibraltar et le long de la façade atlantique.

Je vous propose de voir ces différents problèmes à trois niveaux. D'abord la situation au Sahel et ses conséquences, puis les risques que fait peser le terrorisme sur la sécurité collective et, enfin, pour conclure, la contribution du Maroc à la sécurisation de la région.

Le Sahel d'abord, région extrêmement vaste et couvrant plusieurs pays, souffre d'une instabilité politique chronique et de conflits ethniques et tribaux extrêmement profonds. Plusieurs facteurs de risques de déstabilisation coexistent : l'infiltration dans la région de groupes armés algériens, notamment le GSPC, l'émergence d'un mouvement islamiste radical, l'agitation des Touaregs, la situation instable au Tchad et au Niger, la prolifération d'armes de guerre et, enfin, l'activisme de mouvements subversifs, guérillas et rébellions.

Cette région s'est transformée en une grande zone de trafic en tout genre : détournement de l'aide humanitaire, armes, voitures, etc. Cette situation est rendue possible du fait de la perméabilité des frontières et de l'insuffisance des moyens humains, financiers et matériels dont disposent les forces de sécurité et de défense des pays de la région pour rassurer une surveillance efficace de ce vaste territoire. Sous couvert de revendications politiques ou de séparatisme, ces trafics se sont traduits par une criminalité et une insécurité croissantes.

Cette insécurité est de nature à déstabiliser durablement l'ensemble de la région. En effet, depuis septembre 2001, les islamistes radicaux issus d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie trouvent refuge au Sahel. Plusieurs mouvements armés sont présents dans la région située à proximité du Sahara occidental marocain. On y trouve le plus actif, le GSPC algérien, créé en 1998 par des dissidents du GIA et ayant opté pour une expansion régionale grâce à des connections établies en Mauritanie, au Mali, au Tchad et au Niger.

Au Maghreb, le GSPC s'active pour l'instauration d'un groupe fédérateur régional, issu de réseaux terroristes du Maroc, de la Mauritanie, de l'Algérie et de la Tunisie associant parfois, ce qui est récent, des éléments du front Polisario.

Il apparaît désormais que le Sahel constitue un nouveau terrain de prédilection pour Al Qaida, à partir duquel celle-ci pourrait mener des actions contre le Nord de l'Afrique et l'Europe. La récupération de l'ensemble des parties des mouvements armés de la région du Sahel a déjà commencé. Le ralliement officiel, le 11 septembre 2006, du GSPC à Al Qaida en est le point d'orgue. Officiellement, l'objectif du GSPC est de rompre avec les régimes arabes, préparer le jihad qui s'étendra de l'Afrique du Nord au Sahel, organiser des attaques-suicides, organiser la destruction des champs pétroliers.

Concernant la menace terroriste proprement dite, dans sa conception interne, le Maroc a connu deux vagues d'attentat : la première à Marrakech, la seconde à Casablanca. A Marrakech, en août 1994, un attentat a été commis par des terroristes venus de France ; par ces actes, les commanditaires espèrent impliquer le Maroc dans la guerre qui opposait le FIS à l'armée algérienne. A Casablanca le 16 mai 2003, ce sont des terroristes marocains, issus de quartiers populaires de Casablanca, mais la nature est différente. Bien que les auteurs soient Marocains, ils se revendiquent d'un référentiel international qui, à long terme, souhaite instaurer un nouvel ordre international. Cependant, les dernières arrestations opérées au Maroc confirment une montée d'un islamisme radical virulent de l'ensemble du Nord-Ouest africain. Cet islamisme entend soumettre par la force les individus et les sociétés à des rites, à des traditions, à un islamisme qui, parfois, voudrait débarrasser les musulmans de leurs propres gouvernants.

Alors, quelle est la stratégie mise en place par le Maroc pour combattre le terrorisme ? Elle se décline sur plusieurs volets.

- **Les réformes sociales.** En mai 2005, Sa Majesté le Roi a lancé l'Initiative nationale pour le développement humain, qui s'appuie sur la société civile et mobilise des moyens extrêmement importants. Les priorités de cette politique sont l'hygiène, la santé, l'habitat économique et social et le désenclavement des campagnes par la construction de routes, l'électrification, l'adduction d'eau potable, la généralisation de la scolarisation, en particulier en milieu rural et notamment en faveur des filles et, enfin, la lutte contre la précarité au profit des personnes aux besoins spécifiques.

- **La réforme du champ religieux.** Elle s'articule autour de plusieurs axes : une formation plus moderne des imams et prédicateurs, une réorganisation des conseils des oulémas qui supervisent les conseils régionaux et locaux, une participation des mosquées à l'effort d'alphabétisation et, enfin, une reprise en mains des lieux de prière anarchiques.

- **La lutte contre le terrorisme.** Elle s'appuie sur le nouvel arsenal juridique par le vote en 2003 d'une loi contre le terrorisme. Elle s'appuie également sur une coopération internationale très poussée, avec un renforcement de la coopération avec l'Union européenne, la mise en œuvre d'une législation sur la lutte contre le financement du terrorisme et, enfin, la garantie du respect des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme. Brièvement les résultats : plus de 3 000 arrestations au Maroc au cours de ces dernières années et 1 500 procédures judiciaires.

- **Quelle peut être la contribution marocaine à la sécurisation de la région ?** Cette contribution porte sur deux actions majeures :

- garantir un passage sécurisé du détroit de Gibraltar ;
- sécuriser la ligne maritime atlantique.

Concernant le Détroit, les enjeux sont extrêmement importants, et beaucoup de risques le menacent :

- le premier risque, ce sont les pressions migratoires entre l'Afrique et l'Europe, pouvant affecter de nouveau le Détroit ; des études sérieuses font état pour les 50 prochaines années d'une

- pression migratoire de 100 à 150 millions de Sub-Sahariens, qui essaieront de passer en Afrique du Nord et, de là, vers l'Europe ; ce problème concerne toute la communauté internationale ;
- le second risque, ce sont les actes terroristes visant à provoquer des dégâts considérables chez les puissances de la région ;
 - le troisième risque est celui de collisions éventuelles dues à un trafic trop dense ;
 - le dernier est l'émergence à plus long terme de la piraterie maritime, liée à une économie criminelle issue de la contrebande.

Conformément aux différentes conventions internationales, le Maroc et l'Espagne sont chargés d'assurer la surveillance du trafic dans le Déroit.

Actuellement, plus de la moitié du pétrole consommé dans le monde (deux milliards de tonnes) est acheminé par voie maritime. En cas d'approfondissement du canal du Suez, les 250 millions de tonnes acheminées depuis le Moyen-Orient vers les Etats-Unis via le cap de Bonne Espérance pourraient en partie emprunter la Méditerranée et donc le détroit de Gibraltar. Le développement des exportations de l'Algérie et de la Libye constituent également une donnée stratégique. Il convient également de tenir compte des expéditions de gaz et de pétrole d'Asie centrale, qui pourraient emprunter de plus en plus la Mer noire et ainsi passer par le détroit de Gibraltar.

Le Maroc a également la responsabilité politique de sécuriser la ligne maritime atlantique tout au long de ses côtes, de Tanger à la Mauritanie. La dépendance pétrolière des Etats-Unis vis-à-vis de l'Afrique est en augmentation constante. En 2015, 25 % du pétrole consommé aux Etats-Unis sera d'origine africaine, contre 16 % actuellement.

Pour conclure, la situation préoccupante de la région saharienne constitue une menace concrète pour la paix, la sécurité et la stabilité de toute la région, dont les effets néfastes peuvent aller au-delà du Maghreb. Le risque de voir l'idéologie, à l'origine marxiste, du front Polisario remplacée par un radicalisme religieux, est à ne pas écarter. Dans cette perspective, la résolution du conflit du Sahara paraît comme une nécessité pressante, du double point de vue humain et sécuritaire. Le conflit du Sahara est un parmi d'autres qui opposent le Maroc à l'Algérie. Il se trouve simplement que c'est le plus visible depuis une trentaine d'années. C'est l'une des dimensions de l'engagement stratégique du Maroc en faveur de la construction d'un Maghreb uni, sur des bases saines en tant que facteur de stabilité dans la région. Car en plus de ses aspects économique et politique, le coût d'un non-Maghreb présente une composante sécuritaire dense et incontournable.

Cette préoccupation sécuritaire du Maroc coïncide avec celle de l'Union européenne et des Etats-Unis. Il est établi aujourd'hui que la sécurité de la zone euro-atlantique passe par la sécurité du Maghreb, qui dépend largement elle-même de la stabilité dans le voisinage sahélien, voire ouest-africain dans son ensemble. Le Maroc, conscient de ses responsabilités dans la région, est solidairement engagé avec ses alliés stratégiques pour combattre toute forme de terrorisme. S'il est établi que la région du Nord-ouest africain est devenue un foyer de crise durable, avec les menaces que représentent l'immigration illégale, le crime organisé et le terrorisme, aucun pays de la région ne peut ou n'est en mesure de combattre seul les origines de cette déstabilisation potentielle.

Un Maroc stable et sécurisé est en mesure d'assurer ses responsabilités de stabilisation de la région contre ces risques. Cependant, une réponse ferme, sérieuse et crédible ne pourra qu'être maghrébine et européenne à la fois. C'est dans cet esprit que le Maroc reste ouvert à toute initiative constructive visant le développement et la stabilisation de la région dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et des spécificités respectives des Etats concernés.

Quel préalable pour une unité maghrébine dans le contexte de la mondialisation ?

Nacer BENJELLOUN TOUIMI

Professeur universitaire, ancien Ambassadeur, Représentant permanent du Maroc auprès des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse

Le niveau de développement des pays du Maghreb est apprécié diversement par les analystes nationaux et internationaux. Néanmoins, tous semblent estimer que ces pays pourraient mieux faire et imputent la faiblesse de leur performance notamment à l'absence de rapprochement régional.

En ce début du 21^e siècle, la mondialisation avance à pas sûr puisque, historiquement, jamais les économies n'ont autant échangé et n'ont été aussi interdépendantes. Et les facteurs qui ont présidé à l'internationalisation des ces dernières décennies n'ont pas encore produit tous leurs effets. L'abolition des distances physiques est loin d'être accomplie. Les coûts des transports et des communications peuvent encore décroître. Le mouvement de libéralisation et de convergence institutionnelle du monde a fortement réduit les obstacles institutionnels, et la « transnationalisation » récente de la production, sous l'impulsion des firmes multinationales, offre des marges d'expansion importantes.

Mais cette globalisation demeure marquée par un certain nombre de phénomènes.

- Les frontières sont la manifestation d'un élément irréductible que sont les différences linguistiques et culturelles entre nations. Les échanges internationaux présentent toujours la caractéristique d'être fortement polarisés autour de grands pôles économiques, et cette polarisation signifie que la géographie et l'histoire continuent à expliquer l'essentiel des échanges dans le monde.
- C'est ce qui explique la tendance et l'aspiration à la formation d'ensembles régionaux pour mieux faire face aux défis de la mondialisation, sur la base d'accords de coopération ou d'autres, plus complexes, visant l'intégration, tels que ceux de l'Union européenne, du Mercosur ou de l'Asean. La participation à des accords régionaux peut répondre non seulement à une motivation économique, mais aussi au souhait de poursuivre des objectifs plus politiques de bonne gouvernance et de démocratie durable ou rechercher à consolider la paix et à renforcer la sécurité régionale. Par exemple, créer des liens entre les économies peut rendre les conflits plus coûteux et favoriser la collaboration transfrontalière.
- La multiplication constatée des accords régionaux s'accompagne également au sein d'un nombre appréciable d'Etats membres de ces groupements d'un renforcement des entités locales et régionales. Il s'agit de l'expression d'une notion de démocratie plus avancée, proche des citoyens et en mesure de répondre plus adéquatement à leurs besoins et attentes sur la base des spécificités historiques, culturelles, économiques et autres. En somme, la préservation des particularités et symboles locaux et régionaux est ainsi assurée dans un monde de plus en plus

globalisé, qui favorise ou risque d'exacerber les crises identitaires. Toutefois, ce phénomène ne doit pas être confondu avec tout processus qui pourrait potentiellement mener à la sécession et à la création d'un Etat non viable et défaillant dans une région, en totale contradiction avec l'objectif primordial de constituer un front commun pour mieux affronter la concurrence internationale.

Il n'y donc pas de contradiction entre, d'une part, la nécessité de fédérer les moyens et arrêter une politique commune sur des thèmes de base telles que les questions commerciales, financières, économiques ou de sécurité pour faire face à la mondialisation et accorder, d'autre part, une plus grande marge de manœuvre aux entités locales et régionales dans le cadre de chaque pays sur des sujets qu'elles sont mieux à même de traiter, en adéquation avec les aspirations des populations concernées. C'est le cas, en particulier, d'un certain nombre de pays de l'Union européenne.

Quoi qu'il en soit, la mondialisation a contraint le Maghreb, comme d'autres régions de la planète, à repenser ses structures et ses choix stratégiques en vue de réussir son positionnement sur un échiquier économique, sécuritaire et de développement dynamique et sélectif. Car il faut le dire clairement, le Maghreb, malgré son enracinement historique qui fonde sa légitimité, reste largement en dehors de la dynamique de regroupement que la mondialisation impose. Certes, les pays du Maghreb sont liés par une histoire commune ainsi que par une diversité culturelle partagée et font face aux mêmes enjeux de société. Mais ces atouts n'ont pas été mis à profit, et le Maghreb, à travers l'UMA, demeure une réalité incomplète, amputée et un levier inopérant dans la configuration actuelle des relations internationales.

Pourtant, le Maghreb est devenu un terrain fertile de déplacement des capitaux, des idées et des hommes. Deux sujets illustrent pleinement cette situation.

- D'abord, la grande problématique de l'immigration qui s'impose à toute la région méditerranéenne, avec son cortège de drames humains liés aux migrations irrégulières, trafic et traite des migrants, auxquels il faut ajouter les préoccupations sécuritaires légitimes et parfois les tensions qui accompagnent les négociations sur les moyens de la réguler efficacement. On sait aujourd'hui que ce phénomène a contraint les pays du Maghreb à essayer de travailler conjointement dans le cadre d'un partenariat viable et solidaire avec l'Europe. L'objectif convenu est d'apporter des réponses concrètes et appropriées à la maîtrise des flux migratoires sur la base d'une politique commune de lutte contre la pauvreté mais également de promotion du co-développement et du développement durable.

- Ensuite, l'émergence de menaces nouvelles dans le Nord-ouest africain et en Méditerranée occidentale ainsi que les risques de déstabilisation de la région de l'Afrique du Nord/Sahel interpellent, de manière pressante, les pays du Maghreb. La lutte longue et difficile engagée sur le plan international depuis le 11 septembre 2001 contre les 3 fléaux que sont le terrorisme, le radicalisme religieux et le crime organisé, ne pourra être menée sérieusement sans une coopération bilatérale étroite entre tous les pays du Maghreb et peut-être même une collaboration élargie au niveau de la région du Sahel ou de l'ensemble du continent africain. Jusqu'à présent, la participation des pays du Maghreb aux différentes initiatives, opérations ou manœuvres américaines, européennes ou de l'OTAN semble s'inscrire plutôt dans un cadre bilatéral avec les partenaires occidentaux que dans un esprit de coopération inter-maghrébine.

Ainsi, un certain nombre de conditions pour lancer un processus de rapprochement régional au Maghreb existe, mais il est indéniable que sans la possibilité d'avancer vers une solution de la question du Sahara, la construction maghrébine risque de rester bloquée avec toutes les conséquences préjudiciables envisageables sur les dossiers stratégiques évoqués.

La politique du Maroc s'inscrit dans cette nouvelle approche visant à promouvoir le rapprochement régional au Maghreb et à poursuivre – sinon à renforcer – la démocratie notamment participative dans le pays.

Est-il besoin de rappeler que depuis la deuxième moitié des années 90, le Maroc s'est engagé dans un chantier de grandes réformes démocratiques. On peut citer quelques exemples récents : la promotion des droits de la femme et de l'enfant (code de la famille), l'ouverture à la culture amazighe et sa réhabilitation par l'introduction progressive de l'enseignement de la langue berbère, l'institutionnalisation des mécanismes de mise en valeur de l'esprit et de la culture des droits de l'Homme par la réforme du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) ; la création de l'Instance Equité et Réconciliation (IER) ; ou encore la création de Diwan Al Madalim, version locale de l'Ombudsman.

Dans le même esprit et pour donner tout son sens à la démocratie participative, les collectivités locales bénéficient grâce à de nouvelles réformes, de très larges prérogatives. De même, un processus de renforcement de la décentralisation est en cours sur la base d'un système de régionalisation élargie qui repose sur des pôles régionaux homogènes. La décision du Maroc de proposer son projet pour la région du Sahara s'inscrit clairement dans cette démarche.

Car il faut le souligner, la légalité internationale de la récupération du Sahara par le Maroc est bien établie. L'Accord de Madrid du 14 novembre 1975 consacre la récupération dudit territoire conformément au principe VI de la résolution 1541 (1960) de l'Assemblée générale de l'ONU qui ne limite pas l'autodétermination à l'indépendance et considère qu'un territoire non autonome peut exercer son droit à l'autodétermination en s'intégrant dans un Etat indépendant.

De même, le droit international et la pratique des Nations Unies ne prescrivent pas de modalités particulières, moyens uniques ou privilégiés permettant l'expression de la volonté de la population au sujet de l'avenir d'un territoire non autonome. La seule condition requise est l'expression libre et effective de la volonté de la population en question. Mais les modalités de mise en œuvre peuvent prendre diverses formes, notamment la délibération d'une assemblée représentative des populations concernées, comme cela a été le cas en Irian occidental. La consultation de la population s'est opérée en fonction d'un collège restreint. Sur une population de huit cent mille habitants, seulement un millier ont été consultés. L'Assemblée générale de l'ONU a admis son rattachement à l'Indonésie, malgré le refus d'un certain nombre de tribus et l'existence d'un mouvement favorable à l'indépendance.

En ce qui concerne le Sahara, l'Assemblée générale de l'ONU, qui a pris note de l'Accord de Madrid, a demandé l'organisation d'une consultation appropriée de la population. Le Maroc a emprunté des modalités analogues pour donner effet à cette Accord. La consultation de la population sahraouie, exprimée par son assemblée représentative locale, la Jemaâ, est intervenue en 1976 et lui a permis d'exercer son droit à l'autodétermination, lequel s'est traduit par une réintégration au Maroc.

Des situations analogues dans le monde ont été résolues par la mise en place d'un statut particulier dans le cadre de la structure étatique existante. Les cas de l'Italie, du Royaume d'Espagne ou de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en sont des illustrations significatives.

De plus, le paragraphe 6 de la résolution 1514 (1960) de l'assemblée générale de l'ONU semble circonscrire la portée du principe de l'autodétermination dans le cadre bien déterminé de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale des Etats. Il stipule clairement : « Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies. »

La question du Sahara s'inscrit bien dans ce cas de figure, puisque le Maroc n'a jamais cessé de revendiquer ce territoire et fut le premier à demander son inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale en vue de sa récupération. Il a produit des titres historiques et juridiques prouvant que ce territoire lui appartient et s'est dûment prévalu du paragraphe 6 de la résolution 1514 pour parachever son intégrité territoriale. La question du Sahara occidental marocain n'est-elle pas, en fin de compte, un faux problème, un différend artificiel qui entrave la construction maghrébine et toute collaboration régionale efficace pour lutter contre les fléaux du monde contemporain ?

C'est ce qui a fait dire à Laurence Ammour, de la section de la recherche au Collège de l'OTAN : « La gestion de ce contentieux par le droit s'est avérée insuffisante et impuissante dans la mesure où les fondements juridiques qui ont présidé aux propositions de règlement, inspirés des idéaux en vogue dans les années 60, n'ont pas évolué depuis 30 ans. Les plans de règlement successifs, incapables de se renouveler au contact des nouvelles exigences de l'époque, se sont retrouvés en décalage progressif, puis en rupture franche avec la nouvelle configuration mondiale. »

En tout état de cause et conformément aux vœux de l'ONU de promouvoir une autre voie, le Maroc a pris la décision de proposer un « Statut d'autonomie pour la région du Sahara ». Il s'agit d'une démarche nouvelle de réconciliation et d'une contribution novatrice en adéquation avec l'évolution des réalités nationales et internationales. La réalisation de l'autonomie s'inscrit parfaitement dans les choix démocratiques et de décentralisation de l'Etat marocain dans son ensemble. Elle est le meilleur garant du respect des droits fondamentaux de la personne humaine, reconnu et garanti par la constitution, les lois et les engagements internationaux du Maroc.

Le statut d'autonomie envisagé pour le Sahara traduit un modèle de régionalisation poussée et spécifique, qui s'inscrit dans le cadre de la politique de régionalisation inaugurée par l'Etat marocain dès 1971 et que les plus hauts responsables avaient en 1984 annoncé vouloir voir évoluer dans le sens des Länder allemands. Depuis lors, la régionalisation fait partie du paysage politico administratif du Royaume, et la volonté de l'approfondir est partagée aussi bien par le peuple marocain que par les autorités publiques. Tout en tenant compte d'une expérience nationale de plusieurs décennies dans le domaine de la gestion territoriale, le projet marocain voudrait intégrer la conception universellement reconnue du régime d'autonomie et exprimer la ferme volonté du pays et son engagement à promouvoir les valeurs démocratiques d'ouverture, de dialogue et de paix durable ainsi qu'un développement harmonieux.

Le projet veut concilier la souveraineté du Maroc et les droits collectifs des populations du Sahara sur la base de leur identité régionale spécifique. Il se base sur les principes de la légalité internationale et répond aux dénominateurs communs des différentes approches et doctrines qui font autorité dans ce domaine. Le postulat admis est celui de « l'autonomie politique territoriale », fondée sur la région et destinée à confier à la population concernée le moyen de lui permettre d'exprimer son identité distincte et de diriger ses propres affaires sans porter atteinte à la souveraineté de l'Etat central.

La démarche marocaine a été élaborée sur la base d'une large consultation nationale, impliquant l'ensemble des partis politiques et les représentants des populations sahraouies. Cette démarche démocratique a permis d'aboutir à un consensus national sur la nécessité de doter le Sahara d'une large autonomie. Le Conseil royal consultatif des affaires sahariennes (CORCAS), instance représentative de toutes les composantes tribales et des différentes sensibilités politiques et socio-économiques de la population de la région, a pleinement participé à l'élaboration de cette proposition d'autonomie.

De plus, le Maroc dispose d'atouts importants pour régler judicieusement cette question. Contrairement à beaucoup d'autres pays, le Maroc est une société plurielle au sein de laquelle des groupes ethniques et culturels divers – arabes et berbères, musulmans et juifs – vivent en paix ensemble depuis des siècles. Il n'est donc pas inutile de rappeler à ce sujet les caractéristiques de la population sahraouie, en particulier ses traditions de nomadisme et la structure tribale de sa société. Les populations du Sahara marocain sont divisées en une vingtaine de tribus bien individualisées qu'il est possible de regrouper en deux grandes confédérations, celle des Rguibat et celle des Teknas. Les Rguibat descendent d'Ahmed Rguibi et des chorfas idrissides marocains. Le second grand groupe de tribus est constitué des Teknas, Berbères sahariens à l'origine mais dont certaines tribus furent arabisées. Le centre politique des Teknas est l'oasis de Goulimine et ils sont composés de douze tribus dont les origines berbères ou arabes sont connues.

Les secrétaires généraux de l'ONU, Pérez de Cuellar et Kofi Annan, ont eu l'occasion de relever, dans leurs rapports entre 1991 et 2003, les spécificités de ces populations et les difficultés rencontrées pour bien les cerner. Le premier souligne en particulier : « Du fait de leur caractère nomadique, les populations du territoire traversent facilement les frontières pour se rendre dans les pays voisins où ils sont accueillis par des membres de leurs tribus ou même de leurs familles. Ce flux et reflux des populations au niveau des frontières du territoire rend difficile le recensement complet des habitants du Sahara espagnol et pose également le problème délicat de l'identification des Sahraouis du territoire et, au-delà, un recensement satisfaisant des réfugiés. » Plus récemment, M. Kofi Annan a reconnu « le caractère mal défini de l'affiliation tribale avec le territoire » et ses conséquences sur l'applicabilité du plan de règlement (Rapport S/2003/365).

C'est dire combien la proposition du Maroc est réaliste et tient compte des préoccupations d'une partie importante des populations du Sahara au sujet de tout processus de l'ONU qui, quel que soit son mérite, ne peut avoir vocation à statuer sur l'identité « sahraouie » de milliers de membres des tribus qui se sont, de père en fils, toujours réclamés de cette culture et de ces provinces et qui risqueraient d'être marginalisés ou exclus de la décision sur leur avenir. La proposition marocaine s'inscrit donc clairement dans la démarche consensuelle sur la scène internationale, qui suggère, pour mieux affronter les défis de la mondialisation, d'allier une politique de regroupement des pays de la région avec un véritable projet de décentralisation interne et d'autonomie des entités locales. Ainsi, ce projet me semble à même d'offrir une solution politique appropriée à un différend qui n'a que trop duré. Un conflit qui porte préjudice aux intérêts de tous les peuples du Maghreb et empêche toute intégration régionale capable d'apporter prospérité, paix et sécurité, non seulement au Maghreb mais à toute la région sahélo-saharienne et méditerranéenne.

Dans cet esprit, un dialogue constructif entre les parties demeure le moyen privilégié pouvant leur permettre de dépasser tout malentendu et de s'assurer de la confiance nécessaire à la réussite de cette initiative. Cela permettrait également de mieux adapter la mise en œuvre aux objectifs convenus et aux spécificités régionales. Ainsi, la proposition marocaine gagnerait à faire l'objet d'un accord avec les autres parties en vue de contribuer concrètement à rapprocher les Etats de la région et relancer la dynamique d'intégration maghrébine au bénéfice de tous. De même, une consécration internationale de cette proposition, au moment opportun et sous une forme appropriée, permettrait d'accélérer le règlement définitif de cette question.

La sécurité en Europe en convergence avec le développement du Maghreb

Paul Tran VAN-THINH

Ambassadeur, ancien négociateur de l'Union européenne dans le domaine du commerce international

Je suis un vieux militant de Europa, inlassable et incorrigible, qui cultive la paix européenne pour parvenir à la paix universelle.

Je crois en Europa fondée sur des solidarités

C'est un laboratoire de réconciliations, comme le rappelle si joliment, avec compétence et en connaisseur, Jacques Barrot dans son message « L'Europe n'est pas ce que vous croyez ». Nous nous sommes tant haïs (titre d'un film réalisé en 2005), puis nous nous sommes réconciliés : si cela a été possible entre Européens après des guerres meurtrières pendant des siècles, pourquoi serait-ce impossible entre Maghrébins ? Entre Maghrébins et Européens ? J'ai même eu l'audace et la naïveté de prêcher cela aux Chinois pour leurs propres réconciliations entre eux et avec leurs voisins au 1^{er} Forum Chine-Europa à Nansha (4-7 octobre 2005). Je le referai au 2^e Forum qui se tiendra à Bruxelles du 4 au 7 octobre 2007. Les Chinois paraissent en effet intéressés à scruter les réconciliations européennes.

Je crois que Europa est freinée et retardée

Si les pères-fondateurs d'Europa ont eu le génie de lui donner vie, les générations qui suivirent n'ont pas su maintenir la flamme des solidarités. Europa s'est étiolée avec des ingéniosités techniques, indispensables mais mal comprises des citoyens et loin de leurs préoccupations quotidiennes. Europa ne responsabilise plus les Européens. « *Celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas (...)* Et leur sang rouge ruisselle, même couleur même éclat ... Il coule, il coule, il se mêle à la terre qu'il aime, pour qu'à la saison nouvelle mûrisse un raisin muscat. ... » chantaient déjà les vers d'Aragon. Les politiques d'aujourd'hui osent-ils tenter de réduire le poids du fonctionnement inter-gouvernemental pour éviter la paralysie ? C'est la seule voie pour la rose et le réséda. Il n'y a guère d'alternative.

Je crois que Europa n'a pas de frontières

Serait-ce une passoire ? Comment Europa pourrait-elle rayonner si elle était renfermée dans des frontières et enfermée dans une forteresse ? Son destin n'est-il pas de rayonner ? Fermée, Europa sera écartelée et dévastée par la mondialisation. Ouverte et rayonnante, Europa est appelée à maîtriser, c'est à dire à humaniser, la mondialisation. Au seuil du XXI^e siècle, nous vivons *in crescendo* la troisième phase de la mondialisation, phase critique pour les générations futures et, à terme, pour la survie de la planète, c'est-à-dire de l'humanité. La première phase avait eu lieu il y a cinq siècles avec les conquistadors espagnols, et la seconde au XIX^e siècle avec les marchands

anglais. Les deux phases ont généré des fractures technologiques, économiques et financières, engendré des guerres, laissé des tragédies pour les populations dominées et, finalement, ensemencé les germes du terrorisme d'aujourd'hui. La troisième phase, amorcée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale avec des Américains visionnaires, se trouve en ce début de siècle à la croisée des destins, soit pour permettre à l'humanité une prise de conscience pour affronter tous les rendez-vous à risques – dont le réchauffement climatique – soit pour amorcer les soubresauts interminables d'un déclin irréversible de l'humanité tout entière sur une Terre "éphémère", qualificatif du Petit Prince de Saint-Exupéry.

Je crois au poids incontournable de l'Union du Maghreb Arabe

Une communauté de destin et de développement sans tabou entre l'Europe du Sud et le Maghreb saute aux "yeux géopolitiques". Elle est inévitable. La communauté de destin et de développement entre Europa dans sa totalité comme dans sa plénitude et les autres pays de la Méditerranée est logique et rentable à travers les amplifications régionales de la mondialisation. La ceinture verte que constitue la rive Sud de la Méditerranée – qui peut masquer des bombes à retardement - incarne la sécurité pour la rive Nord. La tisser inlassablement, la renforcer inlassablement, la consolider inlassablement, la développer inlassablement, c'est, en termes de vision stratégique comme de logique de marché, investir à bon escient dans la sécurité collective et dans la prospérité commune pour les générations de demain des deux Rives.

La sécurité est collective. Quel État peut être complètement maître de sa propre sécurité ? L'interdépendance inextricable des économies rend de plus en plus relative la souveraineté absolue des États. Les Etats membres de l'Union européenne exercent dans bien des domaines une souveraineté partagée. Au demeurant, les États souverains sont-ils vraiment capables de renforcer leurs frontières pour emmurer leur prospérité qui dépend également d'ailleurs ?

Pour ne pas subir l'interdépendance, il faut l'organiser. Comment ? En s'appropriant. « *Qu'est-ce que signifie "apprivoiser" ? C'est une chose trop oubliée. Ça signifie "créer des liens" »... et « L'on ne connaît que les choses que l'on apprivoise »... encore ce Petit Prince!* Je crois que Europa et le Maghreb ont besoin l'un de l'autre

Cela saute aux yeux. Mais cela ne suffit pas pour mener à bien les approches stratégiques – dont je suis admiratif – qui en résultent et qui s'ébauchent avec beaucoup de bonheur ici dans ce forum à Skhirat. Pourquoi ? Elles sont remarquables de bon sens et de justesse mais trop savantes pour être assimilées par les citoyens de la base. Ces approches gagnent à être expliquées, discutées et comprises par la base. Le bon sens de la base et sa responsabilisation sont la condition sine qua non de la réalisation de ces approches géostratégiques et de leur réussite. La base = partie prenante : c'est cela la démocratie authentique. En passant, je rappelle que tant de stratégies, tant de politiques, de luttes onusiennes et planétaires contre les disparités, la pauvreté, la précarité n'ont rencontré jusqu'ici que des succès mitigés parce que décrétés d'en haut par ceux que mes amis de la terre appellent les "super instruits" et parce que les bénéficiaires n'en sont pas parties prenantes. On ne résout les problèmes qu'avec la participation de tous. Le monde sans pauvreté de Muhammad Yunus ne le sera qu'avec les pauvres.

En conclusion, je fredonnerai volontiers avec Henri Salvador sa chanson de mon adolescence *l'Abeille et le papillon*. Cette petite histoire qui montre que, dans la vie, quand on est guidé par l'amour, on triomphe toujours. N'est-ce pas une belle histoire d'amour prometteuse entre Europa et le Maghreb ?

Y a-t-il un modèle marocain pour le monde arabe ?

Alain MÉNARGUES

Chercheur, journaliste spécialiste du Monde arabe, France

Dans le bureau du Président Hosni Moubarak, dans celui du Roi Abdallah de Jordanie, du Sultan Qabous d'Oman ou du Président Bachar El-Assad, dans les bureaux de tous les dirigeants arabes il y a une télévision allumée en permanence sur les programmes d'information continue d'*Al Jazeera* ou *Al Arabia* et autres.

Cependant, peu nombreux sont ceux qui ont remarqué que ces chaînes enferment le Monde arabe, qu'elles affirment couvrir, dans une sorte de rectangle compris entre Bagdad, Damas, Beyrouth, Jérusalem, le Caire, Riyad et Dubaï. Alors que le Maghreb est totalement absent sur le plan politique, économique, militaire, culturel et même sportif. A partir de là, comment peut-on concevoir que le Maroc puisse servir de modèle au monde arabe ?

Soyons juste, mes confrères d'*Al Jazeera* ont ouvert, il y a juste un mois à partir du Maroc, un décrochage, comme ont dit dans le métier. Une heure entière d'antenne consacrée au Maghreb fabriquée et diffusée à partir du Maroc, quotidiennement de 22 heures à 23 heures, heure de Rabat. C'est-à-dire entre minuit et une heure du matin au Caire et à Beyrouth et entre 3 et 4 heures à Abou Dabi ou Bagdad. Autant dire que si les Marocains peuvent la regarder, les Saoudiens, les Libanais, les Qataris ou les Irakiens ne le peuvent pas, simplement parce qu'ils dorment ! Le Maghreb et le Maroc risquent donc fort de rester encore un moment à la marge du Monde arabe télévisé, pour des questions de décalage horaire et aussi pour des raisons d'actualité chaude, de *hot news*. Car les médias (qui ne parlent que des trains qui arrivent en retard et jamais de ceux qui sont à l'heure) ont du travail, beaucoup de travail dans le Machrek. L'emballage de la machine infernale qu'est aujourd'hui le Moyen-Orient, la dictature de l'irrationnel et le basculement du social dans la logique d'affrontement occupent les antennes à plein temps.

Mais alors, comment, dans ce cas, le Maroc peut-il devenir un modèle pour le monde arabe, si les trois quarts de ce monde ignorent, ce qu'il fait et ce qui s'y passe ?

Pourtant, les événements dans le Royaume sont d'importance. Tout un train de réformes profondes a été adopté concernant les relations des individus avec la société et le gouvernement, avec l'amendement du Code de la famille, la mise en place de l'Instance Equité et Réconciliation, l'ouverture du champ politique aux islamistes, les réformes économiques, parlementaires et judiciaires. De plus, le 6 novembre dernier, le Roi a lancé le processus de mise en place d'une autonomie au Sahara, en propulsant au rang d'interlocuteur les partis politiques, les associations et la population. Pour la première fois dans l'histoire du monde arabe, un dirigeant consent à débattre ouvertement avec sa population d'un domaine hautement régalien comme celui la structure même de l'Etat.

Le projet consisterait à accorder au Sahara occidental un parlement, une autorité judiciaire autonome et un gouvernement régional chargé de gérer la vie quotidienne dans une activité de

proximité, l'Etat conservant toute autorité sur les relations étrangères, la défense, l'économie et le contrôle des frontières. Autant dire que le Maroc est engagé dans une évolution qui ne peut que bouleverser en profondeur l'organisation des pouvoirs du pays.

Car peut-il accorder une autonomie seulement au Sahara sans étendre le processus de régionalisation à tout le territoire ? Régionalisation dont il faudra définir les critères, les rythmes et les frontières. Un chantier immense, long et difficile. La timide régionalisation en France a duré quatre ans, de 1982 à 1986, et a nécessité l'adoption et la promulgation d'au moins 25 lois et 200 décrets !

Est-il complètement illusoire d'appliquer au Maroc ce qui s'est passé en Espagne, en Allemagne, en Suisse et, dans une moindre mesure, en France ? C'est un bouleversement qui entraînera une profonde évolution – j'allais dire une révolution – des mentalités. Faut-il rappeler que la civilisation musulmane fut parmi les plus brillantes et engendra une organisation sociale qui fut à la pointe du progrès humain, avant de sombrer dans le déclin ? Pourquoi ? Peut-être parce que les juristes et théologiens qui se sont succédé auprès des dirigeants et des populations ont été les instruments d'un quadrillage méthodique des esprits, inculquant à leurs étudiants, comme cela avait été fait pour eux-mêmes, l'art de reproduire le plus fidèlement possible un savoir juridico-théologique vieux de plusieurs siècles ?

Abdallah Laroui, l'historien et philosophe marocain, parle d'authentique « idéologie de la conservation ». Un art qui va faire de « la tradition [...] une valeur propagée par l'enseignement, incarnée par une caste, revendiquée par le pouvoir politique ».

Toujours est-il qu'une sévère orthodoxie s'est emparée de toute la nation arabe. Une orthodoxie aggravée par les conséquences des querelles de pouvoir qui ont fait que les nouveaux gouvernants, en quête de légitimité, se présentaient comme les grands défenseurs de l'islamité et de la foi « populaire ». Le Monde arabe n'a dès lors plus été à même de faire évoluer son univers politique et juridique. Et ceci, semble-t-il, pour deux raisons majeures :

- la première est la rigidité de la structure du droit qui n'a plus pu supporter la mutation, même progressive, de la logique juridique ;
- la seconde vient de la grande inertie du système qui s'étendait sur l'immense territoire de l'ordre juridico-politique musulman géré en vase clos, car le monde arabe a très longtemps vécu en vase clos.

Chaque pays qui compose ce Monde arabe a les pieds dans un désert ou zone aride et la tête au bord de la mer. Tous les pays arabes sont en contact avec une mer ou un océan, et pourtant les Arabes en ont toujours eu peur. Aucune conquête, aucune exploration arabe ne s'est faite par delà les mers. Pour islamiser Djibouti, ils ont fait le tour par la Jordanie, le Sinaï et l'Egypte. Le seul fait guerrier, la prise de Chypre, s'est faite grâce à des bateaux et des marins grecs. Aujourd'hui encore, aucune grande entreprise maritime, aucun armateur n'est arabe.

Immobilisme et orthodoxie, alors que rien dans la tradition coranique – coranique dans le strict sens du terme - ne justifiait et ne justifie la violation des droits fondamentaux, la dictature, l'autocratie, l'arbitraire et l'injustice. En revanche, dans le corpus de la *Chari'â*, avec ses différentes composantes rituelles, quiconque cherche des règles ou des principes justifiant l'injustifiable n'a que l'embarras du choix.

Pourtant, les docteurs de la foi musulmane de l'Université Al-Aksa du Caire affirment que la *Chari'â*, à l'exclusion de sa matrice coranique, est profane. Ce qui signifie, lorsqu'une disposition *chara'îque* contrarie l'émancipation des droits fondamentaux ou la démocratie, elle doit être

ignorée et non pas excipée pour contrecarrer le progrès. Parce que le développement de la *Chari'â* a été un processus profane, rien ne pouvait – et ne doit – justifier l'intemporalité de l'avis de tel ou tel théologien musulman, produit de son temps et de sa culture locale.

Or, en l'état actuel des choses, tant que des discours tendant à faire croire à la sacralité de la *Chari'â* trouvent des oreilles naïves et attentives, alors la tradition islamique posera des problèmes pour l'accès à la modernité politique. Ceci simplement parce que, aujourd'hui, cette modernité est indissociable des trois éléments suivants : la garantie des droits fondamentaux, la liberté d'expression et la séparation des pouvoirs en ce qu'elle a de capital pour fonder l'autonomie du législateur et garantir l'indépendance du pouvoir juridictionnel.

Il faut cependant se garder de conclure que c'est uniquement à cause des traditions religieuses du Monde arabe que la démocratie politique n'a pu se développer. Le facteur religieux n'est qu'un élément de justification parmi tant d'autres invoqués pour légitimer l'autoritarisme, voire la dictature.

De nombreuses démocraties occidentales rattachent l'Etat au fait religieux. La Constitution grecque proclame que « la religion dominante en Grèce est celle de l'Eglise orthodoxe du Christ [...] ». La Constitution irlandaise est rédigée « au nom de la Sainte Trinité ». La loi fondamentale danoise affirme que « l'Eglise évangélique luthérienne est l'Eglise nationale ». En Angleterre, la reine d'Angleterre cumule sa fonction royale avec celle de chef de l'Eglise anglicane. Aux Etats-Unis d'Amérique, c'est la devise même de l'Etat fédéral qui rappelle sur chaque dollar en circulation sur la planète que « en Dieu nous avons foi [*In God we trust*] ».

La laïcité est un phénomène exceptionnel dans le monde. La laïcité a été et demeure un exemple exclusivement français. Ces références religieuses ne confèrent plus aucun droit particulier à une autorité spirituelle d'exercer le pouvoir politique et, d'autre part, la sécrétion du droit n'est plus soumise aux arguments d'autorité religieuse.

La référence à l'Islam dans les textes ne peut aller qu'en s'estompant dès lors que l'on place les pays arabo-musulmans dans un contexte de mutation de l'institution étatique avec ce que cela suppose comme difficultés quant à l'émergence des consensus nationaux. C'est dire la portée du chantier entrepris par le Maroc et les bouleversements que cela entraînera.

C'est dire que l'autonomie du Sahara décidée par le Roi Mohammed VI, et ses conséquences pour la structure même du Royaume sont un véritable défi qui ne peut laisser indifférents d'autres pays arabes en crise d'identité comme le Liban, l'Algérie et l'Irak ou en recherche de modernité comme l'Egypte ou les Emirats. C'est en cela qu'il peut y avoir un modèle marocain pour le Monde arabe. Alors, que les télévisions s'intéressent ou non à ce qui se passe dans le Royaume, pour l'heure, n'a que peu d'importance. C'est même un avantage : le fait d'être en dehors des feux de l'actualité permet d'éviter des pressions et de contrôler un calendrier.

QUATRIÈME TABLE RONDE

Le rôle du Maroc et du Maghreb dans le contexte de la globalisation

La globalisation sera vraisemblablement la tendance dominante de l'économie mondiale au cours des prochaines décennies. La globalisation se réfère à la finance, qui cherche désormais les équilibres entre l'épargne et l'investissement à l'échelle planétaire; elle se réfère aussi à la production, avec des chaînes de valeur ajoutée qui, fractionnées au niveau des pays, s'intègrent dans la supranationalité des grandes entreprises ; elle se réfère encore à un cadre institutionnel de fonctionnement des marchés chaque jour plus ouvert à la concurrence et aux lois du marché; elle se réfère enfin à la conscience collective des problèmes communs de durabilité ou à l'interconnexion transnationale de l'information et des médias.

Cette table ronde porte en particulier sur le rôle du Maroc et du Maghreb dans ce contexte de la globalisation.

Enjeux de la globalisation pour le Maghreb et rôle du Maroc

Quelles postures : coopération, coordination, coopération et co-développement ?

Xavier GUILHOU

Président de XAG-Conseil, France

Si la finalité semble évidente et nécessaire – faire converger à l’horizon 2030 les intérêts du Maroc, de l’Algérie, de la Tunisie, de la Mauritanie et de la Libye pour faire émerger un « grand Maghreb », ce qui n’est pas le cas aujourd’hui – il convient de s’interroger sur la méthode et le cheminement à adopter et sur les priorités à prendre en compte pour atteindre cet objectif.

J’aborderai cette question de fond, en remettant volontairement l’accent sur les dimensions sécuritaires, qui sont souvent sous-évaluées dans ce type d’analyse, et en confrontant la vision vertueuse que nous pouvons avoir de la globalisation aux deux approches défensive et offensive que toute puissance régionale ou, à défaut, tout ensemble de puissances locales doivent assumer face à l’adversité et aux possibilités offertes par l’histoire.

Je reconnais que mon propos sera jugé comme étant sûrement trop simpliste pour les experts en géopolitique ou en géo-économie qui aiment bien parler de complexité ; mais j’ai appris qu’en matière de gouvernance, il vaut mieux parfois s’appuyer sur des approches simples qui ont le mérite d’avoir fait leurs preuves quelles que soient les époques. J’aimerai aussi rappeler en introduction du propos que le terme de « globalisation » est très récent (1960) et que celui de « mondialisation », même s’il a été utilisé par des historiens de renom, n’a été vulgarisé dans son acception actuelle que vers les années 90. A titre anecdotique, il l’a été essentiellement sous l’effet des anciens « tiers-mondistes » qui se sont reconvertis en « antimondialistes » pour devenir ces « altermondialistes » que nous connaissons (essentiellement dans les démocraties riches) à l’aube naissante de ce XXI^e siècle. Toutefois, ne soyons pas naïfs : ces concepts renvoient à des modes de représentation et des pratiques qui restent occidentaux avec, d’un côté, une financiarisation extrême des échanges à l’échelle de la planète et, de l’autre, une consommation effrénée autour de l’émergence de marques mondiales. Ces deux processus échappent de plus en plus à la régulation des états, ne laissent aux politiques publiques que le soin d’assumer des redistributions sociales déficitaires. Pour beaucoup, la globalisation est aussi souvent confondue avec l’arrivée de cette « société de la connaissance » qui modifie en profondeur les frontières des échanges commerciaux et humains au niveau international.

On pourrait penser que les notions de « territoire » et de « conscience nationale », « de référence ethnique », « d’appartenance clanique », etc. n’existent plus au regard de ces concepts émergents qui sont largement vulgarisés par l’omniprésence des vecteurs multi-médiatiques qui saturent les écrans plats de nos sociétés. L’examen de la réalité et les chocs de l’actualité nous obligent à relativiser cette vision unilatérale et linéaire de l’histoire et à admettre le retour d’une effervescence historique avec des jeux d’acteurs imprévisibles ainsi qu’une vitesse dans les opérations et les transactions qui sont sans précédent. Il est un fait, la globalisation n’a pas réduit

en profondeur les questions identitaires et les problématiques de leaderships régionaux en les enfermant dans des standards bien établis. Tout n'est pas d'un côté « United States » par l'oncle Sam et de l'autre « United Colors » par Benetton, pour rester dans cette imagerie d'une globalisation incontournable des standards des visions politiques ou des marques commerciales. Bien au contraire, elle exacerbe de plus en plus ces dimensions identitaires et offre désormais à tous les acteurs de la vie mondiale la possibilité de positionner différemment le rôle de chacun à condition de savoir en assumer les contraintes (la dimension défensive) et les opportunités (la dimension offensive).

Pour ma part, j'ai la conviction que le Maghreb est entré durablement à la fois dans « l'œil du cyclone » sur le plan sécuritaire, tout en étant au « carrefour » de grands rendez-vous historiques sur le plan de la prospérité et de la modernité. Le Maroc occupe dans ces deux mouvements de fond portés par la globalisation une place singulière, et tout ceci impose un travail de questionnement et de lucidité.

Quels enjeux sécuritaires ?

Que faut-il défendre et préserver au niveau du Maghreb ? Quels sont les impératifs à assumer pour assurer la sécurité des intérêts vitaux du Maroc ?

Pour le moment, le Maghreb doit faire face à quatre espace-temps stratégiques, qui déterminent son avenir immédiat :

- le bassin euro-méditerranéen (en termes de sécurité sociale, économique et institutionnelle avec l'avenir de l'Union européenne) ;
- les rivages américains (en termes de sécurité financière, monétaire et militaire du fait de la surpuissance américaine dans ces domaines) ;
- le monde arabo-musulman (en termes de sécurité énergétique mais aussi identitaire) ;
- le continent africain (en termes de sécurité démographique et immunitaire – rappelons-nous qu'à l'horizon 2050 l'Afrique représentera un ensemble d'1 milliard d'individus avec un PNB qui ne cesse de régresser et qui, pour le moment, ne représente que le quart de celui de la Belgique, ce déséquilibre démographique et économique représente à terme une bombe à retardement qui pourrait remettre en cause tous les beaux scénarios de développement imaginés autour de la globalisation des économies).

Mais d'autres espace-temps tout aussi stratégiques et moins habituels sont en train d'émerger avec la globalisation des échanges et la révolution des NTIC ; ils remettent en question les fondamentaux de la sécurité de cette géopolitique régionale. Ils sont à la fois moins géographiques et moins institutionnels. Ils sortent de nos visions du pouvoir et de la puissance. Ils sont plus transversaux, dilués au travers de réseaux informels et imprévisibles. Ces nouvelles menaces sont les suivantes :

- **Les nouvelles formes de terrorisme** qui déstabilisent tout autant l'Europe et le continent nord-américain que le monde arabo-musulman et l'Afrique. Cette menace se nourrit d'une crise identitaire au sein d'un Islam qui trouve au Proche et Moyen-Orient les sources d'une radicalisation certaine. Les réseaux djihadistes ciblent certes les sanctuaires occidentaux, se diluent et se développent au sein des contradictions européennes, mais se répandent via le Sahel et déstabilisent en profondeur l'ensemble du Maghreb. Ils utilisent les paradoxes de la modernité et jouent l'asymétrie dans les postures de sécurité en se servant des réseaux de vie comme arme de destruction massive. De tous les risques, l'actuelle fragilisation du Sahel, utilisée par les

réseaux salafistes pour répandre la terreur tant en Afrique noire (cf. l'affaire du Darfour) qu'au Maghreb (cf. les actions du GSPC), est la plus dangereuse et la plus immédiate. Elle peut obérer durablement la stabilité de la région et l'enfermer dans des spirales chaotiques qui seraient dramatiques pour l'avenir du Maghreb et, par effets collatéraux, pour tous ses voisins et partenaires. Dans ce domaine, soyons réaliste, l'Europe serait la première victime de ce fléau et l'Afrique sub-saharienne deviendrait une zone d'instabilité très dangereuse pour la stabilité mondiale (cf. le Nigéria, le golfe de Guinée...).

- **Les nouvelles formes de confrontation commerciale** qui passent par d'autres circuits économiques que ceux du commerce international, avec, d'une part, les réseaux indiens et chinois qui se moquent des prescriptions de l'OMC, même s'ils en respectent apparemment les formes, mais aussi, d'autre part, les réseaux des zones grises qui vivent des contrefaçons et des trafics en tout genre (n'oublions pas qu'ils représentent actuellement plus de 1 500 milliards de dollars et l'équivalent de 17 % du commerce mondial, contre 3 % il y a dix ans). Le Maghreb est touché par ces phénomènes et doit les surmonter pour devenir éligible sur le plan des relations géopolitiques, en particulier avec son voisin européen.

- **Les nouvelles formes de communication**, qui constituent à la fois une formidable opportunité de développement et de rayonnement, mais aussi une source considérable de déstabilisation si la maturité des pays n'est pas au niveau de cette révolution informationnelle qui voit le jour. Il y a là une « bataille des esprits » qui n'est pas neutre à terme, en particulier en direction des sociétés civiles et des modes de gouvernance (cf. par exemple le rôle joué par Al Jazira ou par le monde des ONG dans le règlement des conflits).

Pour toutes ces raisons il est important de s'interroger sur plusieurs questions de fond :

- Quel sera l'état réel de la déstabilisation du Sahel à l'horizon 2030, et quel est d'ores et déjà l'état réel de la menace terroriste sur les régimes du Maghreb (rappelons que dans la région il n'y a qu'un seul dirigeant jeune, le roi du Maroc, et que tous les autres sont en fin de parcours politique ?

- Quel est et sera à moyen terme l'état de la coopération euro-méditerranéenne et nord-atlantique sur ces questions, et quelle est et sera la détermination des principaux alliés ou adversaires du Maroc sur ces questions ? Seront-ils prêts à « mourir » pour assurer la sécurité des intérêts vitaux du Maghreb qui constituent d'ores et déjà leur première ligne de défense (le même raisonnement vaut pour les Etats-Unis vis-à-vis du Mexique) ?

- Comment resituer la question du Sahara occidental par rapport à ces enjeux, et quelles initiatives stratégiques le Maroc pourraient-ils prendre, au-delà des actions actuelles et des blocages juridiques connus ?

Ces trois grandes préoccupations devraient pouvoir nourrir une question centrale : que devrions nous mettre en place comme mode de coordination pour lutter contre ces différentes menaces et de coopération avec les grands opérateurs de la sécurité internationale pour inventer des solutions qui permettent d'aboutir à cet objectif de convergence sécuritaire à l'horizon 2030 pour le Maghreb et encore plus pour le Maroc à court terme ?

Quels enjeux de prospérité ?

Quels sont les facteurs de développement et de rayonnement ? Quelles postures offensives faut-il promouvoir pour s'inscrire dans la modernité du XXI^e siècle ? Actuellement, la plupart des pays

en émergence oscillent entre les modèles économiques sociaux-démocrates européens ou libéraux anglo-saxons avec un référentiel majeur qui se veut occidental, alors que le centre du monde se déplace à très grande vitesse sur l’océan Indien et le Pacifique. Dans l’optique d’une projection Maghreb 2030, il est indispensable de réfléchir à d’autres stratégies alternatives qui tiennent compte du patrimoine culturel, identitaire et de l’authenticité des pays de la région pour soutenir leur développement tant économique que social.

Dans ce domaine le Maroc, par sa géographie et son histoire, a toujours été un modèle de gouvernance à part, intéressant à plus d’un titre tant en termes de légitimité et d’affirmation de l’autorité politique que de capacité à s’appuyer sur de fortes identités locales pour travailler la singularité de sa marque au niveau international (cf. la signature des produits de l’artisanat marocain au niveau mondial). Face à un environnement économique et financier en pleine transition historique au niveau mondial avec la fin du pétrole et l’arrivée de la société de l’information, comment le Maghreb peut-il positionner sa valeur ajoutée et faire émerger ses pôles d’excellence ?

- Doit-il adopter une vision radicale de la compétition mondiale et adopter les règles des zones émergentes en faisant comme les pays de l’Est, l’Amérique latine, les pays du Sud-est asiatique pour faire face au choc des puissants (couple USA-Europe contre couple Inde-Chine) en pratiquant le dumping social ou alors être à l’origine de stratégie de coopération intelligente et subtile comme le font certaines régions du monde autour de clusters innovants et entreprenants (voir l’exemple du Canada, Singapour, Dubaï, Maurice) ?
- Ne devrait-il pas imaginer d’autres stratégies de développement sur les maillons faibles de la vie internationale, telle l’Afrique sub-saharienne, en imaginant de nouvelles logiques de co-développement pour stabiliser ces continents et les sortir de la spirale chaotique qu’ils connaissent actuellement ?
- Quels sont les points forts et les points faibles du Maghreb par rapport à ces questions de coopération et de co-développement ? Que faudrait-il mettre en œuvre pour surmonter les freins actuels, en particulier dans le domaine éducatif tant en interne qu’en périphérique ? N’oublions pas dans ce domaine que la première urgence reste celle de l’alphabétisation des populations, surtout avec une Afrique qui est à 90 % analphabète. Il est inimaginable de promouvoir une société de la connaissance si les populations ne sont pas en mesure d’y entrer avec les bases minimales. Il y a là un enjeu pédagogique et un défi en termes de déclinaisons à imaginer et à mettre en œuvre vis-à-vis desquels le Maroc pourrait constituer un chef de file audacieux et ambitieux. C’est sans aucun doute le défi le plus crucial des prochaines décennies.

Tout ceci pose, au-delà des questions de la coopération, qui devrait se superposer à la compétition sauvage qui règne au niveau mondial, du co-développement qui devrait se substituer aux perfusions inefficaces de l’aide au développement, la problématique des nouvelles architectures qu’il faudrait mettre en place entre le Maghreb et les grandes organisations internationales et non gouvernementales sur ces sujets pour initier des processus vertueux qui soient plus décentralisés (cf. le microcrédit), plus efficaces (cf. les joint venture entre grands groupes mondiaux et tissus économiques locaux pour créer des initiatives compétitives) et surtout plus durables (cf. la formation professionnelle des jeunes).

Elle pose aussi la question des stratégies de convergence à mettre en œuvre avec les grandes puissances pour faire admettre le Maghreb comme étant partie intégrante dans les jeux multipolaires. La question se pose entre autres vis-à-vis de l’Union européenne, des Etats-Unis mais aussi de la Chine et de l’Inde afin que la région ne soit plus considérée à horizon 2030

comme une simple zone de sous-traitance, une zone touristique ou une zone de trafics, mais bien, comme cela commence à être le cas, une zone stratégique en termes d'investissements directs pour les capitaux étrangers et aussi pour les résidents locaux à l'étranger, en termes d'innovation et de développement.

Les questions du « comment faire » et « avec qui » se posent. Quels sont donc les partenaires et les cheminements à privilégier, et pour quelle valeur ajoutée réciproque ?

Je vais laisser les experts du panel répondre à ces interrogations de fond, mais avant, et pour conclure, j'aimerais vous engager à méditer cette réflexion du ministre des Affaires étrangères de Singapour, George Yeo que je trouve tout à fait adaptée à la situation du Maghreb et encore plus à celle du Maroc : « Nous sommes un petit bateau. Nous devons étudier soigneusement le courant, nous placer à l'endroit où il nous emmènera le plus loin et faire en sorte que tous les passagers comprennent la manœuvre. » Il est toujours intéressant de regarder comment d'autres, surtout de petits territoires, dépourvus de ressources naturelles, ont pu survivre et prospérer alors qu'ils sont entourés de pays à priori hostiles, extravagants ou paradoxaux dans leurs comportements.

A cet effet, j'aimerais vous indiquer deux voies à privilégier dans ce contexte de globalisation pour « ré-enchanter » le cheminement d'un projet maghrébin dans un monde à priori frappé par le cynisme d'une extrême financiarisation des échanges et par le diktat des marques et des standards dont la tentation ultime serait de gommer les identités locales. La première est de mettre la société civile au cœur des grandes mutations. Celle-ci doit s'approprier les bases de la transformation historique que vit le monde avec cette entrée dans la société de l'information et de la connaissance. Les Etats ne peuvent plus imposer une marche en avant, et encore moins des constructions régionales audacieuses, sans une adhésion forte de leurs populations, ceci est un préalable tant en termes d'éducation qu'en termes de confiance réciproque. La seconde est de s'appuyer sur la jeunesse qui est le véritable capital de la région, surtout face au déséquilibre démographique du Nord qui ne fabrique que des vieux et de la pression migratoire du Sud qui ne compte que des analphabètes. Ces deux voies me paraissent déterminantes pour tenir les grands enjeux défensifs et offensifs que je viens d'évoquer en introduction de cette table ronde. J'ai pour ma part la conviction que vous avez ici avec le Roi Mohammed VI une chance unique du fait de sa jeunesse, de son projet de société et surtout de son autorité politique et religieuse qui s'affranchit des contingences du temps. La permanence et l'audace sont dans ce domaine de véritables atouts de gouvernance, vous les avez plus que les autres pays du Maghreb, il ne reste plus qu'à préserver vos intérêts vitaux et à imaginer comment incarner un projet régional incontournable et fort.

La mondialisation, une opportunité pour le Maroc ?

Rachid BENMOKHTAR

Ancien Ministre, Président de l'Université Al Akhawayn, Maroc

Des réalités marquantes et déterminantes pour l'avenir existent aujourd'hui, parmi lesquelles la mondialisation, qu'il s'agisse de la mondialisation économique avec, évidemment, de nouveaux espaces d'innovation et de créativité, qui ne sont pas toujours dans les mêmes endroits, aux Etats-Unis ou en Europe. Il y a également l'information, qui est devenue quelque chose d'accessible, comme le savoir d'ailleurs. Il y a la mobilité qui est aussi un acquis. Ce sont des éléments positifs de la globalisation. Mais il y a aussi d'autres données importantes. Je parlerai du réchauffement climatique et de ses conséquences, la sécheresse, les acridiens, la mobilité, la problématique de l'eau, celle de l'énergie et, évidemment, les risques sur la santé qui accompagneront tout cela. Enfin, il y a la pression démographique avec les poussées migratoires.

Evidemment, ces réalités sont des défis et des contraintes pour des pays comme le Maroc. Elles sont surtout une véritable invitation au dépassement. Faut-il se lamenter : « ça va nous arriver, mais que faire ? » ou faire face : « oui, ça va arriver, mais on s'y prépare » ? C'est l'occasion ou jamais de se remettre en cause et, surtout, de se dépasser.

Sur ce plan, notre pays a engagé un certain nombre d'initiatives depuis quelque temps dont une qui me semble tout à fait intéressante, c'est le rapport du Cinquantenaire dont j'ai eu le plaisir et l'honneur d'être président de sa commission scientifique. Ce rapport a pu mettre à plat 50 années de développement du Maroc et de la politique marocaine dans tous les sens, avec honnêteté et sans complaisance. D'une certaine manière, nous pouvons tirer beaucoup de leçons de ce passé pour mieux nous positionner pour l'avenir. De l'autre côté, c'est une invitation aussi à notre jeunesse de mieux connaître ce qui s'est passé pendant cinquante ans, mais surtout de leur montrer aussi que l'on peut faire des erreurs, mais en même temps que lorsqu'en reconnaissant ses erreurs, on se prépare déjà à faire mieux et essayer de ne pas les répéter.

Ceci étant dit, quelles seraient ces opportunités pour le Maroc ? Sur le plan géographique, le Maroc a une position assez particulière : une tête de pont de l'Afrique vers l'Europe et, en même temps, un lien naturel au sud avec l'Afrique, à l'est avec le Maghreb et le Monde arabe, au nord avec l'Europe et en face avec l'Atlantique et les Etats-Unis. Sur le plan économique, un certain nombre de liens sont en construction. Nous avons un accord d'association avec l'Europe, un accord de libre-échange avec les USA et des accords de libre-échange avec la Tunisie, l'Egypte, la Jordanie et la Turquie. Nous avons, également des politiques particulières avec l'Afrique subsaharienne.

Cependant, la seule valeur qui compte, ce sont les ressources humaines. Autrement dit, prendre place dans la mondialisation, c'est avant tout mieux éduquer, mieux former. Or, le Maroc a une réserve de jeunes extrêmement importante, et il peut parfaitement, moyennant un certain nombre d'adaptations, mobiliser ces jeunes vers l'avenir.

Je vais vous donner quelques chiffres pour montrer les secteurs dans lesquels il y a des places à prendre, parce que tout simplement sont des secteurs en pleine expansion et dans lesquels des millions d'emplois vont être créés dans les vingt prochaines années. Par exemple :

- l'industrie électronique va passer de 1 à 2,3 trillions de dollars ;
- en ce qui concerne, les technologies débutantes, celles du nano, on s'attend à un marché de 2 600 milliards de dollars, et si on regarde uniquement la production intellectuelle, on parle d'un marché de 6 000 milliards de dollars.

Comment un pays comme le Maroc peut-il se projeter ? Je pense qu'il y a de bonnes raisons d'être optimiste. Tout d'abord, un certain nombre de choix qui ont été faits pour notre pays sont tout à fait intéressants. Je fais référence ici au Plan Emergence, au pacte entre le gouvernement et l'Association des professionnels de l'électronique et de l'informatique et également à tout ce qui est automobile et aéronautique. Il faut noter également le nouveau comportement des entreprises marocaines qui commencent à sortir du classicisme, voire de l'attentisme. Elles se positionnent de plus en plus sur de nouveaux marchés à l'international et incorporent les nouvelles technologies. Et la plus grande surprise, c'est l'extraordinaire réservoir de chercheurs que le Maroc possède dans les domaines de pointe, aussi bien dans les universités et centres de recherche que parmi la diaspora à l'étranger.

Un autre aspect est celui de la culture. Le Maroc est unique, à tel point que ses fils ont fini par oublier ce qu'ils étaient. Je crois qu'il est temps en effet de réécrire l'histoire du Maroc. Parce que cette histoire nous montrerait que c'est un pays qui a un héritage extraordinaire de croisement de civilisations, du Nord, du Sud, de l'Est et qui ont fini par créer une identité assez particulière que les Marocains aujourd'hui ont peut-être tendance à oublier en s'orientalisant, à mon point de vue, un peu plus qu'il ne le faudrait. Je citerai Levi-Provençal : « L'héritage spirituel andalous prendra sa place de valeurs, de traits d'union en quelque sorte providentiel entre l'Orient et l'Occident à l'heure du temps moderne. »

Je crois que nul autre pays que le Maroc ne peut jouer ce rôle d'héritier de cette civilisation andalouse. Non seulement pour dire qu'il peut le faire, mais parce qu'il va devenir absolument nécessaire compte tenu des risques dont on parle et justement des crises identitaires ; et ici c'est un potentiel encore mal exploité. Il y a une prise de conscience de cette spécificité culturelle marocaine qu'il est grand temps de faire pénétrer dans le cœur et la tête des Marocains.

Passons rapidement sur le problème de la sécurité, que je ne verrai pas uniquement sous l'angle du terrorisme et la déstabilisation, mais celui de la pauvreté. La pauvreté au Maroc et la pauvreté dans le sud du bassin méditerranéen et en Afrique sont des éléments sérieux de déstabilisation. En effet, énormément de risques sont liés à la pauvreté, non seulement les risques politiques, mais aussi les risques économiques, les risques de santé, etc. Le plus grave dans tout ça, c'est la situation de vulnérabilité : du jour au lendemain, des populations entières deviennent vulnérables et la moindre crise peut amener un danger ; c'est ce qui se passe d'ailleurs quand il y a des catastrophes naturelles. C'est face à cela qu'une modernisation et des changements drastiques dans les modes de gouvernance devraient être attendus.

Quelles pourraient être les conditions pour appuyer sur l'accélérateur du changement ? Tout d'abord pour le Maroc, il y a une normalité démocratique. Nous sommes en transition, cette transition a duré un certain temps, il est temps maintenant d'en arriver à une situation de démocratie dite normale et naturelle.

Ensuite, cinq nœuds peuvent s'avérer être des obstacles mais aussi des leviers : (i) le savoir et l'éducation ; (ii) la santé ; (iii) l'économie dans ses dimensions croissance et répartition sur les plans individuel et territorial ; (iv) la gouvernance ; et (v) l'inclusion des populations, en particulier les femmes et les jeunes. Ce sont des conditions sine qua non.

Alors, quels sont ces conditions pour accélérer le changement ? Il y a la technologie qui nous apporte des possibilités extraordinaires de changement, qu'il s'agisse de l'économie du savoir, de la démocratie ou encore de gouvernance. Je pense que ce sont d'excellents exemples présents aujourd'hui au Maroc, qui sont de très haut niveau, notamment en ce qui concerne la gestion locale avec les possibilités e-gov et le rapprochement du citoyen et toutes les conséquences positives sur les relations entre les élus et les citoyens.

Et puis, il y a cet élément très important sur lequel je travaille et qui consiste à « tirer par le haut tout en consolidant par le bas ». Tirer par le haut veut dire simplement se soumettre à fond dans tout ce qui est nouveau dans l'innovation ; là, le réseau que nous sommes en train de constituer, en ce moment, avec la diaspora ouvre des possibilités et des perspectives absolument extraordinaires, et les quelques efforts que nous avons fournis nous ont montré qu'il y avait un bon retour sur cet investissement. Nous pensons que nous allons beaucoup gagner dans les prochaines années et ça sera une bonne surprise pour le Maroc.

L'autre élément, c'est l'Initiative nationale pour le développement humain, qui va permettre de faire du développement marocain une spécificité dans la région, puisqu'on va s'attaquer à deux fléaux fondamentaux : la disparité territoriale, d'un côté, et les disparités entre les personnes, de l'autre, tout en cherchant, bien entendu, à développer la croissance. C'est avec ces deux éléments que nous arriverons à créer un juste équilibre nous permettant de développer encore plus nos bonnes relations avec nos voisins.

Regionalism, the euro-mediterranean alternative or a transatlantic agenda ?

Emil George HOWARD JOFFÉ

Professeur à Cambridge University, Grande Bretagne

Forecasting the future is always a risky business which becomes more risky as the time period increases, to such an extent that, as the uncertainties increase, prediction becomes so generalised as to be almost meaningless. It is for this reason that most forecasts are limited to a five-year time horizon. A twenty-five year time horizon, reaching up to 2030, thus compels the forecaster to limit himself to very général points and to allow that all the forecasts made contain a very high degree of uncertainty.

As far as Morocco is concerned, such uncertainties are complicated by the fact that both the internal and external dimensions of the future must be considered. It is a country undergoing rapid change within a hostile environment and the external choices it will have to make will depend on the capacity it will have to deal with them. As with all prediction, the only reliable guide is the past, a limitation that hampers the information base upon which predictions may be made and means that visions of the future often contain visions of the past projected forward, rather than innovative statements of what the future could be.

It is for this reason that such predictions are often made in terms of a series of alternative scenarios, on the basis of different sets of assumptions about the external environment. Usually these assumptions are based either upon an improving external environment, a neutral environment in which the defining factors do not change, or a worsening external environment. However, in the current case, the time horizon is so distant that even predicting alternative environments will have little meaning. Instead, certain key trends will be defined below in terms of the domestic environment in Morocco and these will be linked to possible external hegemonic arrangements before an assessment is made of the most likely outcome.

Morocco's domestic future

In twenty-to-twenty-five years time, Morocco will have undergone profound change in ways that are difficult to imagine today. However, certain key trends are likely to profoundly influence the way in which that future will be configured and they may well recall the past. Thus :

- Morocco's population will have significantly increased from its current level of 31 million to 36 million in 2020, 42.56 million in 2025 and 50.87 million in 2050. These are UNDP figures and Yves Courbage, the well-known French demographer suggests a figure of 38.17 million for 2025. Whatever the actual figure, this already implies tremendous pressure on the state continuing throughout the next twenty years to provide housing education and health, with concomitant growth rates having to run at 5-to-7 per cent, as proposed by the World Bank.

However, the problem will not be as in the past because Morocco's annual birth-rate, in common with those of the rest of the Maghrib, fell significantly in the early 1990s – between 1980 and 2000, for instance, it fell to 1.9 per cent, compared with over 2 per cent before – and the shape of the age pyramid will therefore change as the average of the population increases.

Thus the proportion of the population which is economically inactive because of its youth will decline as more and more people enter the workforce. This, in turn, will mean that the pressure on the economy to provide employment will increase and that may heighten issues of economic migration, should appropriate increases in employment prove difficult to achieve.

Morocco may also begin by then to experience a significant increase in the elderly population that will require support, with the prospect that, beyond 2030, the economically active population supporting an aging percentile relying on state provision will begin to proportionately decline – precisely the situation facing Europe today.

- By 2030, the local effects of climate change will be well-established. The général view is that the North African environment will become progressively drier as desertification accelerates northwards. However, the coastal plains depend for their rainfall on the conditions in the Atlantic and the Mediterranean and, should, the North Atlantic warm up more rapidly than the South Atlantic, rainfall in coastal regions may increase as the climate becomes more tropical. Of course, it is far too early to judge precisely what will occur and uncertainties about future climate trends are likely to persist for at least the next ten years, although increased desertification seems inevitable, with the population being increasingly confined to coastal settlement.

- There is no doubt, however, about the likely trends in urban drift. Rural populations up to 2005 grew at only 0.4 per cent per year while urban populations grew at 3.5 per cent per year, with 56 per cent of the Moroccan population being urbanised in 2000. Casablanca, for instance, grew at a rate of 2.1 per cent in the first decade of this century, to reach a population estimated at 2.98 million in 2007, which will expand to 3.89 million by 2020.

The combination of these social trends with climate change will marginalise agriculture as a major source of employment and will also force major changes in the nature of the agricultural process as capital replaces labour and techniques move away from subsistence-based activities. One certain change will be the end of non-traditional export agriculture because of its heavy demands on ever-scarcer water.

- Morocco is likely to face, over the next twenty-five years, growing problems over energy access. Indigenous sources of oil and gas are likely to remain restricted and to fall short of national demand. Although sufficient resources of hydrocarbon energy exist in oil shale deposits, the financial and environmental costs of producing the oil they contain may make them unviable as a reliable and acceptable energy resource.

This will mean that Morocco will continue to have to rely on imported energy in an increasingly competitive world, unless by then solar power has become a realistic energy source – which case the Sahara should provide an appropriate arena for photo-voltaic energy, as some pilot projects financed by the BMCE Bank Foundation should demonstrate.

The alternative will be access to gas from Africa and oil from the Gulf. However, the relationship with Algeria may still be problematic, thus endangering the trans-Maghrib pipeline, and supplies from the alternative proposed pipeline from Nigeria to Europe may not materialise. Similarly, although Morocco's relationship with Gulf states is excellent, there may be significant changes over the forecast period.

There is also the revival of the spectre of resource nationalism, in Latin America, Russia and North Africa, a development which could have serious and adverse implications for Morocco, particularly in terms of potential energy costs. Energy cost and supply is therefore one of the most sensitive areas in any forecast.

These concerns underline the fact that Morocco cannot contemplate its future solely in domestic terms but that it must also look to strength its external links and anticipate further integration into an increasingly globalised international society. There are other structural constraints as well; the Moroccan economy is probably too small in terms of market size to be able to achieve endogenous economic development, a problem that it shares with its North African neighbours and traditionally one powerful argument for regional economic integration. Nor is it likely to achieve the comparative advantage which will attract sufficient foreign investment (including domestic investment repatriated from abroad) to generate the employment opportunities it will need to satisfy its still-youthful population.

External integration

It must therefore seek some form of external integration both to allow for endogenous regional growth to avoid dependence on a single external market, such as Europe, and to absorb its surplus economically active population. The simple process of deregulation and integration into a global economy based on free trade is often cited as the obvious answer. In many respects, however, this is too simplistic a response as it stands for, although free trade usually acts as a powerful multiplier of economic activity, its micro-economic consequences can be extremely deleterious and market distortion, in the short-term can profoundly undermine its beneficial macro-economic outcomes. In short, it is the manner of the way in which this integration is achieved that is important, for globalisation has severe disadvantages, as well as advantages. It also needs to be borne in mind that globalisation, in itself, is nothing new; what is striking today is the rate at which it occurs, for this is accelerating, particularly in the field of financial flows, and no country can stand aside from that. Globalisation is also asymmetric in its effects, disadvantaging some and prioritising others, so that countries do need to understand the implications and make appropriate choices. And, finally, of course, globalisation is uneven in its effects such that, on occasion, countries do better in regional groupings than by seeking an individual destiny – a phenomenon we can characterise as “glocalisation”.

These considerations, of course, have long been a theme of Morocco's foreign policy, as attempts to build some kind of federation within North Africa have demonstrated. The political causes of the failure of, for example, the Union Maghreb Arabe may well be eventually resolved, thus enabling economic integration to proceed, alongside a process of political federation. Similarly, the ambitions of the Euro-Mediterranean Partnership might also be fulfilled, in conjunction with the new European Neighbourhood Policy. Then there are predominantly economic alternatives that have already been tried, such as the Agadir Programme or the long-promised Arab Common Market. However, the question of whether any of these initiatives really meets Morocco's objectives and requirements still needs to be asked. And, if they do not, then alternatives need to be considered.

There appear to be five ways in which Morocco could seek effective partnership in the wider world, four geopolitical alternatives and a fifth which seeks non-state-bound economic solutions.

- Thus, in geopolitical terms, Morocco could seek to reassert its African dimension, either limited to North Africa or comprising the rest of Africa as well – a sub-continental or continental perspective.

- Alternatively, a variant of the “glocalist” perspective that has already been tried, involving the Mediterranean and Europe, could be revived.
 - A third option would be to seek a trans-Atlantic alternative with the United States, as implied in Morocco’s adoption of the US-Middle East Partnership Initiative.
 - The final option would be to embrace economic links involving a degree of integration between free trade and shared markets with their implications of free movement of capital, goods and labour with one of the “new hegemons” in Asia or Latin America – China, India or Brazil.
- Quite apart from these geopolitical perspectives, there a series of non-state-bound alternatives that should be considered, although all of them are flawed in one respect of another.
- The first is a kind of trans-national economic regionalism that is already forming spontaneously elsewhere, including in Europe.
 - The second is genuinely borderless because it involves the exploitation of value-chains or virtual companies.
 - The third is a variant of the first because is seeks to exploit geographically displaced poles-of development.

These alternatives are discussed briefly below, always with the caveat that proposed solutions are profoundly speculative and that the risks of prediction increase as the time horizon expands. There is, however, another important caveat that must be entered as well; no account is taken here of political change, either at the national, regional or global levels. Indeed, it could be argued that, to ignore political outcomes is to vitiate the whole analysis as political choices and economic consequences are intimately interlinked. In fact, the evidence suggests that the relationship between the two is far more complex and that the one can be decoupled, partially at least, from the other – an approach which has been adopted here.

Sub-continental or continental options

As mentioned above, this is in essence a revival of past attempts at Maghribi regional integration, whether the proposals put forward in 1965 by the United Nations Economic Commission for Africa which resulted in the Maghreb Permanent Consultative Committee initiative, the wider implications of Algeria’s abortive 1984 initiative, the Treaty of Concord and Fraternity, or Morocco’s and Libya’s counter-response of the Arab-African Union, or finally the Union Maghreb Arabe in 1989. All these initiatives have failed or seem to have sunk into a moribund senescence for political reasons linked to the Western Sahara conflict and the ongoing struggle for hegemony in the region between Morocco and Algeria but the economic rationale behind them was shared and was essentially appropriate.

This rationale was based on the advantages of complementarity between regional economies, between the hydrocarbon economies of Algeria and Libya and the differentiated economies of Morocco and Tunisia. This, it was believed, could be used to create an integrated single market that would stimulate endogamous regional growth so that the economies involved would be able to open a virtuous circle of economic development which would also generate the employment needed to respond to regional demographic pressure. However, there are questions to be raised as to whether these advantages are able to challenge the often negative pressures of wider globalisation which, given the effects of World Trade Organisation membership, are bound to impinge directly on the economies concerned. Nor is it clear that regional political tensions can be resolved – even over the extended review period, for some of them have already endured for greater periods!

One alternative would be for North African states including Morocco to look towards Sahelian and sub-Saharan states in Africa as partners for regional integration. This would be to reverse the patterns of colonial dependence to those of the pre-colonial period and to exploit the advantages of relatively more advanced economies of North Africa compared with those further South. An initiative in this respect already exists in the CEN-SAD federation of North African and Sahelian states created by Libya during the 1990s, although Libya's North African partners regard it with suspicion. Yet this will challenge other regional organisations such as SADC and ECOWAS, and its economic advantages are not evident.

Glocalism

This alternative effectively reasserts the colonial paradigm for it involves the construction of privileged economic relationships across the Mediterranean, largely because of the preponderant role played by European states and the European Union in regional trade. This assumes, of course, that Europe will continue to be the dominant trade partner of South Mediterranean states. There is little reason to doubt this, even if the Euro-Mediterranean Partnership, now superseded by the European Neighbourhood Policy, has been singularly unsuccessful in realising its objectives. In addition, the trends in Europe which drove the policy are very likely to strengthen in the years to come; the European labour-force is declining and the age pyramid is aging, so that migrant labour will become ever more necessary if social services are to be maintained.

In the short-term, of course, increased migratory movements from the new Accession countries will camouflage the innate demographic constraints but the underlying logic of the European situation will soon reassert itself so that Europe will find itself increasingly dependent on migrant labour from the South, just as Southern states will become increasingly integrated on a hub-spoke basis into Europe. Provide the security spill-overs from the Middle East and North Africa can be avoided, integration, along the lines proposed in the Action Plans used as the mobilising instruments of the new European Neighbourhood Policy may well eventually remove the blocks on the free movement of labour that currently exist. Yet there are concerns that the United States or the new hegemons may push Europe aside.

A trans-Atlantic relationship?

In reality, however, the United States is likely to become less significant in both economic and security terms over the next two decades. This is in part a consequence of the mistakes of presidential administrations since the start of the new millennium but it also reflects the structural weakness of the American position globally as the new hegemons engage in a process of accelerated economic growth. Furthermore, a trans-Atlantic relationship will be difficult to sustain against the pressure and advantages of countries like Mexico and Canada which already enjoy free trade links with the United States. There are no obvious factors to stimulate competitiveness and complementarity which would be to the advantage of Washington as well as Morocco, nor will there be significant opportunities in terms of migration there. Nor could or would the United States be able to challenge the complexity and multiplicity of links that tie the Mediterranean together and thus make Europe into an inescapable partner for South Mediterranean states.

The new hegemons

By 2030 China is going to be a far more important player inside North Africa and will have become an important trade partner, not just in terms of supplying consumer and capital goods

to Morocco but also in terms of being a major client for phosphates and fish products. For the next fifteen years, Chinese external trade is going to be dominated by a search for resources to fuel its accelerated development. Thereafter, trade patterns will reflect a more normal type of relationship, particularly if its energy demands will have moderated, but until that happens, West Africa as a major oil supply area or Algeria may well receive more attention from China than will Morocco.

India is likely to follow a similar pattern as its economy begins to accelerate, although its cycle of development is likely to lag several years behind the Chinese experience. Their actual patterns of development and demand for external supplies of raw materials, furthermore, will depend on the actual evolutions of their domestic economies as their currently very low levels of energy efficiency improve under pressure from the West which is concerned about global warming. This evolution will also depend on the degree to which either or both economies avoid overheating and recession – and there are currently considerable concerns over the Chinese economy in this respect.

The question is to what extent can Morocco benefit from this Asian engagement in the regional economy. It seems likely that the benefits will be limited – Chinese and Indian investment at present tend to be directed towards economies from which each state can reap the major benefit. In such circumstances, the Middle East and sub-Saharan Africa, or even Libya and Algeria seem better placed to benefit from privileged bilateral relationships with either or, indeed, with the other two potential new hegemon, Brazil or Russia (unless it is contemplating major arms orders in the case of Russia).

Geo-political preferences and non-state alternatives

It seems to be clear from the discussion above that the “glocalist” alternative is probably the option that continues to be the most viable option for external engagement available to Morocco. Even though the disappointments of the Euro-Mediterranean Partnership have been considerable and the European Neighbourhood Policy offers little that is more encouraging, the underlying thesis of the former is correct whilst the possible engagement promised by the latter could prove to be a major advantage. Thus the logic of southern market integration – the key promise of the Barcelona Process – is irrefutable simply because it is the obvious path to endogamous growth whilst the offer of “everything but the institutions” to quote Romano Prodi would be extremely attractive, particularly if it eventually includes the free movement of people alongside the other two economic freedoms it promises.

In addition, there are other opportunities for engagement that lie outside the formal treaty arrangements of states or entities such as the European Union. These could be very important because they reflect non-market-based mechanisms of development that have long played an effective role in stimulating economic development. Two of them reflect the role of Millsian clusters in economic development and the third is a consequence of the increasingly delocalised nature of company organisation in the contemporary world. All of them can combine with the logic of the “glocalist” system in creating a genuinely new set of economic opportunities for growth.

Economic regionalism exploits the potentials of sub-national regional economies that often transverse established national boundaries. In other words, such economic regions are trans-national. A typical such cluster could comprise the Tangier-Tetouan-Ceuta-Algeseiras complex, all revolving around the Straits of Gibraltar and the bridge or tunnel that is eventually to be built there.

In short, the international border dividing them is overcome to create a multiplier effect from the proximity of these population centres that can exploit each other's surpluses for the sake of economic growth. A similar transnational zone could link Oujda with Tlemcen in Algeria and one, in effect already exists, although it is not trans-national in nature. This is the interplay between the Souss valley and the northern Western Sahara, where agriculture in the Souss has prospered on providing inputs into the Saharan regions.

Such economic regionalism is also becoming important in Europe, where Kent in Britain and the Pas de Calais in France are linked by the Channel Tunnel, and many other such regions are developing. Such developments, which depend, of course, on stable and cordial inter-state relations, form part of the complex web of informal linkages implicit in patterns of economic integration for which they can be a driver as much as a consequence. They do offer certain developmental dangers, however, for they tend to downplay the integration of such regions into the wider national economy and thus could stimulate the kind of dual sector economy that characterised Morocco during the colonial period.

Poles of development represent a similar kind of trans-national development that can stimulate economic growth. They reflect the much older picture of Mediterranean commerce in which Mediterranean port cities or the trans-Maghrib and trans-Saharan trade routes prioritised interactive urban development, often over very great distances. The triangular trade of the eighteenth century between Livorno, Tunis and Marseille is perhaps the best-known of these patterns in the Mediterranean. Similarly, links existed between Marrakesh, Fes, Tunis and Cairo, linked together by the annual pilgrim caravans to Mecca. Across the Sahara, the prosperity of Timbuctu, Sijilmassa and Marrakesh were also closely linked.

Such patterns are beginning to reassert themselves today, partly through the agency of migration. Tangier and Tetouan have links into many parts of Europe, including Britain and, of course, Paris, the Spanish Mediterranean coast and urban settlements in Morocco have long enjoyed important links. As Jean-Pierre Cassarino has shown in the case of Tunisia, such linkages involve the transfer of funds and expertise and can become routes for investment inflows as well as small and medium-sized enterprises begin to develop on the basis of remittances and transfer of expertise and technology. Despite the danger of recreating a dual sector economy in Morocco of the kind decried in the past or coastal enclave economies, such initiatives really do offer a mechanism through which economic development can occur.

Value chains and **virtual companies** were in vogue in the 1990s but now seem to have been overlooked in the struggle to attract foreign investment. Both possibilities depend on the development of genuine trans-national companies, of which there are very few for most trans-nationals still retain the bulk of their management activities domiciled in a specific jurisdiction – even if it is the State of Delaware! In general oil-and-gas trans-national companies come closest to the ideal but, even then are more concerned with repatriation of profits than with the transfer of technology – the underlying purpose of value chains. Once again, however, there is a danger in such developments of creating a class-based dual sector economy, rather than one – as in the two cases above – which is geographically based.

A second consideration here is the need to create in Morocco a knowledge and information-based society for, without this, the opportunities offered by value chains and virtual companies cannot be effectively realised. This, in turn, will require significant investment in education and computer-based proficiency along the lines proposed by the European Union's Lisbon Strategy. Were this to be achieved, Morocco could acquire a comparative advantage that would persuade international companies to begin to invest in technology transfer of a kind that has been seen

elsewhere, such as South-East Asia and Latin America. This, too, would stimulate foreign investment for such purposes.

Conclusion

The future for Morocco is, to say the least, challenging but many of the challenges have little to do with policy choices. If the arguments laid out above have a coherence and meaning, then it would appear to follow that its future must lie within a larger grouping. That grouping, as in the past, inevitably seems to be Europe particularly if European policy evolves in the ways that those who control it claim are the intentions of the European Union. Yet Morocco is not simply a victim of circumstance and has choices it can make to improve such outcomes, particularly by engaging imaginatively with its external environment and by being prepared to embrace the contemporary world. Even if the imperatives of the past continue into the future, they can be manipulated to ensure that the objectives of peace, prosperity and stability can be achieved.

El papel del estado en el desarrollo humano sustentable

Por una gran alianza energética entre Latinoamérica y el mundo mediterráneo

Manuel ROSALES

Gouverneur de l'Etat de Zulia, Venezuela

Para los países en vía de desarrollo, como es el caso de Marruecos, y como es el caso del nuestro, Venezuela, hay una importante reflexión que hacer, el modelo de desarrollo ha venido cambiando a lo largo de las últimas décadas, ya no se limita a un problema de simple crecimiento económico, incluso supera las perspectivas de los procesos de industrialización.

Estamos viviendo una época en la cual el desarrollo, el verdadero desarrollo, tiene como eje fundamental al ser humano concreto, sus libertades, sus oportunidades, su proyecto de vida. La perspectiva a partir de la cual hemos de asumir la política a futuro nos lleva entonces a la noción de Desarrollo Humano, potenciar la libertad de la gente, propiciar la creación de oportunidades para todos para crecer con autonomía. Este es el gran reto de la política hoy en día, tanto en Marruecos como en Venezuela.

La creación de oportunidades para todos, la justicia social, es un proceso complejo, que requiere de la constante creación de riqueza social, con inversión en ciencia, en tecnología, en educación, en salud. Invertir en las potencialidades y en las libertades de todos y cada uno: con equidad.

Es aquí donde enlazamos la vida cotidiana de la gente con la política mundial. A problemas globales se requieren respuestas igualmente globales, por eso la necesidad de cooperación internacional en torno al desarrollo es hoy una necesidad ineludible. Necesitamos crear grandes espacios de construcción común, de respuesta a retos y amenazas comunes, los retos del desarrollo, desde un verdadero Diálogo de civilizaciones.

El diálogo Norte-Sur, las iniciativas conjuntas de los países del Sur en escenarios multilaterales, parten de la evidencia de que, hoy mas que nunca, las oportunidades y las amenazas nos impactan mundialmente.

Uno de los retos más importantes que tenemos por delante, y que se encuentra en la médula de las problemáticas de desarrollo es el reto energético. Todo modelo de desarrollo de la civilización mundial pasa por su relación con las fuentes energéticas, por lo que es necesario recalcar que no hay desarrollo posible sin energía, ni era posible antes, ni lo es ahora, ni lo será mañana.

El reto de la energía es un reto mundial, civilizatorio, que nos obliga a ampliar los horizontes de nuestras acciones. Para entender los caminos que se nos abren necesitamos reflexionar sobre el panorama energético global, asumiendo, desde esa reflexión primera, un acercamiento a la inserción de América Latina y del mundo mediterráneo en el escenario mundial.

Los escenarios regionales: América Latina, el Magreb y el mundo mediterráneo

¿Con que escenario nos conseguimos en el Magreb? Hay datos que nos hablan de profundos cambios en las sociedades del Magreb, reducción de la fecundidad, síntoma de una sociedad que

camina hacia la modernidad; un desempleo alto, pero estabilizado; un crecimiento económico moderado pero sostenido; un aumento del comercio exterior como palanca de desarrollo; pero en un escenario en el cual los niveles de desigualdad continúan siendo importantes.

¿Cómo integramos esto con el escenario americano? En el continente, considerando sólo la América Latina, desde México hasta Argentina la relación entre la producción y las necesidades de la región es relativamente equilibrada. Con grandes consumidores como Brasil, que está muy cerca de alcanzar la autosuficiencia, con México como un tradicional productor y segundo exportador de la región y con Venezuela como el primer exportador del área con una producción que oscila entre 2.5 y 3 millones de barriles día.

Sin embargo esta responsabilidad con el desarrollo humano ha de ser mundial, como parte del Diálogo de Civilizaciones, implica la construcción de grandes plataformas de cooperación internacional Norte-Sur y Sur-Sur. No sólo han de fortalecerse los mecanismos e instrumentos de la cooperación internacional para el desarrollo, sino que deben construirse patrones de comercio internacional que propicien el crecimiento de los países en vías de desarrollo. Una economía en medio de un proceso diversificación no sólo necesita de trabajadores capacitados y de un flujo importante de inversiones, requiere también de facilidades para que los productos exportados por los países del Sur alcancen mercados en el norte.

El desarrollo humano que queremos construir juntos ha de ser también sustentable, es un compromiso con las generaciones futuras, la sustentabilidad ambiental es un tema particularmente sensible para países productores de petróleo, como lo es Venezuela, y se ha de colocar dicha sustentabilidad como un importante aspecto. El derecho de nuestros pueblos al desarrollo implica también el derecho al desarrollo de las generaciones futuras. Por otro lado, y esto se relaciona con el problema educativo, la inversión en Investigación y Desarrollo (I+D), en ciencia y tecnología, es una prioridad si queremos que nuestras sociedades progresen de manera sostenida y creciente.

No podemos encontrarnos en el Magreb sin hablar del problema del agua, el proceso de desertificación preocupa también el mundo mediterráneo, el Sahara avanza sobre la Península Ibérica y sobre las islas al occidente de África. Esto tiene serias implicaciones para el desarrollo de los pueblos de la región, para la lucha contra la pobreza y, finalmente, incluso para los problemas de seguridad regional. La inversión en servicios, para propiciar el acceso al agua para toda la sociedad, debe ser articulada con políticas de desarrollo ambiental sustentable para lograr amainar esta amenaza.

Para terminar, ratificamos la necesidad de fortalecer un Diálogo Mundial de Civilizaciones para atender, constructivamente, aquello que nos es común. El escenario de la mundialización es un marco de interdependencias, y necesitamos políticas de Desarrollo Humano que nos permitan construir mundo de paz, para todos.

Comment relancer la coopération Euromed ?

Christian DE BOISSIEU

Président du Conseil d'analyse économique, France

Dans beaucoup de nos pays, la mondialisation est vécue comme un défi plutôt que comme une opportunité, et cela est vrai des deux côtés de la Méditerranée et dans beaucoup d'autres pays ; mais peut-être cela n'est-il pas vrai en Chine ou aux Etats-Unis d'Amérique ! Il faudrait essayer de comprendre pourquoi il y a un divorce entre le discours économique sur la mondialisation, qui consiste à dire que les avantages l'emportent largement sur les inconvénients, et ce que ressentent les citoyens. J'ai deux ou trois débuts d'explication à cela.

Première explication : nous ne sommes pas bons, nous, les élites, pour expliquer ce qu'est la mondialisation et ce qu'il faut en attendre.

Deuxième explication : les coûts de la mondialisation sont pour le court terme, les avantages sont pour le moyen et le long termes. Or, nous vivons dans des sociétés qui ont une très forte préférence pour le présent et une très forte dépréciation du futur.

Troisième explication : on vit dans un monde où le système de gouvernance est très en retard sur l'intégration des économies. La mondialisation est une sorte d'avion sans pilote.

Nous avons donc un énorme travail à faire si on veut ancrer dans la tête des uns et des autres que, à moyen et long terme, la mondialisation sera plus bénéfique que coûteuse. Je pense aussi qu'il y a un vrai problème pour identifier les perdants et les gagnants de la mondialisation. C'est normal qu'il y ait des gagnants, au moins en termes relatifs et non pas toujours en valeur absolue. Le rôle des politiques publiques c'est éventuellement d'aborder les problèmes d'indemnisation des perdants. C'est donc tout le débat sur les transferts publics aux plans domestique et international pour rendre la mondialisation supportable à terme. Et cette question tourne autour du problème de l'identification et de l'indemnisation des gagnants et des perdants.

Quant à la croissance, les uns disent qu'elle est très importante, les autres disent qu'elle ne l'est pas tant que cela. Moi, je me range dans le camp de ceux qui considèrent que la croissance est la clé du social. On ne peut pas prétendre aborder les problèmes de redistribution et d'indemnisation des perdants liés à la mondialisation avec un taux de croissance faible. Avec un taux de croissance faible, les problèmes de répartition deviennent un jeu à somme nulle. Moi, je suis obsédé (peut-être parce que je viens de France, un pays à la croissance trop faible pour régler un certain nombre de problèmes) par la nécessité pour nous tous, des deux côtés de la Méditerranée, de relever la croissance potentielle et la croissance effective. La croissance potentielle, c'est bien sûr la démographie, et sur ce terrain-là, le Maroc est bien placé, même s'il va connaître le phénomène de vieillissement de sa population. Mais dans la croissance potentielle, il y a aussi les gains de productivité et l'investissement. Le problème n°1 des pays du Maghreb est de mettre les politiques publiques au service d'une politique d'accélération de l'investissement. Plus d'investissements, en particulier dans le domaine des technologies de

l'information, mais pas uniquement, et dans le domaine de la technologie, c'est nécessaire pour relever la croissance potentielle et avoir durablement 5 à 6 % de croissance et non pas une année à 6 % et la suivante à 1 ou 2 %. Je crains beaucoup pour les pays du Maghreb la volatilité des taux de croissance. Pour faire des politiques publiques, pour donner un horizon à moyen ou à long terme, à une société, à une opinion publique, il faut avoir une assez faible volatilité de la croissance. Et c'est la raison pour laquelle, en 2000, les chefs d'Etat européens avaient raison de soulever les thèmes de la recherche-développement, de l'innovation et de la formation. Tous ces sujets permettent à une économie de relever sa croissance potentielle et sa croissance effective. Quand je parle de l'investissement, je pense aux investissements, non seulement des grandes entreprises, mais aussi des petites et moyennes entreprises.

Qu'attendre de l'Euro-med ? J'ai dit il y a quelques mois à Madrid que le bilan de Barcelone II avait été décevant. Je regrette qu'on n'ait pas poursuivi le projet de banque régionale de financement de la Méditerranée. On a remplacé le financement MEDA par l'instrument unique de voisinage et de partenariat ! Mais l'Europe a quand même affirmé la volonté de mettre, sur la période 2007-2010, les deux tiers du financement au titre de cet instrument unique en faveur des pays du sud de la Méditerranée et le tiers uniquement aux pays de voisinage à l'Est. Ceci dit, je constate que mes amis, ici comme à Tunis et sans doute à Alger, ont quand même en tête le fait que ce que l'on donne à l'Est, on ne le donne pas au Sud et que cet arbitrage du côté européen va continuer à se poser. Pour l'instant il n'y a pas une clé de financement sur la période 2011-2013, et je pense qu'il faudra vraiment qu'on se batte, nous amis du Maghreb, pour que cette clé de répartition reste au moins égale au deux tiers (2/3) en faveur du Sud de la Méditerranée et qu'on n'augmente pas la part qui va à l'est de l'Est. Mais cette symétrie entre l'Est de l'Est et le Sud de la Méditerranée est quand même un peu artificielle, et elle me gêne dans cette problématique européenne.

Même si je suis assez critique sur Barcelone II, je remarque quand même que la FEMIP (Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de Partenariat) a connu depuis un an une évolution intéressante (deux milliards d'euros par an, ce n'est pas énorme, mais bien utilisé, cela permet de faire beaucoup de choses). Je pense que l'évolution de la FEMIP, qui consiste à aider à financer l'investissement privé et pas uniquement des infrastructures publiques, est intéressante. Je pense aussi que la volonté de la Banque européenne d'investissement, qui gère la FEMIP et d'autres instances, de venir se financer sur les marchés financiers nationaux du Maghreb, de venir émettre des emprunts à Casablanca, à Tunis et ailleurs, est une bonne idée parce qu'un marché financier émergent doit s'appuyer sur un marché obligataire relativement développé.

Qu'attendons-nous de l'UMA dans ce contexte ? On est en train de créer une banque maghrébine de commerce extérieur dont le siège sera à Tunis, on est en train de mettre en place un patronat maghrébin dont le premier président sera le président du patronat tunisien.

Ce sont des petites choses, et elles sont insuffisantes pour répondre à tous les défis qu'on a évoqués, au fait que l'UMA est un peu nulle part, pour les raisons à la fois historiques, géopolitiques et économiques. Le conseil que je donnerai à mes amis du Maghreb, ce serait un peu le même que je donnerai à l'Europe aujourd'hui. L'Europe est en panne, comment la relancer ? En revenant à l'esprit de l'ASECA de 1950. Je crois que dans le contexte européen d'aujourd'hui, qui est un contexte difficile après le double non français et irlandais, il faut trouver quelques projets concrets auxquels intéresser les citoyens européens, par exemple sur les thèmes de l'énergie et de l'environnement. Et je ferai la transposition vers l'UMA : je crois que l'UMA a des projets, je crois à une démarche qui part du bas ; et si les cinq pays de l'UMA ne sont pas en mesure, pour des raisons politiques, économiques ou autres, d'avancer sur des projets

concrets, il faut soutenir quelques pays parmi les cinq sur des sujets concrets tels que l'éducation, les infrastructures, l'intégration des systèmes bancaires et financiers, l'énergie, etc.

Et là, il y a une évolution très importante : lors des premiers chocs pétroliers dans les années 70, les pétrodollars n'arrivaient pas jusqu'au Maghreb. Ce qui est nouveau depuis trois ans, ce sont les investissements directs étrangers, qui sont une manière pour les pays producteurs de pétrole de venir jouer un rôle dans le tourisme, dans l'électronique, dans la banque, bref, dans le développement des pays du Maghreb. Je pense, au fond, que l'UMA avancera sans le dire, de la même manière que pour les réformes en France. De temps en temps, il ne faut pas utiliser les mots qui peuvent faire peur, et je pense qu'avec l'appui des IDE venant des pays du Golfe, il y aura, de fait, un peu plus d'intégration, un peu plus d'échanges entre les pays du Maghreb, et c'est comme cela, de manière concrète, avec une coopération renforcée entre certains pays, qu'on avance dans une démarche pragmatique. J'ai beau être Français, je suis pragmatique.

Le rôle du Maghreb dans la globalisation atlantique

Augusto MATEUS

Professeur au Higher Institute of Economy and Management, ancien Ministre de l'Economie, Portugal

(...) Pour résumer ma contribution, je vais me concentrer sur quelques aspects qui me semblent les plus pertinents.

Nous vivons un changement rapide dans l'incertitude et l'instabilité. Ce sont là les trois aspects les plus importants. Ça change très vite, et ça va être encore plus rapide; ça change avec une instabilité structurelle nouvelle, c'est-à-dire avec une nouvelle liaison entre ce qu'on appelle l'économie réelle et l'économie financière; et ça change avec une incertitude liée à l'économie de la connaissance. Il y a également des choses qui ont déjà changé. La croissance économique n'est plus exogène mais endogène, c'est-à-dire que les défis et les conflits ne sont plus axés sur les facteurs de production mais sur les enjeux de production. Ce qui est important pour la croissance, ce n'est plus les matières premières, mais les choses rares, non seulement les hommes et les femmes, mais leurs compétences et aussi la qualité des processus; c'est pour cela que les défis sont désormais d'ordre éthique et civilisationnel.

La politique économique n'est plus basée sur l'intervention mais sur la régulation et l'incitation. Elle est également basée sur quelque chose de fondamental qui touche la majorité de la population, à savoir la démocratie et la qualité de vie.

L'économie n'est plus basée sur le quantitatif, elle n'est plus dominée par le pôle de l'offre. L'économie actuelle (et celle du futur) est basée sur la dynamique du pôle de la demande et de celle de la valeur. La globalisation, qui parle essentiellement l'anglais, est actuellement caractérisée par une intégration en profondeur, rien ne reste en dehors de cette globalisation, c'est probablement l'aspect le plus positif.

Ainsi, la politique économique que nous devons maîtriser pour transformer la globalisation en opportunité ne doit pas être schizophrène, elle ne doit pas séparer l'inséparable, à savoir la compétitivité et la cohésion. La compétitivité est un principe d'efficacité et d'éthique, c'est faire mieux tous les jours. La cohésion est un principe d'équité et de justice, c'est un principe qui est au cœur de la démocratie. Il faut donc combiner les deux, on ne peut pas avoir l'un sans l'autre. Tous ceux qui prennent position entre compétitivité et cohésion n'auront pas raison, tôt ou tard. Ce qui est véritablement important, ce n'est pas les conditions hormis les processus et les résultats. La démocratie se fait avec les résultats et le mariage qui est fondamental entre compétitivité et cohésion se fait avec une priorité au processus. Les processus de compétitivité nous parlent de rythme et d'innovation, alors que les processus de cohésion nous parlent d'adaptation et de transformation de l'exclusion en inclusion.

Géographie mondiale à l'horizon 2030, quelques éléments pour comprendre les tendances actuelles

Si les tendances actuelles se maintiennent jusqu'en 2030, le Nord (Japon, Etats-Unis, Europe occidentale) ne représentera que 18 % des exportations mondiales contre 34 % au début du

siècle. La zone dynamique c'est-à-dire la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie et l'Europe centrale et orientale, représentera plus de 35 % des exportations mondiales. Les 5+5, qui ont maintenant 14 %, auront 12 % des exportations mondiales, avec une augmentation de la part du Maghreb qui passera du 1/5 actuellement à 1/3. Il s'agit là de projections tendanciennes.

Il faut noter que les tendances se poursuivent, mais avec des clivages très importants. Par exemple, si on voit les tendances de la globalisation, on constate une géométrie variable très provocatrice : l'Allemagne croît en biens et en services de 9 % et 15 % respectivement ; la France perd 13 % et 8 % dans ces parts de marché ; les Etats-Unis et le Japon perdent plus de 20 % ; la Chine gagne 90 % en biens et 50 % en services ; l'Inde gagne 40 % en biens et 120 % en services ; la Russie gagne plus en services qu'en biens ; le Brésil et l'Europe centrale et orientale gagnent en biens et très peu en services. Quelle est la cause de cette dynamique ?

Pour l'Europe centrale et orientale, c'est à cause des bas salaires conjugués à un haut niveau d'éducation. Les pays possédant cet avantage auront certainement une croissance élevée et soutenue dans les prochaines années.

La Chine a construit une dynamique économique très ample, une espèce de deuxième version de la théorie des avantages comparatifs (non pas entre agriculture et industrie, mais dans l'industrie). Cette dynamique de la Chine (considérée comme la grande fabrique du monde) crée beaucoup de problèmes pour les pays du Sud en quête de développement : l'industrialisation leur sera plus difficile avec l'émergence de la Chine.

L'Inde bénéficie du fait d'être la plus grande démocratie du monde, d'être anglophone et d'avoir une insertion assez dynamique dans ce qu'on appelle les technologies de l'information et de la communication, comme producteur et comme utilisateur, ce qui lui ouvre la voie à la croissance des services.

D'autres pays ont des modèles centrés sur l'abondance des ressources naturelles, comme le Brésil et la Russie.

En guise de conclusion, trois réflexions me semblent très importantes.

Première réflexion : il est clair que le Pacifique est le centre économique du monde, mais l'Atlantique n'est pas voué à rester perdant. On ne peut pas parler de la Méditerranée sans l'Atlantique, et on ne peut pas parler de liaison Europe-Afrique sans prendre en compte la liaison Méditerranée-Atlantique ; la Méditerranée est actuellement trop petite pour cette coopération.

Deuxième réflexion : je crois qu'on a une trappe fondamentale dans cette prospective et dans cette action sur le futur, c'est la trappe des agendas globaux. A mon avis, quoi qu'on puisse dire, l'évolution des sciences et des technologies est une réalité. Cependant, un pays, une région ou bloc régional, ne peuvent pas tout parier globalement, il faut être capable de choisir et de bâtir un futur, même si cela comporte des risques. Je donne un exemple : je suis né en 1950 à Lisbonne, une vieille ville d'Europe, une des plus grandes au 16^e siècle (les 2/3 des bateaux au 16^e siècle étaient portugais), mais le Portugal a perdu temporairement son indépendance au début du 17^e siècle, ce qui veut dire que, même en agissant stratégiquement et par la connaissance, on ne va pas nécessairement vers le succès.

Troisième réflexion : tout cela n'est pas totalement la création d'un futur, c'est un certain retour au passé. La Chine, l'Inde, la Russie sont des régions et pays séculairement très importants dans le monde. Ce ne sont pas véritablement des sociétés et économies émergentes. A nous de nous retourner, non pas vers le passé mais vers une version stratégique de l'avenir.

Finalement, je terminerai en disant qu'il y a plusieurs voies dans la globalisation et non une seule. On se globalise dans les chaînes de valeurs globalisées. On se globalise par les territoires qui sont différenciés. On se globalise par l'innovation et les sciences qui nous permettent de travailler avec les autres et pour les autres sans une coordination visible. Mais le plus important, et en référence aux mathématiques, c'est qu'il faut laisser l'addition et la multiplication et passer à l'intégration, c'est-à-dire au capital humain, au capital organisationnel et au capital politique. Si on construit du capital, on bâtit des capacités cumulatives qui nous ramènent liberté et capacité de co-développement; en bref, une capacité relationnelle qui nous permet de faire face à la globalisation. Il ne s'agit pas d'avoir une croissance axée sur l'interne ou sur l'externe, il faut bâtir des processus de croissance partant de forces propres, mais axées sur la globalisation. Un développement à partir du dedans, c'est le véritable défi et pour le relever il faut de la masse critique, de la sagesse pour bien choisir les paris, c'est pour cela que ce Forum est très important non seulement pour le Maroc et le Maghreb mais aussi pour l'Europe et le Portugal.

CINQUIÈME TABLE RONDE

Le codéveloppement comme option de l'économie politique : le rôle du Maroc et du Maghreb dans l'environnement méditerranéen

L'Union européenne a inclus les relations avec le Maghreb dans le cadre plus large de la Méditerranée. Les relations couvrent à la fois des sujets commerciaux et sécuritaires et de multiples formes de coopération technologique, institutionnelle ou culturelle. Actuellement, les résultats ne sont pas aussi satisfaisants qu'on le voudrait pour le succès du développement du Maroc et du Maghreb.

Le Plan Bleu de la Méditerranée (programme 2020) a mis en évidence la possibilité d'établir des relations plus denses entre pays méditerranéens autour de la notion de développement humain durable.

Le futur reste ouvert pour des formes nouvelles de co-développement Nord-Sud impliquant plus directement, en Méditerranée occidentale, les pays riverains de l'Europe et du Maghreb.

Une nouvelle stratégie mondiale pour les relations Nord-Sud

Emilio FONTELA

Doyen de la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de l'Université de Nebrija, Espagne

Les relations Nord-Sud ont connu, au cours de l'histoire, une transformation marquée par trois grandes phases : le colonialisme, l'éloignement et la confrontation et, enfin, le rapprochement par la globalisation.

Le colonialisme : le Nord a colonisé le Sud, période pendant laquelle le Sud était donc une province occupée par le Nord. Ce fut donc la première phase des relations Nord-Sud.

L'éloignement et la confrontation : au moment de la délocalisation, il y eut des mouvements de libération pratiquement dans tous les pays.

Le rapprochement par la globalisation : la naissance de l'UNCTAD a permis d'entamer le dialogue entre les anciens colonisés et les anciens colonisateurs entre le Nord et le Sud. La ligne qu'adoptèrent l'UNCTAD et la communauté occidentale était la ligne du commerce, c'est-à-dire que les intérêts économiques devaient contribuer à souder de nouveau le Nord et le Sud. La forme la plus récente de cette période fut celle des traités de libre-échange. Les Etats-Unis, conscients de cette rupture Nord-Sud, furent les premiers à évoquer l'idée de créer des blocs entre quelques pays du Sud (ex. le Mexique) et du Nord (ex. les USA et le Canada).

A partir de là, nous entrons dans une nouvelle philosophie qui stipule que le rapprochement Nord-Sud va se faire par la globalisation des marchés et essentiellement par le libre-échange conditionné à une certaine forme de régionalisation, ou totalement ouvert dans le contexte de l'organisation mondiale du commerce OMC. Le commerce était donc au centre, durant cette période, du rapprochement Nord-Sud.

Alors, le commerce a-t-il vraiment mis fin à la deuxième phase d'éloignement et de confrontation ? Ce n'est pas évident, car la confrontation est restée latente. Il est clair que le commerce apporte des avantages ; cependant, les gains du commerce n'arrivent pas à combler l'écart et la confrontation entre le Nord et le Sud. Ce fut une technique et une étape nécessaire dans le processus de réhabilitation des relations Nord-Sud, mais elle se révéla insuffisante. Nous devons alors entrer dans une nouvelle étape des relations Nord-Sud, que j'ai appelée « nouvelle géographie économique ».

La nouvelle géographie économique, c'est-à-dire une forme dans laquelle le territoire et la logique économique s'élèvent par-dessus le nationalisme ; le commerce reste une activité nationaliste. Le territoire n'est pas nécessairement nationaliste, le territoire, ici, est considéré sans frontière. D'où l'idée que la nouvelle géographie doit dicter le processus de rapprochement entre le Nord et le Sud. Il s'agit de trouver des formes géographiques qui unissent le Nord et le Sud dans des territoires particuliers. C'est ainsi que nous sommes dans une zone exemplaire (mieux que celle du Mexique et des Etats-Unis) qui réunit les meilleures conditions pour développer une géographie économique commune. L'ambition qui nous guide est que le Maghreb et l'Europe

soient le prototype des relations Nord-Sud dans le monde, le meilleur prototype. On ne peut pas construire une géographie commune sur des exemples qui n'existent pas ; comme celui du Mexique et les Etats-Unis qui ne présente pas encore une nouvelle géographie économique, dans la mesure où les deux pays restent séparés par un mur et par d'importantes différences (même si les relations commerciales sont satisfaisantes, le traité du libre commerce n'est pas suffisant).

Quant au Maghreb, nous avons vu et entendu dans ce forum que l'intégration des marchés est insuffisante, et il est clair aussi que les accords de libre-échange n'ont pas pu répondre aux attentes. Les limites de l'intégration par le marché uniquement sont devenues évidentes. C'est ainsi que de la Méditerranée-frontière il faudra passer à une zone de co-développement de la Méditerranée occidentale.

Dans le partenariat de voisinage que nous vivons aujourd'hui en Europe, on laisse avancer l'intégration Nord-Nord dans son double processus d'élargissement et d'approfondissement. C'est un processus qui progresse malgré les problèmes. On espère qu'il y aura une intégration Sud-Sud. On a entendu dans ce forum beaucoup des plaidoiries pour une intégration maghrébine, mais soyons réalistes, cette intégration est difficile et complexe, cela fait trente ans qu'on essaie mais sans résultats ; cela dit, elle reste une solution envisageable. Entre les deux processus d'intégration, il y a des frontières : la frontière de la sécurité, la frontière de la défense, la frontière des bateaux qui sillonnent la Méditerranée, bref la frontière de deux mondes. Cependant, entre ces deux mondes, il y a :

- du commerce ;
- des capitaux qui doivent aller du Nord vers le Sud ;
- des technologies qui doivent aller du Nord vers le Sud ;
- du travail qui doit aller du Sud vers le Nord ;
- et de l'énergie qui doit aller du Sud vers le Nord.

Voilà en résumé, les relations de partenariat et de voisinage telles que nous les voyons aujourd'hui, alors que le co-développement, c'est l'élimination de la frontière et son remplacement par un tampon de développement commun sur une zone d'activité commune autour de la Méditerranée. Pour ce faire, il faut développer des projets communs entre certains pays européens et certains pays maghrébins. Il s'agit notamment de projets dans le domaine de l'économie de la connaissance, la clé du futur, et dans celui du développement durable qui est le sens-même de l'avenir de toute la région. C'est ainsi qu'il faut faire de l'aménagement du territoire. Un jour, il faudra réaliser la liaison fixe de Gibraltar, un jour il faudra bien un réseau électrique parfaitement interconnecté, de grande dimension et reliant le Maghreb à l'Europe. Un jour, nous aurons besoin d'un réseau de transport reliant véritablement les différents opérateurs de la zone. En résumé, nous aurons besoin d'infrastructures pour supporter le développement. Le co-développement nécessite de grands projets, tel un immense projet d'aménagement de territoire qui reliera Tanger, Gibraltar, Algéiras, Tétouan, Tarifa, Sebta, etc. C'est là tout le sens de la nouvelle géographie économique.

La reconnexion des Nord et des Suds : l'émergence de la région méditerranéenne. La théorie des quartiers d'orange

Jean-Louis GUIGOU

Président du Centre d'analyse et de liaison des acteurs de la Méditerranée, France

Très rapidement, je voudrais exprimer trois idées : les faits, leur interprétation et leurs conséquences politiques.

Les faits...

La grande rupture des relations géographiques internationales se situe au moment de la chute du mur de Berlin. Il y a là ce que les théoriciens appelleront plus tard une rupture radicale. Avant la chute du mur de Berlin, toutes les relations internationales importantes étaient dans l'hémisphère tempéré Nord. L'OCDE, le monde communiste, mais aussi l'OTAN, le COMECON, toutes ces organisations internationales étaient dans l'hémisphère tempéré Nord. Les gens du Sud n'avaient droit qu'au mépris parce que les tensions étaient trop fortes et on était orgueilleux.

En 1989, il y a la chute du Mur de Berlin ; en 1990, l'Amérique connaît une réactivité extraordinaire ; en 1990-1991, Bush-père crée les bases de l'ALENA ; en 1991, les Sud-Américains répondent par le MERCOSUR. En schématisant l'état du monde à ce moment, on voit que le Canada s'appuie sur l'Amérique qui s'appuie sur le Mexique qui s'appuie sur le Brésil. Mais de l'autre côté, il y a le Japon qu'on pensait vieillissant, n'acceptant aucune émigration et ne voulant pas d'étrangers sur son territoire. Son observation ces dernières années montre au contraire que le Japon est en pleine expansion ! Il investit considérablement en Chine, et la Chine a signé des accords avec les "dragons". Vous avez dans cet espace des systèmes intégrés de relations économiques, industrielles et commerciales, et tout se passe à l'intérieur de ces fuseaux.

L'Europe a commencé en 1956 à faire son intégration avec uniquement des Européens, et elle s'est élargie à l'est, encore avec des Européens. L'Europe est passée de 6 à 9, puis à 12, puis à 15, elle a fait le plein de son quartier d'orange au Nord. En 2003, une prospective pour 2040 a été présentée à M. Prodi, qui stipulait : « Après la politique de voisinage, si l'Europe reste à 30, en 2040, elle perdra 90 millions d'habitants et passera de 22 % du PIB mondial à 12 %. » L'Europe devient une grande Suisse avec des vieux qui gèrent leurs retraites et des jeunes qui partent. Le seul scénario de sortie de crise suppose une alliance avec le Sud, non pas pour le dominer – nous sommes trop affaiblis, le temps n'est plus à la colonisation – mais pour tisser des relations gagnant-gagnant avec la Méditerranée.

La géographie a ses lois. Voici quelques chiffres : les Etats-Unis investissent 18 % de leurs IDE dans leur Sud (pour y gagner de l'argent, bien sûr, mais surtout pour endiguer l'immigration des Mexicains). Le Japon investit 25 % en Chine, en Thaïlande, en Corée et au Vietnam ; 90 % des échanges entre les établissements japonais se font à l'intérieur de ce quartier d'orange.

Mais la France et l'Europe n'investissent que 2 % à 3 % dans leur Sud. Quoi d'étonnant à ce que les Marocains, les Algériens et les Subsahariens montent en Europe ? Nous sommes responsables, nos destins sont donc liés. Les Espagnols, pour des raisons historiques et linguistiques, vont investir en Amérique du Sud ; mais, de plus en plus, les entreprises espagnoles pensent que c'est au Maroc, en Algérie ou en Tunisie qu'il faut investir. Aller investir au Venezuela et au Brésil c'est bien, mais si les populations du Sud crèvent de faim, si on ne leur donne pas les moyens du développement, alors elles vont émigrer, c'est évident. La géographie s'impose à nous, et les relations Nord-Sud ont changé depuis la chute du Mur de Berlin ; des partenariats Nord-Sud sont en train de se développer. C'est là un défi non seulement politique mais aussi culturel et civilisationnel.

Interprétation des faits...

Marx disait : la priorité c'est l'économie. Regardez comment les Européens ont fait leur union avec de l'économie. L'économie rapproche. La monnaie unique, c'est de l'économie, la politique agricole commune, c'est de l'économie, l'aménagement du territoire, c'est de l'économie. Quand les Européens parlent politique au sujet de l'Irak, ils sont divisés. L'économie, par contre, ça les rapproche.

Quels sont les éléments qui vont permettre aux relations Nord-Sud de s'intensifier ? Deux éléments constituent les bases de la théorie moderne du commerce international : la proximité et la complémentarité.

La proximité. Imaginez que demain le baril de pétrole ne soit plus à 50 ou 60 dollars, mais à 100 dollars ! Où irons-nous acheter nos oranges ? Au Sud ! Et nous irons les chercher le plus près possible pour faire des économies sur les coûts de transport : fini ces grands bateaux centenaires et ces avions qui fendent les airs !

La complémentarité. Complémentarité climatique mais aussi complémentarité des niveaux de développement du cycle des produits. Un exemple. Le président de la région Aquitaine me parlait d'un agriculteur de Cahors, près de Toulouse, qui produit des melons. Concurrencé par les Espagnols, il se dit : non je ne dépose pas le bilan ; si c'est l'Andalousie qui me concurrence, je vais y acheter 100 hectares. Il s'installe en Andalousie, tout en gardant son atelier à Cahors. En Andalousie, il est encore concurrencé... par la plaine du Souss au sud d'Agadir. Il se dit : qu'à cela ne tienne, je descends dans le Souss, et j'achète 100 hectares. Quand il est là-bas, ce sont les Israéliens qui l'embêtent. Qu'à cela ne tienne, il va en Egypte et achète 100 hectares. Désormais, il a quatre ateliers de production : un à Cahors, un en Andalousie, un dans le Souss et un en Egypte. Grâce à cela, il produit des melons toute l'année, et toutes ses unités de production sont en expansion. Les Marocains gagnent de l'argent, les Egyptiens gagnent de l'argent, les Français gagnent de l'argent. Et tout le monde gagne de l'argent, car il y a du melon de qualité toute l'année !

Pour valoriser ces deux éléments, nous devons aller vers des constitutions régionales. En juillet 2006, il y a eu l'échec de Doha, l'OMC n'arrive pas à organiser toute la planète, c'est trop grand et trop complexe. Les antagonismes sont trop flagrants, et puisque l'on ne peut pas organiser le commerce au niveau mondial, on l'organise au niveau régional.

C'est au sein de l'ensemble Canada-Amérique-Mexique, et c'est au sein de l'ensemble Europe-Euro-Méditerranée que demain on pourra faire une politique agricole commune et mettre au point des réglementations, et l'OMC ne s'y opposera pas.

Les conséquences politiques

Il faut faire du business et associer le Maghreb, c'est inévitable, c'est inscrit dans l'histoire de notre relation. Mais sur quel projet politique ? Nous nous sommes exprimés en octobre 2005 à la veille du 10^e anniversaire de Barcelone, nous avons lancé un appel pour une communauté méditerranéenne. Je pense qu'il faut imposer politiquement une communauté, dans le cadre d'une coopération renforcée. Il existe deux politiques renforcées en Europe : Schengen, avec 17 pays, et la monnaie unique, avec 15 pays. Il faut réunir les huit pays qui sont d'accord pour cette communauté méditerranéenne : le Portugal, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, Chypre, Malte et l'Allemagne et lancer un appel à nos amis du Sud pour la mettre sur pied. Les Etats réticents pourront la rejoindre et bénéficier des acquis communautaires. Bien sûr, cette communauté aura ses instances : conseil des ministres, budget, politiques communes, etc.

Les promesses du co-développement Pour une nouvelle économie du développement

Emile MALET

*Directeur de la revue Passages et de l'Adapes,
Délégué général du Forum mondial du développement durable, France*

Dans un premier temps, je donnerai quelques éléments fondamentaux du co-développement, puis je mettrai en perspective ce co-développement avec la mondialisation, enfin, je proposerai une espèce de plan Marshall de nouvelle économie du développement.

Les fondements économiques et sociaux du co-développement sont au nombre de trois :

- canaliser l'épargne des migrants vers l'investissement ;
- mobiliser la diaspora, toutes les diasporas sur le développement de leur pays d'origine ;
- trouver un nouveau paradigme de développement au sein du capitalisme, qu'on appelle le co-développement.

Ce co-développement se situe à la confluence des problématiques de migration, et ces migrations, aujourd'hui, ont une importance considérable parce qu'elles sont motrices des nouvelles mobilités. Donc, premier élément : les migrations ; deuxième élément : leur influence sur le co-développement.

Depuis 25 ans, on observe une accélération de la mobilité des biens, des flux financiers et des personnes. Ces mobilités sont extraordinaires, et elles étaient imprévues. Elles résultent pour une grande part de l'influence des médias (télévision, téléphone, Internet) qui, bien souvent, font croire que les pays du Sud sont moins préparés à recevoir des migrants que les pays du Nord, présentés comme un Eldorado. C'est la raison pour laquelle il faut réguler ces mobilités à travers de nouvelles propositions. On ne sait pas s'il faut un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, mais ce qui est certain, c'est qu'il faut aujourd'hui reconnaître un droit à la mobilité, qu'il soit Nord-Nord, Nord-Sud ou Sud-Sud.

Les migrations Sud-Nord posent un énorme problème quant aux élites. On assiste à une véritable désertion ! En Afrique, sur un 1,2 million de cadres de niveau supérieur, 600 000 travaillent dans les pays du Nord. Imaginez le potentiel humain qui s'expatrie ainsi du Sud vers le Nord ! Quelle peut être la réaction des pays du Sud ? Pour réagir contre cette fuite des cerveaux et faire revenir les cadres formés à l'étranger, le gouvernement chinois a mis en place une stratégie : il informe la diaspora de l'existence d'offres d'emplois à des niveaux de rémunération très élevés et propose aux expatriés des visites au pays de courte durée. Les administrations locales rivalisent pour attirer ces diplômés formés à l'étranger, comme à Shanghaï où cette politique s'est révélée la plus efficace.

Les migrations Nord-Nord sont elles aussi caractérisées par cette désertion de la main-d'œuvre qualifiée et cet exode des cerveaux : en France, par exemple, de nombreux cadres supérieurs s'expatrient en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Le co-développement propose aux migrants d'être des facteurs du développement de leur pays d'origine au travers de mécanismes migratoires, financiers et socioculturels. Ce mécanisme socio-économique n'est pas complètement désintéressé. Il est censé répondre à des urgences du moment en s'inscrivant dans une dynamique visant à recapitaliser et revitaliser les forces vives dans l'ensemble des pays en développement mais également dans ce qu'on appelle les PMA (pays moyennement avancés). Le co-développement est un nouveau mécanisme économique qui doit corriger les asymétries économiques de développement entre le Nord et le Sud, entre les pays Sud et entre les pays du Nord.

La population mondiale est de 6 milliards d'habitants, elle avoisinera les 9 milliards en 2050. Cet accroissement posera de nombreux problèmes, car 50 % de cette population se retrouvera en situation de précarité financière, de précarité éducative, de précarité sanitaire, à quoi s'ajoutent des infrastructures déficientes et une corruption forte. On a ainsi un double mouvement qui s'opère: d'un côté, des phénomènes d'enrichissement considérables et, de l'autre, des phénomènes de précarité. C'est ce qu'on appelle, pour simplifier, le modèle singapourien.

On a évoqué le colonialisme. Je crois que le co-développement peut achever la décolonisation. Historiquement, le 20^e siècle fut celui des nouvelles technologies de l'information et de la communication, il fut également celui de la décolonisation. Si la décolonisation a pu se faire sur le plan politique, elle ne s'est pas faite sur le plan culturel, ni sur le plan social, ni sur le plan économique. Et c'est la raison pour laquelle il faut proposer un modèle de développement économique qui viendrait à bout de cette colonisation économique.

L'objectif du co-développement est de montrer que les transferts de devises peuvent enclencher un mécanisme cumulatif favorable au décollage et à la croissance des pays en développement. C'est un multiplicateur qui rappelle ce qu'avait proposé Keynes à son époque. Très brièvement, cet instrument de politique économique a fait ses preuves: on se souvient du modèle de Roosevelt. C'est grâce à l'effet multiplicateur que les économies occidentales sont sorties de la crise de 1929 et ont pendant un certain temps recouvré leur santé. Il s'agissait d'un processus de relance par la demande initiée pour une injection déterminée dans l'économie. Grâce à un déficit budgétaire payant, l'accroissement de la demande a entraîné un renchérissement des produits nationaux bruts. La question est alors de savoir si on peut recourir à cet effet multiplicateur comme moyen de provoquer le décollage des pays pauvres qui sont souvent victimes, on le constate avec les négociations de l'OMC, de l'ouverture d'économies non protégées.

Là aussi, la réponse est simple. Si les transferts sont orientés vers l'espace rural, c'est-à-dire localement, en économie relativement fermée, et s'ils sont dirigés vers les investissements productifs tels que la construction de mini-centrales, d'hôpitaux, bref, vers des biens communs, des biens publics, il en résultera un effet d'entraînement élevé et la constitution progressive d'un capital productif*. Cependant, il faut stimuler les PME plutôt que les multinationales et ne pas investir dans des consommations ostentatoires, style voitures de luxe, 4x4, etc., mais plutôt dans l'université, la santé, les infrastructures. Pour que les résultats de cet effet multiplicateur soient possibles, il est naturellement indispensable que les transferts ne soient pas détournés par la corruption et soient sécurisés par le système bancaire.

A partir de cet élément, disons modeste, du co-développement, élargissons la donne à la mondialisation, et passons du co-développement au développement.

* Les exemples de la Banque mondiale ont montré qu'un « migra-dollar » dépensé au Mexique accroît le PNB de 2,69 dollars si les bénéficiaires des transferts sont des ménages urbains, et de 3,17 dollars si ce sont des ruraux.

Pour lutter contre la pauvreté et assurer le développement, il faut naturellement utiliser ces transferts de devises. Cependant, ils restent insuffisants, même s'ils sont substantiels (entre 100 et 200 milliards de dollars). Il faut donc leur ajouter de nouvelles ressources financières : taxes sur les exportations d'armes, taxes sur la production de pétrole, taxes sur les transports, etc. Évidemment, ce sont des micro-mesures, mais l'ensemble représente un flux financier considérable qui, s'il est injecté dans une économie avec cette logique de co-développement, pourrait créer une nouvelle dynamique et accroître le potentiel économique des pays moyennement avancés.

Le monde a devant lui un défi considérable avec les PVD ou les PMA, et l'Europe devrait tenter sa chance, si je peux dire, sur la Méditerranée à travers un nouveau Plan Marshall.

Il s'agit d'élargir le champ de l'analyse relative au co-développement en la généralisant au niveau de la planète. Sur le plan international, il serait souhaitable d'aller vers ce multiplicateur mondial. Il s'agirait, en quelque sorte, de promouvoir une croissance élevée dans les pays où la pauvreté est absolue ou relative. Pour cela, il faudrait que les pays riches à faible population (les Etats-Unis, les pays pétroliers du Golfe) transfèrent leur épargne vers les pays pauvres ou émergents dont la population est importante (Inde, Chine, Afrique, etc). Malheureusement, c'est l'inverse qui se produit : la Chine subventionne la surconsommation américaine. Néanmoins, cette mise en œuvre mondiale et concertée d'une politique post-keynésienne nécessiterait probablement une nouvelle gouvernance mondiale. Sous cet angle, l'avenir des pays riches serait l'enrichissement des PVD, des PMA, c'est-à-dire que le développement naturel de l'Europe ou des Etats-Unis serait de développer ces pays. Il s'agit là d'une réconciliation entre l'économie et la politique. Il faut revenir à l'économie politique, et le co-développement nous le permet.

Je terminerai par une question : pour que tout cela marche, la mondialisation, aujourd'hui, est-elle capable d'être intelligente ?

Le co-développement : une responsabilité politique collective

Nicolas PASCUAL DE LA PARTE

Cabinet du Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne

L'exposé est inspiré des leçons tirées des expériences de l'Union européenne lors des dernières décennies d'assistance et d'aide au développement. Si les gouvernements européens tiennent leurs promesses, le montant total de l'aide global d'ici à 2010 sera de l'ordre de 125 000 millions de dollars pour l'Afrique. Si nous devons verser tout cet argent pour le développement et le co-développement, le moment est venu de nous interroger : qu'est-ce que le développement, et comment pouvons-nous mieux optimiser notre investissement ?

Première leçon, tirée de cinquante ans d'expérience dans la coopération pour le développement. La première chose à souligner est que l'argent ne fait ni le développement ni la richesse ; si c'était le cas, l'Arabie saoudite ou l'Angola seraient des pays développés. L'assistance au développement par elle-même n'entraîne pas le développement. Y a-t-il un seul pays où l'assistance ait joué un rôle majeur dans le développement ? La croissance explosive de la Chine, par exemple, n'a rien à voir avec les 0,1% d'aide extérieure, et les aides dépassant de 50% leur PNB n'ont pas entraîné le développement du Mozambique ou de la Sierra Leone.

Deuxième leçon : le développement est un processus politique, l'expression « développement économique » est un concept faux ou du moins équivoque, car il met l'accent sur les résultats du développement et non pas sur les moyens d'y aboutir. Le développement implique de profonds bouleversements dans la société et dans la répartition du pouvoir. Les changements politiques entraîneront une perte de pouvoir pour les leaders tribaux, les pères de famille, les figures religieuses et les propriétaires fonciers, tandis que les entrepreneurs, les partis politiques, les managers et surtout les individus, eux, en gagneront. Organiser ce processus de transfert du pouvoir exige de la maîtrise politique. Trop vite et il y aura une réaction de la part de ceux qui accepteront, trop lentement et on perdra l'élan qui encourage la population à croire à l'avenir et à prendre des risques.

Troisième leçon : le développement est aussi politique dans sa dimension la plus profonde. Au cœur du développement se trouve l'Etat : la différence la plus profonde et la plus visible entre les pays développés et les pays en voie de développement, c'est la qualité de l'Etat. La plupart des programmes de développement se consacrent aux infrastructures, à l'éducation et à la santé. Mais pour que leurs bénéfices soient durables, ils devraient être mis en place par un Etat qui fonctionne bien, par un système fiscal moderne et progressif, géré par des fonctionnaires honnêtes. La machine qui produit cette bonne chose, c'est l'économie de marché soumise à la loi, à l'Etat de droit, à un système légal à qui l'on peut faire confiance, à des juges indépendants, à des forces de police non corrompues qui protègent les droits du citoyen. Derrière toute transaction ou affaire quotidienne des individus, on trouve toujours les cours de justice, la police et surtout l'Etat. C'est à partir de là que le commerce peut fleurir et que les individus peuvent investir.

Hernando de Soto, dans son livre *le Mystère du capital*, explique comment les habitants des bidonvilles sont prisonniers de leur misère parce qu'ils n'ont pas de droit de propriété sur leur maison ce qui les empêche d'engager des hypothèques ou entamer des affaires. La solution au mystère du capital, c'est la loi. C'est l'Etat et son système légal qui produisent le capital et permettent au système capitaliste de fonctionner. Une fois encore, il n'y a pas de développement sans un Etat de droit et sans un Etat qui l'applique, qui garantit les droits et libertés des individus et qui permet le bon fonctionnement de l'économie. Tout le monde connaît le proverbe : donne un poisson à un homme et tu le nourris un jour, apprend-lui à pêcher et tu le nourris pour la vie. Mais il faut en plus avoir le droit de pêcher, sans celui-ci, d'autres pêcheurs peuvent t'expulser du lac ou te rejoindre dans une surexploitation des ressources. Il faut une loi et une autorité pour l'appliquer, un système légal avec le monopole de la force exercée par un Etat équitable qui empêche les abus des riches et des élites.

Quatrième leçon : la tâche de l'Etat est de garantir l'accès aux services dans tous les secteurs y compris l'éducation, l'énergie et la santé. Quelques services, proprement gérés, peuvent théoriquement être rendus par le privé, mais les services publics incontournables que seul l'Etat peut garantir sont les règles qui rendent possibles les activités et tâches citées ; c'est-à-dire la confiance et la sécurité qui sont le préalable à toute activité sociale. Les insurgés de l'Irak savent très bien ce qu'il font quand ils attaquent les forces de police.

Cinquième leçon : sécurité, droit humain et développement sont par conséquent étroitement liés, ou, mieux encore, ils sont les termes d'une même équation : il n'y a pas de développement sans sécurité et il n'y a pas de sécurité sans développement.

Sixième leçon : une caractéristique qui rend possible le développement politique c'est qu'il est un processus collectif. La modernisation demande un sentiment de bien commun, bien que l'effet de la modernisation soit de libérer l'individu des liens de la famille, des religions et des tribus. Pourtant, elle le fait au moyen de la création d'une nouvelle société et d'une communauté plus large basées sur la loi. Tout au long du processus du développement, on exige de l'individu des sacrifices sur l'avantage privé en faveur du bien commun.

Par exemple, les entrepreneurs japonais du 19^e siècle auraient pu gagner de l'argent s'ils avaient investi à Wall Street plutôt qu'au Japon, mais ils ne rêvaient pas de le faire. Leur motivation principale était le sentiment national de surmonter l'humiliation infligée par les pays occidentaux. On pourrait dire la même chose de l'Allemagne de Bismark.

Cet aspect collectif du développement est une réalité aussi bien économique que politique. Comment être moderne individuellement ? On ne peut être moderne qu'au sein d'une société moderne. On voit ce qui se passe lorsque la volonté d'être moderne reste individuelle et non collective. A Chicago par exemple, il y a plus de docteurs éthiopiens qu'en Ethiopie. En Sierra Leone, un hôpital complet est géré par *Médecins sans frontières*, tandis que beaucoup d'excellents médecins de la Sierra Leone travaillent en Grande-Bretagne.

Développement et modernisation sont inséparables du nationalisme. Evidemment, le nationalisme peut être aussi bien une force positive que négative. Mais la faiblesse du sentiment national ou, pire, son absence totale pourraient être un des facteurs retardataires du développement de l'Afrique et du monde arabe. Evidemment, il est plus difficile de devenir nationaliste, non seulement parce que le nationalisme est démodé, mais aussi parce que les tentations de l'individualisme sont plus fortes que jamais.

Une société moderne européenne post-nationaliste accueille plus volontiers les médecins éthiopiens et les intellectuels asiatiques qu'il y a 100 ans.

Septième leçon : si la globalisation constitue une barrière au développement, ce n'est pas à cause du pouvoir des compagnies multinationales mais parce que les sociétés plus ouvertes offrent de meilleures alternatives aux gens qui, autrement, pourraient conduire la modernisation dans leur pays d'origine. Il est difficile pour les étrangers d'intervenir dans la vie politique d'autres communautés. La nature politique et collective dudit développement explique partiellement pourquoi l'assistance économique ne produit pas le développement. La politique, c'est la partie qui n'admet pas des traductions. Le leadership qui permet le changement social ne peut pas provenir de l'extérieur ; toutes les solutions politiques aux difficultés nationales doivent surgir de l'intérieur.

En conclusion

Les peuples se développent eux-mêmes ; on ne peut pas le faire de l'extérieur. Les mondes d'aujourd'hui sont en gouvernance et en appropriation du processus par les récepteurs de l'assistance. La croissance économique de l'Europe, tout au long des deux derniers siècles, était le reflet de la construction de l'Etat. L'élimination progressive de la pauvreté était le reflet de l'augmentation du pouvoir politique des classes marginalisées. L'Etat commença par l'établissement d'une autorité unique avec l'extension graduelle de la loi ; la santé et l'éducation suivirent.

Revenons à notre question initiale : qu'est-ce que le développement ? La réponse n'est pas très différente de celle donnée par Emmanuel Kant à la question : qu'est ce que l'illustration ? C'est la libération de l'homme des dépendances du temps passé, sauf que, dans le cas de l'illustration, il s'agissait d'une libération personnelle et intellectuelle, tandis que le développement, lui, doit être collectif et politique.

Beyond regional frameworks

Claire SPENCER

Chatham House, Grande-Bretagne

I would like to join previous speakers in thanking our host very much for giving us this particular privilege of commenting on Morocco's role in development, particularly looking ahead the year 2030. As you would see, I'm joining my colleague and compatriot George Joffé in speaking in English. And I think my reflexion on this is to what extent that this language shapes the floor. I'm extremely grateful to previous speakers, particularly to economists for focusing on co-development. As a political analyst, I'm perhaps more concerned or more interested, since I am not an economist, in the political conditions which will make some of this work and perhaps to follow George Joffé footsteps by talking about pragmatism. I've interpreted my task this morning as one of answering a kind of an exam question. The question here is: looking ahead 2030, where will Morocco be? And to speculate with a few reflexions and a few ideas and one or two suggestions of what will be the implications for Morocco ?

The first thing to say is to calculate how faraway this is? This is 22-23 years away. So, the first thing I did was to look back 22-23 years to see where we were. And the year was 1985-86 which was the year where the whole of Maghreb was facing major dept crisis following the heavy lending after the oil boom of the 1970s. Let's say of the last 22-23 years, things have improved considerably. In 1985-86, there was no sign of the Arab Maghreb Union. Now we have only heard some expressions of disappointment over what exactly that amounted to, but we should also remind ourselves, as other speakers have, that the European Union did not create itself over night. My own country (England) was excluded or as you may argue excluded itself from the beginnings of the European Union. We are now, 50 years later, celebrating the fact that there are 27 members of the EU. But in that context, move on to the second task which is what relationship would be there between the European Union, Morocco and the Maghreb in the next thirty years? I suggest we are, as I've already said, moving to a period of transition and Europe is examining the extend to which, at 27 members, it can really have an efficient and coherent foreign policy.

It's true we have the Barcelona process which celebrated its tenth anniversary last year but we should not forget that the creation of Barcelona, the Euro-Mediterranean partnership, was in many ways a reflexion of the support mechanism for a Middle East peace process which was then in its emphasis starting with the Madrid process and then the Oslo process of the early 1990s. And in many ways, Barcelona has been captive sadly to the failure of that peace process. We are now trying the international community and look like to restart the Middle East peace process through negotiations between Israel and Palestine. But in fact, in many ways, Barcelona was held hostage in its inspirations to create a zone of free trade which would have included Israel by the year 2010 by the faltering steps of peace in Middle East. So, that's where we are. I think we'll see increasingly the role of frameworks will be useful such as Barcelona, such as the association agreement, the European neighborhood policy which in many ways has counterplaces as

providing if you like the ground roles for integration as a kind of guarantee between both sides that there are rules of game, there are agreements, there are undertakings, there are plans of actions which have been signed up too.

Being themselves without incentives and without clear leadership, in my view, will be insufficient and indeed relying on the European Union's funding, as opposed to great involvement by the private sector, both local and international will itself not provide on its own sufficient motor for development. So, clearly for this great engagement to take place, we need to find a role for the private sector. We've heard this been described, but what are the incentives for this? There have to be some kind of poles of attraction in Morocco in particular and in Maghreb in general. I have few ideas to offer in terms of Maghreb integration other than those that have already been stated. The challenge facing Morocco can be summed up in the dilemma presented by the kind of investment currently taking place in Marrakech. There is schizophrenia looking from Europe into Morocco. On one hand, one is aware of a fact by significant urban rule divide. You know, we've heard already about the demographic challenges but the real challenge is basic education.

At the same time, the newspapers of Europe are full of travel supplements about going to Marrakech, about buying property in Marrakech and investing indeed in the infrastructure of Marrakech. This can be seen in many ways as a good thing. It's a motor for local economy. But at what price if you like the local identities, the local culture of the inhabitants of Marrakech and the Moroccans who are there? I think we certainly need to see a role for the State here and the sympathy from the outside for the retention of local customs, local ways of doing things. But I think the promising side of what the example of the investment in Marrakech is showing is the benefit of focusing on quality products, in other words far from going for a kind of investment in tourism that will attract the larger numbers of people which we describe in English as "bucket shop travel" at very low values. It's actually attracted high levels in the market, high levels of investment and it seems to me this is an area's specialization which includes the long traditional crafts and workmanship in Morocco. This could be built on for quality. Take a lesson, if you like, from Italian designers. Go for the upper end of the market because, as it has already been argued, with competition from Asia the offer of cheap and mobile labor is always going to be out priced, out the competition with Asian workers will out-perform those here. So, the key is to have an educated and skilled workforce here. And I concur with everything that have been said about increasing the mobility of workers so that they would perhaps move to Europe and acquire some of their skills to Europe but there is also a facility for them to come back and work and apply those skills in Morocco.

This has clearly implications for education. But what kind of education is needed here looking ahead to 2030? It's clear that we are moving beyond the situation where we have to tackle just basic illiteracy. You have to think clearly now about what kind of education you need to prepare the workforce for the future. And it's very much in a hand of the Moroccan state, the Moroccan authorities to decide what that looks like rather than being on receiving and if you like of the kind of offers being presented through European funding lines. My main line of agreement is to prioritize ways you want to be in 20-22 years time now, 2030 now. And I actually offer that plan rather than being receiving what is offered from Europe. I'm not a development economist, fortunately there are many of those here, there are two signs of the growing and dynamic economy: the return to their country of origin of expatriate workers particularly skilled and qualified middle class workers and also the investment, the private investment of those individuals particularly when they have worked in financial centers and have skills as well in their own economy. And I think the model here perhaps to look at is Turkey. When you see the

mobility of capital there, you see the sign of confidence that Turks investing in their own economy gives to other international investors. This clearly is a key area that has to be encouraged for the future.

I think there is also a responsibility looking ahead to the state to educate individuals for the assumption of individual responsibility. Well, you had many years of state-led development; individuals will only invest and have confidence in their own abilities if they are also aware of assuming their responsibility for the results. This means also having a plan ahead if you like new forms of specialization. Few years ago, when I was visiting Rabat, I made the observation when I saw the group of “chômeurs diplômés” protesting outside the Parliament. Why could there not be a program for encouraging those newly out of the university to use their skills to go to rural areas or to the private areas in Morocco or actually to engage in a kind of social, educational programs that many young Europeans do. This is quite a fashion now for young school leavers to spend a year or so before they go to university or even after university engaging in some kind of charge collectivity. It’s even seen as a particularly good way of enlarging their skills when it comes to the employment market. Now when I expressed this view, I was told that it’s socially unacceptable, this may well be and it would take a lot of organization. But again planning ahead, this may be something inconceivable now but in twenty years time having some form of socialization for social solidarity decreasing the gap between the rural areas and those who were urbanized, there will be a large urban population maybe one way forward.

Now the reason I am outlining the responsibility of the state to be proactive is it seems to me in a slightly pessimistic way that the European Union over the next few years is not only going to have its own internal difficulties at catalyzing and mobilizing for its own foreign policy. It’s also when we look at the large Middle East, very preoccupied which in English I called the tyranny of three “I”s which preoccupies much of my existence: Iran, Iraq and Israel-Palestine. What they are looking for in West Mediterranean and North Africa are some good new stories. They will be involved if there is something very positive to be involved in. But I think we would be fooling ourselves in the next thirty five years if we think Europeans will fulfill their duty to engage in codevelopment with North Africa unless the incentives are clearly there in place. And success as we see in the example of Marrakech breeds success. Where they are people enjoying the benefit of investment, others will come to. So, I suppose that is my message.

Le Maroc face aux potentialités économiques d'un statut avancé d'association avec l'Union européenne

Juan PRAT Y COLL

Ambassadeur en mission spéciale pour les questions méditerranéennes, Espagne

Pour commencer mon analyse et ne pas être, comme le disait hier Enrique Iglesias, « contemporain du passé », je voudrais tenter ici de ne mentionner que quelques-unes des caractéristiques qui, précisément, distinguent le présent du passé et voir comment nous pouvons faire face à un avenir qui, comme tant d'autres choses, n'est plus ce qu'il était. N'oublions pas qu'aujourd'hui nous sommes déjà entrés dans le XXI^e siècle, et que, quand nous parlons du XX^e siècle, nous parlons du passé.

Ce siècle était encore celui des déclarations d'indépendance, tandis que le monde dans lequel nous vivons actuellement se caractérise par une interdépendance croissante. D'ailleurs, si des déclarations devaient aujourd'hui être promulguées, ce serait des déclarations d'interdépendance. Nous devons en outre nous défaire de cette obsession de l'identité unique, cette « identité meurtrière » dont parlait Amin Maalouf, et reconnaître que tous nous avons des identités multiples. Moi, par exemple, en Catalogne, je suis « de Barcelone », mais quand je suis à Madrid, je suis « Catalan », et quand je suis à Paris, je suis « Espagnol ». Aux Etats-Unis, je suis « Européen », et quand je navigue sur la Méditerranée ou voyage dans cette région du monde, je me sens « Méditerranéen ».

Aujourd'hui, qui plus est, ce n'est pas tant la « souveraineté nationale » qui est à l'ordre du jour, mais plutôt les transferts de compétences souveraines, nécessaires dans le cadre d'une collaboration, voire d'une intégration, supranationale.

Aujourd'hui, ce n'est plus tant la stabilité qui est à l'ordre du jour, mais le changement ; non plus l'équilibre, mais l'asymétrie ; pas plus que la guerre froide et les frontières physiques, mais la paix chaude et les frontières mentales.

Aujourd'hui, on ne parle plus « d'aide » au développement, mais plutôt de « coopération », concept qui d'ailleurs est lui-même peu à peu abandonné au profit de celui de « co-développement ».

Aujourd'hui, la sécurité territoriale cède la place à la sécurité humaine, parce que la menace ne plane pas sur nos territoires, mais sur nos citoyens. C'est la raison pour laquelle nombreux sont ceux qui pensent que le monde est devenu dangereux, alors qu'en réalité, il est devenu nettement plus complexe. Voilà pourquoi la bonne méthode pour résoudre les affrontements, ce n'est plus l'usage de la force, mais le dialogue et la négociation. Pour reprendre l'expression de l'auteur américain Robert Kagan, il semble évident, contrairement à ce que pense celui-ci d'ailleurs, que Vénus est en train de prendre la place de Mars. Il est clair que nous sommes en train de passer de l'unilatéralisme au multilatéralisme efficace et à une réalité multipolaire, réalité à laquelle dernièrement l'on ne croyait plus.

Aujourd'hui, nous devons même faire un effort pour passer de l'ignorance (souvent fruit de l'excès de pouvoir) à la connaissance, de la simple tolérance au respect, et de la confrontation à la réconciliation, un terme qui est apparu ici à maintes reprises durant ces deux jours, terme que j'approuve et sur lequel je reviendrai plus tard.

Dans ce contexte global, le Processus de Barcelone, sur lequel je ne m'étendrai pas aujourd'hui, car ce n'est pas là l'objet de nos débats, représente l'un des meilleurs exemples de ce que l'on pourrait appeler une application actuelle des mécanismes de sécurité « soft », ces mécanismes étant ceux qui répondent au concept stratégique européen. Il s'agit non seulement de créer des mesures de confiance réciproque (*confidence building measures*), mais aussi des mesures de partenariat (*partnership building measures*), ce qui suppose une action bien plus profonde et proactive.

Certes, notre partenariat n'a pas atteint tous les objectifs que les plus optimistes espéraient (ce qui est dû en grande partie aux troubles qui affectent la région, bien plus qu'à de soi-disant erreurs de conception ou de mécanismes). Nous devons toutefois le poursuivre car, si ses implications sont nombreuses, il constitue, notamment, la seule enceinte de dialogue, de coopération et de travail en commun entre TOUS les pays de la région. Mais, en même temps, pour le renforcer et le faire avancer plus vite, il faut développer des schémas de coopération renforcée.

Parmi ces schémas, il y a celui de la Méditerranée occidentale, et j'ignore si nous allons pouvoir avancer ou non vers une rapide intégration du Maghreb, mais ce que je sais, c'est que l'intégration progressive Espagne-Maghreb, quant à elle, avance. Je sais également qu'aujourd'hui les pays européens de la Méditerranée occidentale partagent plus que jamais un même point de vue sur le Maghreb et qu'ils soutiennent fermement l'intégration et le progrès de cette région. Mais n'oublions pas que, sans démocratie politique, il n'y a pas d'intégration économique possible.

Pour en revenir à la Méditerranée dans son ensemble, rappelons qu'en 1989, la Commission européenne, à l'initiative d'Abel Matutes, alors Commissaire, avait présenté une Communication au Conseil, que celui-ci avait adoptée, déclarant que la sécurité et la stabilité de l'Europe étaient intimement liées à la stabilité et à la sécurité de la Méditerranée. Si, à l'époque, tout le monde n'en était pas intimement persuadé, après les événements du 11 septembre et la débâcle irakienne, plus personne ne doute désormais de l'importance fondamentale de cette région géostratégique, et c'est la raison pour laquelle presque tous les chefs d'État et de gouvernement européens ont assisté au Sommet célébrant le Xe anniversaire du Processus de Barcelone, qui s'est tenu dans cette même ville en novembre 2005. Cela ne fut pas le cas de la plupart de leurs homologues des pays du Sud et, même si je comprends les raisons des uns ou des autres, je déplore ces absences, car ils ont perdu là une occasion magnifique de faire entendre leurs voix autorisées dans un débat euro-méditerranéen ouvert, au plus haut niveau, qui aurait permis à notre partenariat d'avoir un plus grand retentissement.

Comme je le disais tout à l'heure, nous devons poursuivre le Processus de Barcelone. Celui-ci s'accompagne désormais d'une nouvelle politique de voisinage qui facilite la différenciation entre les divers pays en ce qui concerne leurs relations avec l'UE, sans détruire l'espace multilatéral qui a été créé.

Mais, en marge de tout cela, il faut – comme je l'indiquais précédemment – continuer à imaginer et à développer des schémas de coopération, régionaux, sous-régionaux, voire bilatéraux, dans le cadre d'une géométrie variable qui permettrait, sans détruire l'acquis positif dont nous disposons

déjà, de continuer à avancer au meilleur rythme possible. Comme l'a dit John Naisbitt dans son livre prémonitoire *The Global Paradox*, nous devons agir localement mais penser globalement.

Voilà pourquoi nous devons aujourd'hui applaudir le processus de régionalisation interne proposé par le Maroc, qui, d'après ce que j'ai compris, englobe la proposition d'accorder une large autonomie au Sahara, proposition qui, si elle venait à être acceptée par les parties, pourrait constituer, dans le contexte des Nations Unies, une voie de solution à un problème qui, sans aucun doute, fait obstacle à cette intégration du Maghreb que nous souhaitons tous.

En Espagne, « démocratie » et « régions autonomes » sont deux concepts qui sont allés de pair et qui ont contribué à résoudre des problèmes historiques tout en permettant l'éclosion d'une démocratie sans précédent (n'oublions pas que, bien souvent, État centralisé est synonyme d'État peu démocratique). Le processus dit de « réconciliation » que vit aujourd'hui le Maroc rappelle la transition que nous avons vécue en Espagne. Mais si la transition a supposé la réconciliation nationale en Espagne, en Europe c'est le processus d'intégration qui a permis cette réconciliation. Nous, les Espagnols, nous avons eu la chance de pouvoir prendre part, tout d'abord, à notre propre réconciliation, puis à la réconciliation européenne. Voilà pourquoi je comprends que le Maroc souhaite suivre maintenant un chemin semblable, et aspire à obtenir un statut avancé dans ses relations avec l'UE, en profitant du cadre offert par l'Association euro-méditerranéenne et la Nouvelle politique de voisinage.

Le Maroc, dans le cadre du nouveau Plan d'action négocié avec l'UE, s'engage à poursuivre le développement de ses mécanismes de bonne gouvernance et à gérer conjointement avec l'Union les mouvements migratoires qui nous concernent tous. Il obtient en outre la possibilité de signer des accords frontaliers très intéressants, puisqu'ils ouvrent, pour la première fois, l'accès, limité certes, aux fonds structurels de l'UE. Ce plan prévoit également pour le Maroc la possibilité de participer à des agences et programmes communautaires. Mais, parallèlement, la transposition de directives communautaires dans le droit marocain exigera un effort important.

Je crois que le Maroc est tout à fait prêt à avancer vers ces objectifs et à obtenir à terme un Accord de voisinage allant au-delà de l'Accord d'association qui existe actuellement. Il l'a démontré de plusieurs façons, que je synthétiserai ainsi :

- Il a été l'un des pionniers du Partenariat euro-méditerranéen, puisqu'il a été l'un des premiers pays à signer un accord d'association.
- Il est le pays qui a le plus avancé dans le démantèlement de ses droits de douane industriels vis-à-vis de l'UE.
- Il a déjà engagé les négociations pour la libéralisation du secteur agricole et des services.
- Il a publié il y a longtemps un code d'investissements novateur, qui lui a permis de devenir la destination privilégiée des investissements directs européens au cours des dernières années.
- Il a été l'un des premiers à signer un Plan d'action dans le cadre de la Politique de voisinage.
- Il a encouragé le libre-échange Sud-Sud, mais aussi le libre-échange avec les Etats-Unis.
- Il est le seul pays euro-méditerranéen disposant d'un accord de pêche avec l'UE permettant aux bateaux européens de pêcher dans ses eaux nationales.
- C'est à travers son territoire que passe le gazoduc reliant l'Algérie à l'Europe.
- Il dispose d'une interconnexion électrique avec l'Espagne.
- Il procède à la libéralisation de son secteur aérien dans le cadre d'accords « ciel ouvert » avec l'UE.

- Il participe au projet Galileo.
- Il progresse dans la construction de la liaison fixe avec l'Espagne à travers le détroit de Gibraltar, liaison qui permettra d'unir physiquement l'Europe et l'Afrique.
- Il participe à la mission Althea de l'EUFOR en Bosnie-Herzégovine.

Pour terminer, j'aimerais évoquer un sujet dont il a été également question durant ces deux jours : la création d'une Banque de la Méditerranée. Il est notoire que l'Espagne, à l'instar d'autres pays comme la France et l'Italie, défend la création d'une telle banque. Cependant, je crois que, sans pour autant abandonner cette idée, il faut être pragmatique afin que nos ambitions puissent être aussi réalistes.

Étant donné que la proposition défendue par l'Espagne de transformer la FEMIP en une filiale de la BEI n'a pas été retenue par le Conseil Européen de décembre dernier, nous croyons qu'il reste nécessaire de renforcer notre soutien financier aux économies de nos partenaires du Sud. Pour ce faire, nous sommes en train de promouvoir une nouvelle institution publique-privée qui aurait pour mission de compléter l'action magnifique, mais insuffisante, de la FEMIP et qui – si cette initiative prospère – pourrait devenir l'embryon d'une future banque.

Étant donné que dans une Europe à vingt-sept il est très difficile d'atteindre des consensus, surtout quand il s'agit d'argent, nous avons pensé que, dans l'esprit des coopérations renforcées et dans un contexte de géométries variables, voire de coopérations sous-régionales, un groupe de pays (pour l'instant l'Espagne, la France et l'Italie, qui pourraient, je l'espère, être rejointes par le Portugal) pourrait lancer une initiative pour le Maghreb, dans le but de couvrir certains aspects qui ne sont pas suffisamment couverts par la FEMIP en ce qui concerne le financement du secteur privé et, plus concrètement, des petites et moyennes entreprises. N'oublions pas que les petites et moyennes entreprises constituent un important facteur de changement économique, de stabilité sociale et de création d'emploi et que, quand elles sont créées de l'extérieur ou bénéficient d'une participation étrangère, elles sont aussi porteuses de savoir-faire, de technologie et de bon management.

L'institution que nous envisageons pourrait être une « agence méditerranéenne pour le développement d'entreprises », financée en partie par des fonds publics mais bénéficiant surtout de la participation d'entités privées et opérant selon des critères de marché.

Il existe aujourd'hui suffisamment de fonds d'investissements et d'initiatives privées, mais ceux-ci manquent, peut-être, d'un certain soutien pour pouvoir agir efficacement sur les marchés du Sud. Il s'agirait donc de conjuguer effort public et privé par le biais de cette agence, qui aurait pour objectif d'attirer plus de capitaux vers les trois principaux pays du Maghreb, de promouvoir les petites et moyennes entreprises et, en définitive, de mobiliser l'épargne : épargne interne, épargne des migrants et épargne européenne en général, mais aussi épargne en provenance de pays tiers.

La partie publique de l'agence aurait une mission de conseil et d'information et se chargerait de réaliser des études sectorielles spécifiques visant précisément à orienter les investissements dans les secteurs les plus intéressants. À l'occasion de nos conversations préparatoires, nous avons pu ainsi déjà repérer les secteurs de l'énergie (notamment dans le domaine des énergies renouvelables), du tourisme et de l'éducation. Quant à la partie privée de l'agence, elle aurait pour rôle de souscrire des parts de capital, d'accorder des crédits directs ou par l'intermédiaire de la banque locale, etc. Elle serait composée de fonds d'investissement (comme le Fonds méditerranéen, créé à Barcelone en novembre 2005, auquel participent des entités publiques espagnoles – nationales et régionales, des entités privées et même la FEMIP, à travers son fonds

fiduciaire), ainsi que d'institutions financières diverses, comme la Banque italienne pour le développement de la Méditerranée, qui devrait être créée par un groupe privé italien.

Pour conclure, je dirai qu'il existe indéniablement des perspectives d'avenir prometteuses et que les bonnes idées affluent, comme nous l'avons vu pendant ces deux jours. Mais nous avons besoin d'une plus grande volonté politique, et un élan plus important doit être donné au plus haut niveau, pour que le co-développement harmonieux de notre région occidentale de la Méditerranée devienne une réalité. Pour toutes ces raisons, je pense qu'il serait peut-être utile de convoquer prochainement un sommet réunissant les dix pays qui participent au Processus informel 5 + 5, lequel fait preuve de son utilité mais nécessite un retentissement et un impact politiques plus grands.

SIXIÈME TABLE RONDE

Synthèse et recommandations : quelle nouvelle géographie économique du Maghreb ?

La dimension spatiale joue un rôle grandissant dans la globalisation des investissements et aboutit à une plus grande concurrence entre projets de multiples territoires. C'est dans la nouvelle géographie que se manifeste aujourd'hui la capacité de pro-activité des Etats.

L'optimisation des infrastructures et des réseaux (d'énergie, de télécommunication, de transport ou d'eau) n'est pas comparable lorsque l'on se réfère à la dimension du territoire isolé du Maroc ou aux dimensions nouvelles d'un territoire maghrébin intégré ou d'un territoire de co-développement en Méditerranée occidentale. Dans la globalisation, le régionalisme apparaît comme une réponse à la contrainte des marchés sur les territoires nationaux.

Dans ce contexte futur qui pose clairement la nécessité d'un aménagement du territoire dépassant les frontières nationales, plusieurs questions restent à éclaircir à laquelle cette dernière table ronde essaie d'apporter des éléments de réponse.

Essai de synthèse *

Emilio FONTELA

*Doyen de la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales,
Université de Nebrija, Espagne*

De la globalisation à la glocalisation

La première chose dont on a parlé dans ce forum est la globalisation. De là, on a abouti à la *glocalisation*, concept lancé par le professeur Howard Joffé et qui résume bien la nature du problème : il y a globalisation d'accord, mais c'est dans des territoires spécifiques qu'il faut voir les conséquences de cette *glocalisation*.

Le Maroc est dans une phase de transition

Il a fait un bilan critique à l'occasion du cinquantenaire de son Indépendance, bilan dont M. Belmokhtar nous a présenté certains éléments. C'est important qu'un pays fasse l'autocritique de son développement et de son passé s'il veut construire son avenir. La construction du futur du développement humain part de ce constat et s'appuie sur des idées sorties de ce forum, telles que le rajeunissement de l'élite, la construction d'un Maroc pour les nouvelles générations. C'est la tâche entreprise par le Roi du Maroc. C'est un Maroc avec une démocratie participative, démocratie décentralisée avec des subsidiarités autonomiques, en référence aux autonomies telle que l'autonomie du Sahara. Donc c'est un pays qui pousse à fond l'idée de démocratie caractéristique des Etats modernes. C'est aussi une économie de marché qui se veut dynamique, qui accepte les avantages et les inconvénients de l'économie de marché et qui se sent prête, ou plutôt elle est prête (elle a signé des accords de libre-échange avec l'Union européenne et même avec les Etats-Unis) à offrir des traitements favorables aux investissements étrangers, à libéraliser de nouveaux secteurs tels que l'espace aérien, à accepter dans ces nouveaux espaces libéralisés les règles dures de la concurrence, à signer des accords, comme il vient de le faire récemment avec l'accord de pêche avec l'UE, à moderniser les infrastructures, comme avec le nouveau port de Tanger, etc.

En résumé, le forum a transmis le message que, dans le contexte de la globalisation, le Maroc est un acteur responsable. Un Maroc qui recherche la stabilité et la cohésion interne, qui gère le champ religieux et qui s'engage dans le développement humain.

Ceci dit, il ne s'agit pas de voir le Maroc d'aujourd'hui ou le Maroc en transformation comme l'objectif central de ce forum, mais plutôt de regarder le futur. Le scénario que nous avons choisi d'examiner est celui d'une ouverture maîtrisée sur le monde. Il y a d'autres scénarios, tel le repli. Mais contentons-nous d'examiner l'ouverture maîtrisée, une ouverture dont le processus est dicté par notre capacité d'action. C'est un modèle d'ouverture *glocalisé*.

* Cette synthèse a été faite « à chaud », à l'issue des cinq premières tables rondes.

Ce n'est pas facile, on l'a vu, car les contraintes sont importantes. Beaucoup d'orateurs ont dit que le poids démographique et économique du Maroc est insuffisant pour avoir une influence notoire sur les grands processus de la globalisation. Et nous savons tous que le Maroc a peu de ressources, peu d'énergie et que son processus d'accumulation du capital humain et du capital technologique est encore embryonnaire.

Ainsi, nous arrivons à voir les limites de la capacité endogène de la croissance. On ne les a pas vues ici, mais permettez-moi de me référer à d'autres travaux du HCP tels que « Agriculture 2030 », « Energie 2030 » ou « Tourisme 2030 ». On peut voir à travers ces travaux qu'il y a des limites aux capacités endogènes. Même si le Maroc voulait se refermer sur lui-même, il aurait vraiment de la peine à surmonter les contraintes du développement agricole, énergétique ou touristique.

D'où, conclusion fondamentale, la nécessité de s'intégrer dans un processus de régionalisation. Processus de régionalisation qui n'est pas contraire à la globalisation : régionalisation et globalisation vont de paire. Alors, au niveau de ce processus de régionalisation, les voies sont de trois ordres : la régionalisation avec le Maghreb tout seul, la régionalisation avec l'Union européenne, et la régionalisation avec l'Europe et le Maghreb dans un contexte de communauté méditerranéenne ou d'union méditerranéenne. Il reste que ces trois options ont un point commun : une voie africaine du développement.

Puis il y a une voie atlantique, plus difficile à explorer parce que plus récente. Mais comme le montre la présence dans ce forum de beaucoup de personnalités latino-américaines, cette voie atlantique existe, elle offre des possibilités de complémentarité et montre que le Maroc n'est pas seul dans l'Atlantique-sud. Ainsi, l'apport de la voie africaine et celui de la voie atlantique sont deux apports aux trois alternatives de la régionalisation. Les deux voies peuvent contribuer à la construction du Maghreb. L'ouverture atlantique est extrêmement importante pour l'Algérie, voire même pour la Libye. La voie africaine est extrêmement importante non seulement pour le Maghreb mais aussi pour l'Europe.

Les trois alternatives de la régionalisation

- La régionalisation avec le Maghreb seul. C'est l'alternative qui vient d'être évoquée dans les deux messages de la CEA et de la Banque mondiale*. Le Maghreb, c'est la logique (économique, historique, culturelle), c'est la rationalité et c'est une nécessité. Donc le Maghreb, c'est la pièce centrale. Toutefois, les choses ne sont pas faciles. L'intégration dans le Maghreb n'est pas simple. Elle nécessite des préalables. D'abord le préalable de la démocratie : on ne peut pas construire un processus d'intégration s'il n'y a pas un appui démocratique commun. Et il faut un effort pour trouver des solutions aux problèmes économiques et politiques comme celui du Sahara. Cependant, une nuance inquiétante a été apportée à cette option maghrébine par plusieurs orateurs. Ils estiment que, même si le Maghreb se faisait, il ne serait de toute manière qu'une goutte d'eau dans la globalisation et resterait dans la périphérie puisque le cœur du développement est dans le Pacifique.
- La régionalisation avec l'Union européenne. L'idée d'un statut avancé du Maroc dans l'Union européenne est au fond la porte ouverte à l'adhésion. Si un pays obtient un statut avancé dans une Union qui devra tôt ou tard négocier l'adhésion de la Turquie, on voit difficilement comment il ne pourra y avoir d'adhésion du Maroc.

* Voir annexe.

- La régionalisation avec l'Europe et le Maghreb. Il y a la possibilité d'une coopération renforcée entre quelques pays européens et quelques pays maghrébins. Tous si possible mais pas nécessairement tous. C'est ainsi qu'on a parlé de 5+5 et de 3+3. J'ai même vaguement entendu 2+1. C'est-à-dire il y a une possibilité de faire une coopération renforcée grâce au concept de co-développement sur des projets communs. Et là, les projets communs ne manquent pas. Ils ne manquent pas dans le domaine de l'énergie ; du nucléaire, du gazoduc, des réseaux électriques entre les deux rives, pipe-line d'Afrique centrale, etc. On a parlé de toutes sortes d'infrastructures énergétiques qui feraient du Maghreb une partie du système énergétique de l'Europe du Sud et même de l'Europe entière. Un pipe d'Afrique centrale rendrait peut-être le reste de l'Europe moins dépendant des fournitures ex-soviétiques. Un autre genre de projets communs serait la liaison fixe de Gibraltar et la valorisation en commun de l'aménagement de Gibraltar, Algeiras, Tanger, Tétouan et Sebra, c'est-à-dire la grande zone stratégique où l'on parle français, anglais, espagnol, arabe..., la partie la plus internationale, la plus intéressante de la Méditerranée.

En conclusion, on peut affirmer qu'il y a des idées et des projets, et, comme nous a dit M. de Boissieu, il y a de l'argent aussi, il y a de l'épargne du monde qui est prête à être investie dans des projets intéressants. Ce n'est pas le financement qui fait défaut. Il faut se mettre au travail.

Allocution

Abdelouahed RADI

Président de la Chambre des Représentants, Maroc

Pendant des siècles, voire des millénaires, les relations entre les peuples ont été marquées par les invasions, les occupations et les guerres. Notre région euro-méditerranéenne a connu beaucoup de ces guerres et de ces confrontations, peut-être plus que dans d'autres régions du monde, des guerres de territoire, des guerres religieuses, des guerres idéologiques, des guerres de toute sorte et cela jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale. Mais ce n'est, hélas, pas complètement fini, puisque finalement les affrontements continuent jusqu'à aujourd'hui. Nous avons le Moyen-orient avec le conflit israélo-palestinien, israélo-libanais, israélo-syrien, avec le problème de l'Irak, les guerres qui ont suivi l'éclatement de l'ancienne Yougoslavie, sans oublier Chypre, et il y a la menace sérieuse d'un conflit avec l'Iran.

Ce sont là les séquelles de l'Histoire et d'une décolonisation ratée. Mais heureusement, à côté de cette carte un peu sombre, il y a l'exemple européen. Celui-ci montre que la guerre n'est pas fatale. L'une des réalisations les plus extraordinaires de la seconde moitié du XX^e siècle a été la création de l'Union européenne. C'est ce qui pousse M. Paul Van Thinh à dire que l'Europe est le laboratoire des réconciliations. Et c'est là où je veux en venir : la réconciliation. Il ne faut pas aller trop vite en matière de réconciliation. La réconciliation ce n'est pas l'oubli. La réconciliation c'est le dépassement des conflits et des problèmes d'une manière réfléchie, raisonnée et mutuellement acceptée. Ce concept de réconciliation est fondamental car il est la clé préalable à la solution de beaucoup de problèmes dans notre région.

Le projet européen a réussi car il a atteint ses objectifs en instaurant la paix, la sécurité interne et la stabilité durable dans le continent européen. Il en a résulté une grande prospérité.

L'exemple européen est également important comme modèle, comme démarche, comme méthodologie et comme pédagogie. C'est un modèle dont peuvent s'inspirer les communautés maghrébines, arabes et africaines. La construction s'est faite sur un demi-siècle. Les Européens sont partis du marché du charbon et de l'acier en passant par la politique agricole commune, l'union douanière, la création de l'euro et, actuellement, la discussion sur la construction commune, malgré les difficultés momentanées. Je pense que le modèle européen est exportable, moyennant des adaptations et des aménagements nécessaires.

La réalisation de l'Europe est l'œuvre de ses élites. Ce sont elles qui ont fait l'Europe, et elles sont responsables et de la guerre et de la paix. Les élites du Maghreb, du Maroc, de l'Afrique, du Moyen-Orient ont donc un exemple à suivre. Comment les élites européennes ont-elles réussi à arrêter les guerres ? Eh bien, elles ont compris que cela ne sert à rien de s'entretuer.

On peut donc dire que pour la solution de nos problèmes, la réconciliation est un passage obligé. Pour construire le Maghreb, il faut réconcilier le Maroc et l'Algérie. Pour construire l'union du Monde arabe, il faut réconcilier les pays arabes, les régimes économiques, sociaux, politiques et

idéologiques. Il faut qu'ils acceptent la cohabitation et la coexistence. Pour la paix au Moyen-Orient, il faut réconcilier Israël et les Palestiniens, Israël et les autres pays arabes. L'union entre les Africains passe aussi par la réconciliation, à la fois interne – à l'intérieur d'un pays – et externe – entre les pays africains. La réconciliation est nécessaire. La réconciliation politique, culturelle, religieuse, civilisationnelle entre le Nord et le Sud est nécessaire. Elle est possible car la Méditerranée est le berceau de la civilisation gréco-romaine et judéo-chrétienne et aussi le berceau de la civilisation et de la culture arabo-musulmane et amazigho-andalouse.

Les deux civilisations ont beaucoup de choses en commun ; d'abord le lieu de naissance, qui est le croissant fertile, et ensuite le monothéisme. Ce qui a permis justement la coexistence pacifique entre les croyants des trois religions monothéistes, aussi bien chez les Abbassides de l'Orient que chez les Omeyyades de l'Andalousie, ce sont les efforts communs des musulmans, des chrétiens et des juifs qui ont permis la transmission de l'héritage grec à l'Europe de la Renaissance.

Une fois la réconciliation acquise, l'union peut se faire autour d'un certain nombre de valeurs en tenant compte des intérêts légitimes des uns et des autres. Quelles sont ces valeurs ? Elles sont universelles. Ce sont la démocratie, les droits de l'Homme, les libertés fondamentales, l'Etat de droit, l'égalité devant la loi, l'égalité des chances, la justice sociale, la bonne gouvernance. Ce sont là les valeurs autour desquelles tous les hommes et toutes les femmes peuvent se réunir et se mettre d'accord. Ce sont d'ailleurs les conditions de l'adhésion à l'Union européenne. Quels sont ces intérêts ? Ce sont les intérêts politiques, économiques, sociaux et culturels des peuples. C'est le droit à la sécurité, le droit à une vie digne et décente, le droit à la satisfaction des besoins des peuples.

Pour atteindre ces objectifs, les pays et les ensembles du Sud ont besoin d'aide, pas seulement d'une aide économique mais d'une aide politique. L'Europe a été aidée par le plan Marshall, soutenue et protégée par l'OTAN. Taïwan et la Corée du Sud ont été aidés par les Etats-Unis, bien sûr c'était le contexte de la guerre froide. Le Maghreb, certains pays arabes et africains ont besoin d'aide. C'est dans ce cadre que doit s'inscrire la coopération et le partenariat Nord-Sud. La communauté euro-méditerranéenne engloberait l'UE, au nord, et le triangle qui va de la Turquie au Maroc en passant par l'Egypte, au sud. Nous avons là les éléments de base pour construire la future citoyenneté euro-méditerranéenne, pour marquer les liens profonds qui unissent les peuples des deux Rives et scellent leur communauté de destin.

Le Maroc grâce à sa proximité géographique avec l'Europe et sa proximité intellectuelle et culturelle avec le monde arabo-musulman et l'Afrique, peut jouer le rôle de passerelle entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, d'une part, et entre l'ensemble euro-méditerranéen et l'Afrique subsaharienne, d'autre part. Le rêve européen a été l'œuvre des Européens pendant la seconde moitié du XX^e siècle. Le nouveau rêve commun aux Européens et aux gens du Sud est de créer la communauté euro-méditerranéenne. C'est le grand projet du XXI^e siècle pour les générations futures.

Allocution

Lahbib BEN YAHIA

Secrétaire général de l'Union du Maghreb Arabe

Le concept d'union maghrébine a été imposé par l'histoire. C'est un rêve que nous avons caressé ensemble depuis notre lutte commune pour l'indépendance et la souveraineté. Car pendant cette lutte, les leaders du Maghreb se sont concertés, se sont rencontrés et ont eu presque les mêmes souffrances. Le Comité permanent du Maghreb, qui a été créé dans les années soixante à Tunis, a fait beaucoup d'études. En 1989, à Marrakech, les chefs d'Etats maghrébins se sont concertés et ont créé l'UMA. C'est le nouveau départ d'un processus que j'ai personnellement accompagné et dont mes choix, maintenant, et mes responsabilités sont de le mener à une vision commune compte tenu de ce qui se passe dans notre région et dans notre aire commune euro-maghrébine et euro-méditerranéenne.

Le regain d'intérêt dans le monde envers le processus d'intégration maghrébine est un fait relativement nouveau, qui s'est matérialisé depuis 2006 par différents signaux positifs à l'égard des Maghrébins. D'abord, une étude de la Banque mondiale, qui a traité de plusieurs scénarios quant au processus d'intégration maghrébine, a démontré la nécessité stratégique pour le Maghreb de mettre de l'ordre dans sa maison, sur le plan économique, social et aussi au-delà des secteurs, de rechercher l'harmonisation entre les cinq pays du Maghreb. Le FMI se met aussi dans la partie dans le cadre de réunions organisées sous son égide avec les ministres des finances maghrébins, les gouverneurs des banques centrales maghrébines et lors de la réunion tenue à Rabat en décembre dernier, qui s'est soldée par une déclaration sur la nécessité de l'intégration financière et bancaire. La Banque africaine de développement a aussi manifesté un intérêt croissant à l'égard du Maghreb. Une étude est en cours pour nous aider à conceptualiser cette intégration au niveau des secteurs et au niveau de ce qu'on a appelé la communauté économique maghrébine. La CEA, nous l'avons vu, est en train de nous aider aussi à choisir les secteurs porteurs, fédérateurs pour essayer de guider nos pas. Le conseil des ministres des affaires étrangères maghrébins a chargé le secrétariat général de l'UMA d'examiner les expériences un peu partout dans le monde. Nous avons étudié les exemples de l'ASEAN, du MERCOSUR, du Conseil nordique dans les pays scandinaves et, bien sûr, le grand exemple de l'Union européenne. C'est à la recherche d'une méthodologie, d'une démarche réaliste pour donner un nouveau souffle à ce processus d'intégration régionale.

Je voudrais faire l'état des lieux de ce que fait le secrétariat général de l'UMA en concertation avec tous les pays-membres pour dynamiser ce processus.

D'abord, du point de vue du nombre de réunions : nous avons décompté en 2006 à peu près 114 réunions (ministérielles et d'experts) et des panels différents qui ont traité de problèmes d'intégration économique. Cette année, nous projetons une soixantaine de réunions.

– Réunion des ministres du commerce à Tunis en juin 2006.

- Un projet d'accord de libre-échange intra-maghrébin est en chantier et sera peut-être signé avant la fin de cette année.
- La banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur est en chantier. Elle démarrera peut-être avant la fin de cette année.
- L'union maghrébine des employeurs, c'est-à-dire des hommes d'affaires, qui a vu le jour le 17 février à Marrakech est aussi un autre canal mobilisateur des opérateurs économiques.

Je pense qu'avec les messages forts de la communauté internationale, à travers la Banque mondiale, le FMI et la BAD, c'est le soutien des grandes puissances et des grands financiers que nous avons. Cet intérêt croissant envoie un message fort aux Maghrébins : « Messieurs les Maghrébins, mettez de l'ordre dans votre maison et mettez-vous au travail pour résoudre un certain nombre de problèmes. » Les ministres des affaires étrangères maghrébines se sont penchés sur ces problèmes. Ils ont convenu que la démarche doit être réaliste, pragmatique et doit aussi donner de l'espoir aux nouvelles générations montantes, notamment à la jeunesse maghrébine. Au mois de juin prochain, nous allons réunir les ministres de la Jeunesse pour traiter de ses problèmes et de sa situation dans cet espace maghrébin, et une session spéciale du conseil des ministres des Affaires étrangères sera réservée à ce dossier.

Selon les préoccupations, nous avons essayé de monter un certain nombre de stratégies. La stratégie mise au point l'année dernière à l'occasion de l'année du Désert concerne la lutte contre la désertification, car près de 90 % du territoire maghrébin est en voie de désertification. Il y a aussi une stratégie de lutte contre les catastrophes naturelles, contre le criquet-pèlerin qui chaque année réapparaît, venant de l'Afrique subsaharienne et de la Mauritanie et qui touche tous les pays maghrébines.

L'opinion publique nous interpelle, et ne cesse de nous interpeller, pour concrétiser cet effort pour l'avenir des nouvelles générations. L'emploi pour les jeunes : plus de 800 000 emplois devront être créés chaque année dans l'espace maghrébin, que ce soit dans le cadre de plans nationaux ou dans le cadre d'un effort conjoint.

Voilà un certain nombre de défis. Vous avez parlé d'un Maghreb de projets, nous en avons. L'autoroute maghrébine est en voie d'être construite par tronçons nationaux. Une réhabilitation des lignes de chemins de fer Casablanca-Tunis est en cours entre les sociétés nationales des chemins de fer en attendant le grand projet TGV programmé au début des années 90. C'est un grand projet. Les Européens ont exprimé leur intérêt à être associés à son exécution. Ce sont là quelques projets fédérateurs et intégrateurs. Bien sûr, nous avons des commissions qui se penchent sur l'harmonisation des politiques d'éducation, des politiques de l'enseignement supérieur (reconnaissance des titres universitaires) et des politiques sociales (la situation de la femme maghrébine).

Voilà en quelques mots ce qui est fait, peut-être d'une façon pas très voyante, mais ce qui devra être voyant ce sont les résultats. Et les résultats ce n'est pas le fait d'un seul homme, d'un Benyahia, d'un Boularès ou d'un Amamou, les deux secrétaires généraux qui m'ont précédé à la tête de l'UMA ; c'est un effort collectif. Et j'espère que la conjoncture nous aidera. Si le message fort des institutions internationales est là, si ce forum nous a apporté une vision optimiste des retombées d'une intégration régionale pour les pays maghrébines, pour les Européens et pour l'espace euro-maghrébin, je crois qu'on est près d'un miracle. Et le miracle, il faut y croire.

Allocution

Son Excellence Mario SOARÈS

Ancien Président du Portugal, membre de la Commission des Affaires étrangères, des Droits de l'Homme, de la Défense et de la Sécurité communes du Parlement européen, Portugal

Le Portugal est relié au Mare nostrum par des liens historiques, géographiques, économiques et culturels, dont les racines remontent au temps des occupations romaine et arabe et qui se sont développées avec l'édification de la nation portugaise (1140), avec des hauts et des bas. Nos relations bilatérales avec le Maroc se sont consolidées au cours des trente dernières années, après la Révolution démocratique d'avril 1974 et la fin des guerres coloniales. Une fois terminé le cycle impérial, les relations se sont développées avec le Maroc et, dans une moindre mesure, avec les autres États du Maghreb. Aussi le thème proposé à notre réflexion commune dans ce forum est-il d'un grand intérêt, aussi bien pour les relations Portugal-Maroc et Portugal-Maghreb, que pour le partenariat Europe-Méditerranée.

Le texte introductif du Forum pose la question de savoir si l'entité Maghreb correspond à une réalité politique, économique et culturelle ou si elle est simplement virtuelle. Dans le même texte, on reconnaît que le processus de négociation menant à l'intégration du Maghreb est entré en panne. Or, l'éclaircissement de ce point si décisif – en rapport avec, essentiellement, les relations Maroc-Algérie et avec le problème du Sahara – est fondamental parce qu'il influence et peut même affecter la résolution de questions décisives pour notre réflexion prospective.

Les relations du Maghreb – et en particulier du Maroc – avec l'Union européenne est, également, décisif pour le futur. Cependant, l'Europe se trouve en ce moment dans une impasse politico institutionnelle, non seulement à cause des difficultés dues à l'intégration des dix nouveaux pays-membres – et de ceux qui sont à la porte, tels que la Turquie – mais aussi en raison du problème institutionnel européen. Gouverner une Union de 15 États souverains n'est pas la même chose que de le faire avec 27. Même si on sait que tous ont volontairement accepté de perdre d'importants aspects de leurs souverainetés respectives. L'impasse européenne a influencé négativement les relations de l'Union avec ses alliés et voisins, notamment avec le Maghreb.

C'est vrai que, malgré tout, les relations Union européenne-Maghreb – surtout avec le Maroc – se sont toujours développées de façon positive. Mais il faut reconnaître que, plus de dix ans après la Conférence de Barcelone (1995-2005), on n'a pas avancé autant que nous aurions voulu. Le processus n'est cependant pas freiné, loin de là. Il y a des projets qui sont en train de connaître une impulsion des deux côtés de la Méditerranée, notamment de la part de nos amis espagnols et marocains. Néanmoins, tout dépend en grande partie de l'Union européenne et de son évolution prochaine, de la volonté de faire avancer ou non le projet de construction européenne – qui est un projet politique de paix (et pas seulement un grand marché élargi) et de développement durable, aux dimensions sociales et environnementales. Espérons qu'à la fin de 2007 – avec les présidences allemande et portugaise – on y verra plus clair sur notre futur prochain, des deux côtés de la Méditerranée.

Comme nous le savons tous, la paix en Méditerranée a deux points critiques, l'un et l'autre localisés dans la Méditerranée orientale et dans la région du Moyen-Orient : l'éternel conflit israélo -palestinien, qui s'est aggravé de façon alarmante ces dernières années ; et les guerres en Afghanistan et en Irak, qui ont constitué une forme de représailles contre les attentats terroristes du 11 septembre 2001, fondées sur des analyses géostratégiques erronées. C'est à cause de cela que la sortie des troupes américaines hors d'Irak et celle de l'OTAN hors d'Afghanistan sont chaque fois plus incertaines.

La vérité, devenue évidente de nos jours, c'est que l'invasion de l'Irak fut une erreur colossale qui a bouleversé toute la région. Loin de la stabiliser, comme le Président Bush l'avait promis, elle a affaibli les positions et le prestige de l'Occident, sur tous les plans, et a créé et approfondi de nouveaux conflits au Pakistan, au Liban, en Syrie, en Arabie saoudite, en Iran et même en Egypte. Sans exclure, bien sûr, les pays occupés, l'Afghanistan et l'Irak. Les conflits et les rapports de force ont changé, en Israël mais aussi dans le Monde islamique, devenant plus complexes et difficiles à surmonter, soit aux plans politique et économique soit au plan religieux. Un vrai désastre !

Il faut noter que ce contexte est loin de devenir plus clair. Malheureusement, L'Union européenne est presque paralysée et sans direction définie. Et les États-Unis semblent être de plus en plus perdus dans le labyrinthe où ils sont eux-mêmes entrés. Il est clair que le terrorisme s'aggrave au lieu de se réduire. L'Irak est devenu un camp d'entraînement des terroristes de différentes nationalités et origines. Et l'Afghanistan semble suivre la même voie. Ce n'est pas en bombardant et en suscitant, en représailles, attentats suicides et autres, que la situation pourra s'améliorer. Bien au contraire. Il est indispensable de changer la politique et la stratégie globale de la lutte contre le terrorisme. Il faut surtout comprendre que le monde est en train de changer. Pas seulement au plan des rapports de force Occident versus le reste du monde, mais aussi à cause de l'énorme poids politique que les nouveaux pays émergents ont acquis. L'unilatéralisme est mort. Et partout on cherche la sécurité d'un nouvel ordre mondial dans le cadre des Nations Unies, évidemment. Mais avec de nouvelles et irrécusables préoccupations : la défense menacée de la Planète, qui peut être résolue seulement avec des politiques environnementales à l'échelle globale ; et le bien-être social des populations (justice sociale et lutte contre les inégalités), indispensables pour les sociétés de la connaissance, dans un monde globalisé par la vitesse incontrôlable de la circulation de l'information, malgré la domination des multinationales sur les grands media.

Je crois que la majorité des Américains commence à comprendre ces transformations. Le discrédit mondial de l'administration Bush – et l'autorité qu'elle a perdue en ne respectant pas les droits humains aussi bien que les règles plus fondamentales du droit international – oblige à une prise de conscience. La majorité démocratique américaine réclame des politiques novatrices et une nouvelle image des États-Unis dans le monde. Mais Bush a encore presque deux ans de mandat, qui seront bien difficiles. Tout dépend du nouveau Président et des nouvelles majorités au Congrès. C'est une incertitude qui plane sur le monde, indépendamment des dynamiques régionales, qui va avoir son effet sur l'Union européenne et les politiques qui concernent la Méditerranée et l'Atlantique.

Le Maroc est un pays méditerranéen, atlantique, arabe, maghrébin, ayant également des relations importantes avec l'Afrique subsaharienne. Il est au croisement de plusieurs chemins, terrestres, maritimes et aériens. La route du gaz, de l'Algérie à l'Europe, traverse ses territoires. C'est d'ailleurs tout cela qui constitue la richesse de sa position géographique.

Néanmoins, il y a deux points qui préoccupent les étrangers qui comme moi, sont des amis du Maroc : le fondamentalisme islamique, notamment dans ses manifestations les plus violentes, et l'impasse, qui s'avère très difficile à surmonter, dans les relations entre le Maroc et l'Algérie.

Il y a encore un autre facteur qui conditionne fortement les relations Maroc-Europe : le problème inquiétant de l'émigration croissante des populations du sud vers le nord de la Méditerranée. Il ne s'agit pas des Marocains qui émigrent, puisque qu'ils ont leurs propres réseaux – et sont de plus en plus intégrés – mais surtout des populations africaines qui utilisent le Maroc en tant que chemin de transit vers l'Europe.

L'émigration est un besoin pour l'Europe et ne doit pas être considérée comme un don pour ceux qui en bénéficient. C'est pourquoi elle doit être soumise à des règles et avoir des contreparties pour les populations qui travaillent en Europe, dont les droits et devoirs, en tant que citoyens, doivent être reconnus, sans discrimination.

Le côté atlantique du Maroc revêt également une importance énorme. La politique atlantique du Maroc intéresse particulièrement le Portugal, pays le plus occidental de l'Europe, tourné vers l'Atlantique. Nous avons d'ailleurs collaboré très étroitement, en 1998, année internationale des Océans, quand nous avons présenté aux Nations Unies le rapport « L'Océan, notre avenir », élaboré par la Commission mondiale indépendante sur les océans. L'Atlantique, du nord et du sud, est stratégiquement important en raison des rapports qui lient les trois continents : l'Europe, l'Afrique occidentale et les Amériques. Le Maroc a toujours compris l'importance de ses relations atlantiques, qui représentent une plus-value significative pour le Maghreb et qui respectent non seulement l'Amérique du Nord mais aussi l'Ibéro-Amérique ou l'Amérique latine, où se développent des nouvelles intégrations politico-économiques d'un grand intérêt.

Du point de vue du « Maroc, horizon 2030 », la globalisation – telle qu'elle existe – est incontournable et doit donc être naturellement considérée. Mais son évolution est, pour l'instant, inconnue. Car s'il est vrai que la globalisation a créé une immense concentration de richesses et a représenté un triomphe incontestable de l'économie de marché, dans sa version néo-libérale, elle a par contre généré des inégalités énormes, n'a pas résolu le problème de la pauvreté, a été nettement nocive au plan de la protection de l'environnement, a réduit le pouvoir des Etats nationaux, a suscité des économies parallèles en méprisant les règles étatiques les plus élémentaires. En outre, ces dernières années, elle a nourri la conscience diffuse de la nécessité d'imposer des limites et des règles éthiques et juridiques pour sa réglementation.

Il y a aujourd'hui une grande inquiétude (légitime) quant au chemin que prennent la globalisation économique et les institutions internationales, un peu obsolètes, qui la soutiennent, comme la Banque mondiale, le FMI et l'Organisation mondiale du commerce. La globalisation a donné lieu à des « brouillons » spéculatifs, dans plusieurs régions du monde, qui sont très difficiles ou même impossibles à contrôler. Ce qui représente une inconnue supplémentaire dans le cadre de notre exercice prospectif « Maroc 2030 ».

Je terminerai avec une note optimiste. Malgré toutes les variables – et quelques inconnues – la réflexion « Maroc 2030 » est salutaire et nécessaire. Car la première condition pour résoudre les problèmes est d'avoir la conscience parfaite des difficultés qu'ils comportent. Or, en temps de globalisation, il y en a plusieurs qui transcendent les cadres nationaux. Cependant, le simple fait de les examiner avec une véritable conscience critique facilite le chemin et nous aidera à les résoudre au moment opportun.

Allocution

Son Excellence Felipe GONZALÈS

Ancien Président du gouvernement espagnol

Hace una semana cumplí 65 años, es la edad de la jubilación, eso me da derecho a la impaciencia, incluso abusando de la amistad, a la impertinencia. Oigo hablar a Mario Soares de una aventura fantástica, de reencuentro entre Portugal y España y el desencuentro no era sólo de los dictadores, era de aquella idea de que de España ni bon bento ni bon casamento, que tiene algunos siglos más que la edad de las dictaduras y se ha transformado nuestra relaciones con Portugal en términos comerciales equivale, excluida la energía, a nuestras relaciones con América Latina en su conjunto. Pueden hacerse una idea de la intensificación de esa aproximación y oyendo al secretario general de UMA, al que conozco desde hace años, en su condición de ministro de exteriores y otras responsabilidades, pensaba la UMA se va hacer, si no lo hace esta generación, lo hará la siguiente, pero se va hacer, es inexorable, pero la parte impertinente era, estoy seguro de que la carretera, la autoruta llegará a oujda, y seguro que va a llegar a Argel, pero entre tanto podríamos pedir que se abra la frontera porque si no la carretera va a terminar en un sitio y va a empezar en otro y la frontera va a seguir cerrada.

Es difícil imaginar en el mundo que vivimos que haya una causa que mantenga cerrada la frontera de dos grandes países como Marruecos y Argelia, complementarios y que se necesitan y que participan de tantas cosas que tienen en común y esté abierta la frontera entre Corea del norte y Corea del sur, que parece que ha sido un conflicto más serio o las de Chipre tenga sus corredores, por tanto perdónenme que les diga esto, quizás fruto de la impaciencia, de la edad y de la amistad, se va hacer la UMA. Es inexorable que se va hacer, la integración subregional y regional de América latina. Es inexorable en la nueva realidad que ya está a nuestras espaldas, una realidad que pueden llamar civilización, globalización o sociedad del conocimiento. En esa realidad que no es el futuro, sino que ya está a nuestras espaldas, los conjuntos supranacionales, es decir, las regiones supranacionales van a ser cada día más una imperiosa necesidad, los va a haber también intranacionales. La descentralización de la que se habló que me parece justa, la descentralización a nivel interno y externo se va hacer, es el signo de los tiempos y a nivel interno hay que mantener lógicamente la preocupación de que los elementos de cohesión, sean compatibles con la descentralización, de tal forma que descentralizar no sea centrifugar, sea adaptarse a nuevas necesidades, a veces a la diversidad, pero va a ser el signo de los tiempos. Qué responsabilidad tendríamos los representantes políticos y yo ya lo soy en menor medida y viajo permanentemente, cuando cruzo el estrecho me cuesta una hora de viaje, si vengo de Madrid, media hora si cruzo en barco, cuando cruzo el otro gran estrecho, que es el atlántico, me cuesta al menos diez u once horas el viaje, pero lo hago igual, por tanto vivo en ese triángulo, que podríamos llamar Europa, norte de África y América latina, triángulo entre los tres continentes, las tres regiones me preocupan, al igual que me preocupa la decadencia europea, dulce decadencia, porque decaer con 28 mil dólares per cápita es relativamente más dulce que decaer con 4 mil dolares per capita. Pero en todo caso me preocupa, como me preocupa América latina

o me preocupa el Magreb, porque nuestra obligación, como responsables ante los ciudadanos que componen el espacio público sobre el que gobernamos, es dar respuesta a los nuevos desafíos, de la nueva realidad global con sus inconvenientes y ventajas. Sin duda hemos oído inconvenientes de la globalización, que los hay, hay nuevas amenazas, una nueva geografía económica- mundial, pero si a los coreanos del sur o a los vietnamitas, o a los chinos se les dice que este cambio de civilización, crea muchos inconvenientes, nos dirán no para nosotros, nosotros nos estamos aprovechando, nosotros nos estamos insertando en esa nueva realidad, aprovechando las ventajas, y con muchas contradicciones, y seguirá habiendo muchas contradicciones. Para los europeos, el renacimiento, quizás para la cultura mundial, el renacimiento es visto ahora como una etapa dorada, pero en el momento del cambio civilizatorio de la liquidación de la sociedad medieval, y de la aparición de un nuevo modelo social, la cantidad de sufrimiento y la cantidad de tiempo que se empleó fue enorme. Ahora lo vemos con perspectiva histórica, igual que la revolución industrial. No hay que olvidar las reacciones que se produjeron a ese otro cambio civilizatorio, que fue la revolución industrial, empezando por la iglesia católica, con esas máquinas diabólicas que se decían en el lenguaje de la época. Ahora estamos ante un nuevo cambio civilizatorio, en parte ya lo tenemos a las espaldas y hay que preguntarse en qué ha consistido. Hemos hablado mucho de la globalización, y yo no quiero ni exaltarla, tampoco satanizarla, no vaya a ser que cuando nos oigan dentro de un siglo y medio digan de qué cosas hablábamos. Es una nueva realidad, desde el punto de vista político, la caída del muro de Berlín, simbólicamente representa una nueva época sin una confrontación de bloques autoexcluyentes basado en sistemas ideológicos que sólo podían llegar a pactos de coexistencia pero no de cooperación y que se dividían el mundo falsamente en zonas de influencia; adscribiendo una u otra parte del mundo a uno u otro modelo, con exclusión de lo antagónico. Digo falsamente, porque hemos visto que desaparecido el muro de Berlín, aunque se mantenga el movimiento de los no alineados, uno tiene dificultad para identificar los no alineados respecto de quién, porque entonces se puede decir nosotros somos no alineados. Pero ahora que persiste un movimiento de no alineados, que nace frente a la política de bloques, ahora es más difícil redefinir. La realidad que estamos viviendo a nivel mundial, desde el punto de vista político es una realidad más o menos real que la realidad de la política de bloques. La buena noticia, aunque complicada, es que el mundo de hoy se parece más así mismo que el falso mundo de la adscripción a bloques ideológicos excluyentes. Por tanto, el mundo es más real y nos está pasando algo interesante: el código de interpretación de las relaciones políticas de fuerza, al que estamos acostumbrados los políticos del siglo XX, es el código de interpretación de la política de bloques, con sus zonas de rozamiento, con su equilibrio del terror, con no sé cuantas cosas más, y ahora el código de interpretación de esta nueva realidad. A mi juicio, la nueva realidad es más real que la anterior, si añadimos a ese cambio copernicano desde el punto de vista del orden político basado en la guerra fría, el impacto de una revolución tecnológica acelerada, que pone el punto focal al que no queremos mirar, en una variable estratégica de suma importancia que es el capital humano, por tanto que nos hace depender menos para el desarrollo de otras variables estratégicas, si comprendemos como se ha dicho aquí, que dinero es lo que sobra, hay un excedente mundial de ahorro y que el mercado, por llamarle de alguna forma, compite por el desarrollo de la variable estratégica más importante de la que disponemos, que es la variable del capital humano, de los hombres y de las mujeres. Mil veces me preguntan qué ha pasado en España, yo empecé a gobernar con 4 mil quinientos dólares en el año 82, debemos estar en los 26.000 o 27.000 per cápita, estamos mejor redistribuidos que antes, los ricos son más ricos y los pobres menos pobres. Las empresas se dimensionaron, de hecho hay más empresas españolas trabajando en Marruecos que francesas y ahora compiten en los mercados internacionales. Se ha redistribuido el ingreso, se ha liberalizado la economía. Hemos aprendido a competir más y mejor y ahora me preocupa como para toda

Europa, que el modelo se nos está agotando, me preocupa que Europa esté distraída respecto de las necesidades que tiene en la nueva economía global o mundial. Me preocupa que el debate sea sólo- y no se resuelve- constitucional, vale decir instrumental y no sea un debate de objetivos. Me preocupa que Alemania necesite importar ingenieros, que era la gran potencia de la ingeniería en la primera y segunda revolución industrial, pero en esta tercera revolución de la economía del conocimiento e informacional necesita importar ingenieros, no de Estados Unidos, sino ingenieros de la india, ingenieros hindúes. Habrá que preguntarse en qué se parece este mundo al mundo de los años 50 después de saber que Alemania necesita importar ingenieros. He oído decir ingenieros de software, ingenieros informáticos, he oído hablar nuevamente de centros periféricos. Si queremos responder a la necesidad de cómo se inserta Marruecos y el Magreb en la nueva realidad global, cómo se inserta esto que llamamos la zona euro mediterránea, que por cierto mal denominada porque sería una especie de alianza de Europa con el mar mediterráneo. Me imagino que también será norteafricana, como se ha descrito aquí, desde Turquía al Magreb. Si tenemos que responder a los grandes desafíos de cómo nos insertamos, aprovechando las ventajas y minimizando los riesgos, dentro de la nueva realidad global, tendremos una orientación para nuestras reformas constitucionales, para nuestras reformas económicas, clásicas en el sentido de las políticas de desarrollo de las infraestructuras, y modernas en el sentido del acceso, de los jóvenes a la sociedad del conocimiento, del cambio de la mentalidad de los mayores que seguimos pensando con una inteligencia analógica para comprender que los jóvenes están en la inteligencia digital. Y me preocupa que estemos distraídos en estas tres regiones en tanto que hay nuevos conjuntos económicos que están siendo exitosos en el mundo, es verdad que con una mala distribución de la renta en prácticamente todos los modelos, pero aún siendo con una mala distribución de la red, aún oyendo a veces decir que China sólo ha incorporado a cuatrocientos cincuenta millones de habitantes en su modelo de crecimiento y de inserción en la nueva realidad, -hace veinte años no tenía ninguno incorporado- cuatrocientos cincuenta millones de habitantes es el equivalente a la Europa de los 27 y cada año incorpora a cincuenta millones más, es decir, el equivalente a España y Portugal. Bueno, no van a mal ritmo con los chinos. China tiene muchos problemas que resolver, como los tiene Vietnam, o Corea o Singapur, pero su participación en el producto mundial, medida en PIB per cápita, o en PIB regional, es cada vez más relevante mientras que pierde relevancia la participación en el producto mundial de la región latinoamericana, de la región magrebí y de la región europea. Los grandes conjuntos van por otra parte. En lo que me gustaría insistir hoy es que nuestra obligación no es ni exaltar ni quejarnos de la nueva realidad; la nueva realidad está ahí frente a nosotros como un gran desafío y nuestra obligación y nuestra responsabilidad es darle una respuesta a los ciudadanos, sobre los que ejercemos nuestra responsabilidad de gobernar. La buena noticia es que se puede encontrar la respuesta, la mala noticia es que no hay tiempo que perder, que ya estamos retrasados, entonces yo no quiero hacer debates ideológicos, quiero hacer debates de ideas en acción, ni siquiera de ideas en abstracto, ideas en acción. Que una carretera integra más que veinte discursos, y desde luego integra más que veinte discursos descalificando al otro. Sé que una red de transportes de energía integra más que no sé cuantos discursos ideológicos y sé que cuando jugamos al fútbol y África nos va ganando ya a todos. Cuando jugamos al fútbol nadie se plantea si va a haber unas reglas de fútbol africanas, otras latinoamericanas, otras europeas, nadie se lo plantea. Jugamos al fútbol, con unas reglas, con distintas camisetas, con distintas técnicas de entrenamientos, pero las reglas son las mismas. Por lo tanto, para construir conjuntos supranacionales-regionales, hay que homologar las reglas. Para ser atractivos en la captación del ahorro, que hay excedente en el mundo, hay que homologar la reglas, todos tenemos que hacerlo porque alguien que quiere invertir en la nueva estructura empresarial del mundo, que no son las viejas multinacionales, que compraban mercados. No, porque ahora son estructuras productivas buscando diferencial de

costes en cualquier lugar del mundo. Quieren las mismas reglas para que el ahorro se proyecte hacia proyectos viables, hacia planes viables.

Les pido miles de disculpas. No era lo que debería hacer en esta tribuna, debería pegarme un poco más al terreno, yo creo que la variable estratégica del capital humano ayudó a España a salir de un atraso histórico, al que podríamos calificar de pobreza de solemnidad. Durante siglos no descubrimos ni petróleo, ni gas, ni nuevas materias primas que están en los mercados internacionales, nada. Los españoles descubrieron que ellos también lo podían hacer como los demás y se pusieron a hacerlo, esa sociedad española que ha sido exitosa en los últimos veinticinco años, ojalá no se duerma, no se distraiga porque ahora hace falta una nueva adaptación a los nuevos desafíos, pero como contrapunto les quiero decir: a mí que me preocupa enormemente el problema de la energía en todos sus aspectos, desarrollo nacional, integración regional, relevancia internacional, o si quieren guerra o paz y problemas medioambientales, que conozco pocas experiencias, las podría contar y me sobrarían dedos de la mano, de países que han descubierto esa gran variable estratégica, que es el petróleo en los últimos ochenta años y lo han transformado en desarrollo social y económico para esos países, me sobran dedos de la mano para poner los ejemplos. Y sin embargo, como antes les decía, el debate en países centrales y periféricos, comienza a perder trascendencia porque parece más próximo al centro Haití que Finlandia. Parece como si el centro siguiera siendo, y por el momento lo es, el poder de los Estados Unidos con los errores que denunciaba Mario Soares de intentar imponer un orden internacional de gendarmería unilateral que está provocando mucho más desorden y mas conflicto, pero Haití no es central, y Finlandia es periférico. Central o periférico es el país que es capaz de conectarse con el resto del mundo a través de la revolución tecnológica y ofrecer cosas que añadan valor a los demás, esos son países centrales, y periféricos son los que viven aislados, aunque sea al lado del gran centro. Esos son periféricos porque no tienen nada relevante que ofrecer, entonces, el Magreb se hará. Europa saldrá del ensimismamiento y algún día a lo mejor revisan el diagnóstico de la agenda de Lisboa y aciertan a recuperar su carácter de gran potencia económico-tecnológica, capaz de insertarse en la globalización. Por el momento no está avanzado ese proceso, de momento se va abriendo un “gap” mayor con Estados Unidos y viene apretando China como para todo, entre tanto, esa tarea se hace de integración regional, entre tanto se abre la frontera, se hacen las carreteras, los corredores energéticos. He citado voluntariamente a Finlandia. Finlandia forma parte de la UE, Finlandia perdió la mitad de su Producto Bruto, la mitad de su riqueza con la caída de la Unión Soviética. Finlandia ahora tiene a más de cuarenta mil finlandeses en Pekín y no están vendiendo caramelos, están vendiendo alta tecnología y produciéndola. Por tanto, mientras que la UE se entera, Finlandia ya se enteró, y está haciendo su tarea. Lo que puedo desear para Marruecos es que en tanto se construya lo que se tiene que construir en este país, cruce de civilizaciones, de tantas cosas geopolíticas, geoestratégicas de África con Europa, del Atlántico con el Mediterráneo, de tanta importancia frente a las nuevas amenazas como frente a las nuevas oportunidades, que Marruecos haga su tarea de prepararse económicamente e institucionalmente para su inserción en esa nueva realidad global.

Allocution

Buarque CRISTOVAM

Sénateur, Président de la Commission de l'Éducation du Sénat, Brésil.

Durant ces deux journées, plus de 32 exposés nous ont posé des questions et des problématiques et nous ont proposé des alternatives. Une de ces questions est la suivante : pourquoi la Méditerranée fait-elle la différence entre les pays du Nord et les pays du Sud, comme le Rio Grande fait la différence entre les USA et le Mexique ? Tout d'abord, je crois que ce qui fait la différence, ce ne sont pas les voitures, les maisons ou les revenus, mais c'est le savoir. Si on regarde l'Histoire, on constate qu'à l'époque des Pharaons le Sud était plus riche que le Nord, il possédait une grande civilisation, avec un savoir très important. Au temps des Grecs et des Romains, c'était à peu près la même chose, il n'y avait pas de différence entre un côté ou l'autre, entre Carthage, Athènes ou Rome. Que s'est-il passé pour que surgisse cette différence après la Renaissance ? Il y a quelques années, c'était les ressources naturelles qui faisaient la différence. Aujourd'hui, c'est différent : ce sont la connaissance, l'éducation, la science, la technologie... qui font la différence entre régions et entre Etats. C'est pour cela que je propose pour le Maroc une seule clé, résumée dans le mot « éducation », et un seul objectif, que j'appelle « la révolution douce », une révolution par l'éducation.

Au Maroc, il y a 4 millions d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire ; or, avec 1000\$ par an, on peut avoir une bonne école, cela veut dire qu'il faut 4 milliards de dollars par an. Aujourd'hui, le Maroc dépense 2,5 milliards de dollars, alors qu'on peut faire une révolution dans l'éducation avec seulement 1,5 milliard par an. Je ne parle pas des étudiants, je parle des enfants âgés de 5 à 14 ans. Peut-être n'a-t-on pas les moyens pour les autres, peut-être que même si on les avait, il ne serait pas du tout facile de faire une révolution pour ceux qui n'ont pas eu une bonne scolarisation primaire. Et si on n'a pas les moyens pour cette catégorie, on peut commencer avec les enfants âgés de 5 à 10 ans. Bien évidemment, il s'agit de plus d'un milliard de dollars ; et on aura besoin chaque année de 4 ou 5 millions de plus, car ces enfants grandissent et d'autres naissent. D'ici 10 à 15 ans, on aura besoin d'un ou deux autres milliards pour avoir des universités performantes, et croyez-moi, c'est possible, surtout si on a une bonne coopération.

Je suis sûr que d'ici 100 ou 200 ans, Phelipe Gonzalès et Mario Soarès seront connus beaucoup plus par leurs réformes en matière d'éducation qu'en matière de démocratie. Leur révolution, ce n'était pas la démocratie, c'était l'éducation.

Ce n'est plus le temps du « take off économique », c'est le temps du « jump éducationnel ». C'est pour cela que j'insiste sur la coopération en matière d'éducation. Le Brésil peut faire ce genre de coopération, mais pas à un niveau élevé de la qualité de l'école. Il est encore un peu en retard en termes de qualité. Nous avons un programme avec lequel nous subventionnons les familles pauvres pour envoyer leurs enfants à l'école (j'ai piloté ce programme lorsque j'étais gouverneur). On donne de l'argent à la femme et jamais à l'homme, sous condition que tous les enfants de la

famille poursuivent leur scolarité. Il s'agit de 1000 dollars par an qui sont suffisants pour financer le programme, payer le professeur, acheter l'ordinateur, etc. On peut lutter contre la pauvreté avec ce petit budget, mais grâce l'école, on peut l'éradiquer.

L'éducation est également le meilleur remède pour éviter la migration non désirée. J'ai proposé aux Etats-Unis de verser aux familles « aventuras » des subventions pour envoyer leurs enfants à l'école, mais à une condition supplémentaire : les parents doivent rester avec leurs enfants, et s'ils veulent émigrer, ils ne recevront plus de subventions. Ce n'est pas la solution-miracle – il y aura toujours des migrations – mais les migrants auront un niveau de qualification plus élevé. Et les migrations seront limitées, pour deux raisons : une partie seulement des jeunes éduqués songeront à émigrer, d'une part, et, d'autre part, les emplois offerts en terre d'accueil sont limités (on ne peut pas employer des millions de docteurs, d'ingénieurs ou autres).

M. Malet a conclu son intervention sur une question : est-il possible d'avoir une globalisation intelligente ? Je réponds oui, c'est la globalisation qui repose sur une révolution éducationnelle dans les pays qu'on appelait le tiers-monde. Je crois qu'on peut avoir une globalisation intelligente si on se focalise sur l'éducation et, bien sûr, sur une autre problématique tout aussi importante, l'écologie.

Je concluerai sur une note optimiste en disant qu'il est possible de réaliser le jump de la modernisation avec la coopération, non seulement du point de vue du take off économique mais aussi du point de vue du jump éducationnel.

Allocution

Reinaldo FIGUEREDO

Ancien Ministre des Affaires étrangères, Venezuela

La présence dans ce forum de très grands hommes d'Etat comme le président Marios Soarès et Felipe Gonzalès est, à mon sens, très importante pour comprendre comment ils ont relevé les défis qu'ils ont vécus ainsi que les enseignements de leurs expériences. Cela est plus intéressant pour le Maroc et le Maghreb qui sont appelé à relever d'énormes défis imposés par leur contexte intérieur et régional.

Le président de la Chambre des députés, M. Radi, a parlé de réconciliation. En Europe, on considère qu'il faut d'abord réconcilier l'Algérie et le Maroc pour réussir l'intégration maghrébine. Mais faut-il attendre cette réconciliation pour réussir ? Je ne suis pas d'accord. Si on note les atouts que possèdent le Maroc et l'ensemble des pays de la région et, surtout, le manque à gagner du non-Maghreb, on se rend à l'évidence de l'urgence de la construction de cet espace.

Le Maroc est en train de combler des déficits majeurs en termes économique, social et politique. Nous savons également qu'il a opté pour une nouvelle approche pour régler le problème du Sahara qui pourrait constituer un ancrage pour le progrès de tout le Maghreb. Cependant, il est important de jouer, en parallèle, toutes les cartes possibles, et comme la souligné M. Gonzalès, il n'y a pas de temps à perdre. La dynamique continue, et il faut donc faire des choix en urgence.

J'ai pris connaissance, suite aux réunions faites à la marge des travaux du forum, des axes stratégiques sur lesquels le Maroc concentre son action. On a parlé de l'énergie. Je crois que le problème de l'énergie au Maroc trouve sa solution dans le contexte maghrébin. S'il n'aborde pas tout de suite le problème de sa sécurité énergétique, il sera dans une situation très délicate. On a évoqué l'énergie nucléaire, c'est important, car il reposera sur la complémentarité qui caractérise la région maghrébine, mais également une partie de l'Afrique et de l'Europe. Il faut donc aborder ce problème, non pas comme un défi aux autres mais comme un choix et une volonté de poursuivre ce chemin en commun.

Sur un autre registre, on a parlé de deux pôles dans ce forum de développement. Le premier se place dans le versant méditerranéen, ce Singapour possible, désirable, qui fait en sorte que l'Europe pense que sa frontière est plutôt au sud du Sahara. Le deuxième pôle de développement auquel se sont référés plusieurs Latino-Américains est sur l'Atlantique. Vous avez déjà les germes de ces pôles, il faut simplement les renforcer. Les investisseurs et financiers européens sont appelés à étudier ses possibilités de développement avec, éventuellement, des éléments qui seraient attrayants pour l'Atlantique, pour l'Afrique et pour l'Europe.

Aussi faut-il éviter tout autre conflit dans la région, car il toucherait non seulement le Maroc mais également l'Algérie, l'Afrique subsaharienne, le Maghreb et l'Europe. Cette dernière doit penser sérieusement sa sécurité énergétique en cas de conflit régional ; il s'agit en fait d'éviter que ce qui se passe dans le Moyen-Orient n'ait des conséquences fâcheuses pour l'ensemble de la région.

M. Soares a joué un rôle important quant à la problématique de l'eau. Va-t-on laisser les normes internationales décider que l'eau deviendra une marchandise parce qu'elle est épuisable ? Il y a deux milliards de personnes qui n'ont pas d'eau potable ! C'est un bien essentiel, c'est un bien public, il faut qu'on s'occupe sérieusement de son traitement comme tel, parce qu'il s'agit de la vie.

Je citerai un exemple d'une réforme faite en Bolivie. L'institution qui était derrière la réforme a recommandé de résoudre le problème de Cochabamba (deuxième ville de Bolivie) en augmentant le prix du litre d'eau de 300% : il y eut presque une révolution, un coup d'Etat comme réaction de la population. Etait-elle de mauvaise foi la compagnie qui a recommandé cette mesure ? Pas du tout. Etait-ce une erreur de l'institution qui appuyé cette initiative ? Certainement.

Il ne peut pas y avoir de développement, comme l'ont dit M. le Gouverneur et M. Gonzalès, si on ne se centre pas sur l'homme. La variable du capital humain est essentielle. Il est certain qu'on a besoin de capital étranger, d'augmenter le taux d'épargne..., mais il y a beaucoup de choses qu'il faut faire, simplement comme l'a dit M. Buarque, en donnant l'essentiel à l'être humain.

Allocution

Hassan ABOUYOUB

Ancien ministre, Ambassadeur itinérant, Maroc

La globalisation n'est pas un mal en soi. Elle est nécessaire car c'est à travers elle que nous pourrions acquérir la maîtrise des technologies, que nous pourrions accéder à de nouveaux marchés. Et j'espère qu'on aura plus de génie dans notre future négociation avec l'Europe et avec le monde pour que notre avantage compétitif demeure encore durant une partie de ces 23 ans qui nous séparent de 2030, c'est-à-dire dans l'agriculture. Et que l'on pourra également, grâce à une meilleure ouverture des marchés naturels qui nous sont destinés grâce à notre culture, à notre géographie, etc., accélérer la mise à niveau du monde rural et gérer plus facilement l'inexorable urbanisation du pays qui se produira d'ici 2030.

L'intégration régionale est nécessaire. Beaucoup d'études démontrent effectivement que c'est un accélérateur de croissance : si on fait le Maghreb maintenant, on améliorera nos scores respectifs, en termes de croissance et de développement, de 0,6 et 0,7 (soit 60 à 70%) selon les pays. Mais il y a d'autres modèles, aussi pertinents et valables, qui démontrent que sans le Maghreb et sans l'intégration maghrébine, moyennant des politiques alternatives, on peut atteindre les mêmes résultats, ou de meilleurs. Par conséquent, le Maghreb n'est pas une nécessité absolue, contrairement à ce que nous avons toujours défendu sur le plan économique : on peut faire un parcours tout à fait indépendant de ce projet mythique, sans souffrir démesurément des conséquences systémiques du non-Maghreb. Car nous avons des délais à respecter pour établir les documents (les conditions d'intégration sont normalisées à l'échelle internationale, l'article 24 du GATT est limpide : nous avons même des contraintes à observer aux plans bilatéral et multilatéral pour que le processus d'intégration soit licite et orthodoxe). Mais depuis qu'on a commencé à négocier, la technologie a totalement changé, le revenu moyen par tête d'habitant du Maghreb, qui était supérieur à celui de la Corée du Sud, équivalent ou légèrement supérieur à celui de l'Andalousie, n'a pas beaucoup progressé. Pourquoi cela ? Nous n'étions pas préparés à attirer la quintessence de l'économie internationale, de nos avantages compétitifs, de notre génie et de notre culture, parce qu'il y avait des facteurs systémiques d'ordre politique, institutionnel et autres qui ont bloqué ce processus vertueux d'amélioration du fruit de la croissance et la croissance elle-même.

Il existe actuellement une théorie très puissante, « qui a une dent » contre le processus d'ajustement structurel basé sur l'ouverture des marchés et sur l'introduction des économies nationales sur le marché globalisé, et qui démontre qu'il n'a pas donné de résultats extraordinaires. Elle prend comme exemple l'Amérique latine, où les performances macro-économiques avaient été meilleures dans les années 60 et 70, quand la politique d'import-substitution était la règle, et où, à l'exception de deux ou trois pays dont le Chili, il n'y a finalement pas eu de bond extraordinaire dans la croissance. Elle prend comme contre-exemple la Chine et l'Inde, qui n'ont pas appliqué d'une manière orthodoxe le consensus de Washington, qui ont joué avec l'ensemble des disciplines internationalement acceptées et universellement

reconnues et qui ont fait un mixte de leur génie et de leur production, ce qui a donné sur le moyen et long termes des résultats aussi intéressants que ceux des pays qui se sont contentés de s'ouvrir sur le marché et de dévaluer.

En conclusion, il y a des conditions systémiques absolument préalables qui ne sont pas négociables et s'imposent à toute tentative de réforme, d'ouverture et de mise à niveau d'une nation, d'une société ou d'une économie. Ces principes sont les suivants :

- l'Etat de droit et la force de la loi ;
- l'adéquation entre les incitations et le coût social des incitations, autrement dit, c'est la prise en compte de la cohésion sociale dans la distribution des fruits de la croissance ;
- la soutenabilité de la dette, c'est bien sur la maîtrise de l'équation macroéconomique nationale.

Pour que ces trois principes soient appliqués, il faut :

- **un leadership** : pour ce qui est du Maroc, en 2030 le Roi, que Dieu lui prête long vie, sera encore là, et le Prince héritier aura 35 ans ; nous avons donc un recul stratégique de 80 à 90 ans : la continuité stratégique du Maroc, c'est quasiment un siècle ; le leadership dans notre cas est un atout considérable ;
- **la démocratie** : comme moyen d'appropriation des politiques et comme moyen de répartition de la charge de l'effort et de la réforme (exemple : le coût de l'enseignement : sans un exercice démocratique, il sera extrêmement difficile d'expliquer et de vendre aux électeurs la nécessaire facture du sacrifice qu'il faudra supporter au début du processus d'ouverture) ;
- **le développement régional** : qui doit respecter, entre autres, la pluralité identitaire ;
- **un immense travail de réforme du système éducatif** : la grande faillite du Maghreb, c'est qu'il n'a pas pu réussir son système d'éducation, qui aurait probablement suscité les pressions populaires nécessaires pour imposer le projet maghrébin ; nous aurions des livres d'histoire plus conformes aux objectifs stratégiques et légitimes du projet maghrébin.

Après avoir évalué les différentes contributions sur la situation régionale pour le Maroc de 2030, je vois deux options.

- Première option : **le Maghreb à géométrie variable**, ou Maghreb à la carte, c'est-à-dire un projet avec la Tunisie, la Libye ou la Mauritanie, en attendant que l'Algérie soit prête. C'est une formule qui serait réalisable s'il y avait consensus entre ces deux, trois ou quatre acteurs autour d'un corpus de valeurs communes. La grande exigence, c'est l'Etat de droit, c'est la préservation des conditions d'une concurrence équitable. Sans cela, on ne pourra pas avancer. On pourra avancer dans le cadre de structures ou de projets sectoriels, qui ne remettent pas en cause les choix nationaux en termes de coût du non échangeable. Si, par exemple, on n'a pas le même SMIG, la même politique sociale, le même tarif d'électricité, etc. il sera extrêmement difficile de convaincre les entreprises d'accepter l'ouverture des marchés.

Autre exemple : nous avons signé avec les Tunisiens trois accords de libre-échange qui n'ont jamais été appliqués pour une raison simple : les facteurs de production, les coûts et les politiques nationales ne permettent pas de garantir une concurrence. On peut comprendre que les entrepreneurs tunisiens et marocains soient à chaque fois les fossoyeurs de ces accords et cela dans les deux semaines qui suivent leur ratification. On ne doit pas être surpris si les conditions objectives d'une acceptation par les forces productives des Etats maghrébins ne sont pas réunies.

Dans le cas de l'Europe et des relations Nord-Sud, nous n'avons pas ce genre de problème. Nous n'avons pas de difficultés à désarmer des produits que nous ne produisons pas et ne produirons

pas. Mais désarmer des produits que nous exportons tous à l'Europe pose problème, et surtout pour les produits agricoles.

• Deuxième option : **valorisation de nos atouts qui relèvent surtout du culturel.** J'ajoute à ce qu'a dit M. George sur l'appartenance du Maroc à la grande civilisation Almodakar, que les noms des rites de la pratique de l'Islam dans l'Afrique de l'Ouest sont berbères (l'essentiel des mots utilisés pour prier, de Dakar à Kanou, sont de purs mots berbères) ce qui montre que nos ancêtres étaient prosélytes et ont introduit l'Islam dans ces régions. Ils l'ont fait en installant, pendant des siècles, des processus de complicité culturelle qu'aucune institution ou convention ne sauront gommer. Faire fi de ce potentiel de rapprochement serait, quelque part, criminel, particulièrement si nous avons dans cette deuxième option la clairvoyance et l'opportunisme d'affronter les angoisses européennes. Je ne parle ici ni de l'angoisse institutionnelle, ni de l'angoisse démographique (question démographie, l'Europe, hélas, a de fortes chances de devenir une grande Suisse, plaçant son argent dans le Trésor américain). C'est une puissance en décroissance, et nous connaissons le même sort à partir de 2030. Nous n'aurons plus la manne démographique pour alimenter notre croissance économique : il faudra la remplacer par le génie, la connaissance et le savoir ; et d'ici là, on aura fait les mutations qu'il faut et fait sauter les derniers tabous.

Sous le règne de Mohamed VI, le Maroc a réussi un certain nombre de choses. On s'est débarrassé de beaucoup de tabous tels que la culture de l'autocensure et de l'agrément (le Maroc était une société d'agrément, on ne fait rien sans l'accord). De même pour la culture de la rente politique. Et nous n'avons pas de problème, à la différence des pays arabo-musulmans, à ce que la majorité soit incarnée par les partis islamiques. Cela dit, en 2030, l'essentiel des partis politiques actuels auront disparu, car ils n'ont pas fait l'effort de comprendre les mutations présentes, ou ils n'ont pas su anticiper les lames de fond. Ma conviction profonde, c'est que le pouvoir de créativité des jeunes va s'imposer assez rapidement.

En guise de conclusion, je parlerai du dossier du Sahara, en prenant la décision définitive de comprendre et d'accepter que le Maroc n'a commis aucune action illégale au Sahara et que le 26 février 1976, il a résolu la problématique internationale et que le projet d'autonomie est un projet qui respecte le principe de l'autodétermination. En réponse à l'Amiral Lanxade, ce projet ça se négocie avec, tout d'abord, ceux qui contestent la souveraineté du Maroc sur le Sahara, c'est-à-dire le Polisario et l'Algérie, indirectement, même si elle déclare officiellement qu'elle n'a rien voir avec ce dossier. Une fois que nous serons tombés d'accord sur le contenu de cette autonomie, nous pourrons le faire valider d'abord démocratiquement, c'est-à-dire exprimer selon les normes internationales admises, la légitimité des résultats des négociations et la faire aussi valider par les instances onusiennes compétentes. Mais avant d'en arriver là, il faut que nous soyons convaincus que le Sahara est une affaire maroco-marocaine. C'est le début de cette deuxième option.

Pour répondre à l'angoisse européenne, je pense que sur l'énergie, la migration, la sécurité globale, etc., nous avons quelque chose à faire en promouvant une initiative – appelons-la Europe/Afrique occidentale – qui serait la première démarche d'application de la coopération renforcée et qui répondrait à des objectifs communs pour lesquels nous assumons, chacun de notre côté, nos responsabilités. Le corollaire de cette approche, c'est qu'avec nos amis d'Amérique latine nous avons une initiative transatlantique du même niveau parce qu'elle est nécessaire et se justifie pour des tas de raisons et non seulement énergétiques y compris sur « les méfaits de la globalisation » notamment sur le plan agricole où nous avons la capacité d'imaginer des modèles alternatifs de partenariat qui nous éloignent un petit peu du blocage actuel des négociations au sein de l'OMC.

Allocution

Jacques LANXADE

Amiral, Président de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, France

J'ai entendu la remarquable synthèse de M. Fontela, et nous voyons bien que nous sommes concentrés sur l'objectif du co-développement. Aujourd'hui, nous sommes davantage dans le voisinage, voire dans un statut avancé qui est en réalité la continuation ou l'amélioration de ce que nous avons connu depuis la création du partenariat, en fait une juxtaposition d'accords bilatéraux entre l'Union européenne et chacun des partenaires méditerranéens. Alors que le co-développement auquel nous pensons, c'est une intégration économique dans un ensemble régional suffisamment important.

Quant à l'espace euro-maghrébin, nous avons entendu deux voix. L'une est celle d'une communauté de la Méditerranée ou d'une union méditerranéenne. Au fond, c'est en quelque sorte la refondation du partenariat tel qu'il existe aujourd'hui, une refondation sans doute difficile car nous sommes plus nombreux qu'en 1975. Je crois qu'il est nécessaire de garder cet objectif pour le long terme. L'autre voie est celle d'une coopération renforcée, dérivée du 5+5 en associant un ou deux autres pays européens, voire d'autres pays du sud de la Méditerranée. Je crois que c'est cette voie-là qui représente une approche pragmatique et dans laquelle il faudrait s'engager.

Cependant, des conditions doivent être réunies, et de nombreux obstacles doivent être levés. Il faudra beaucoup de volonté politique et de leadership, et certains progrès doivent être accomplis dans l'UMA. J'ai entendu avec beaucoup d'intérêt le message très positif que nous a présenté M. Benyaha et l'optimisme dont a fait preuve le Président Gonzalès. Je pense que le chemin à parcourir sera relativement lent, mais moins difficile. Il faudra encore une fois beaucoup de détermination et de temps pour résoudre le problème du Sahara, dossier très difficile qui encombre la relation avec l'Algérie. Il faudra ensuite que les différents partenaires de l'UMA soient vraiment convaincus qu'il est de leur intérêt de s'engager dans ce processus. Naturellement, il faut continuer à agir, et je pense que le Maroc a de nombreuses actions à accomplir. J'en citerai trois qui m'apparaissent tout à fait essentielles.

- La première est qu'il faut mettre en œuvre ce processus d'autonomie du Sahara ; surtout, il faut le faire accepter par la communauté internationale et bien sûr par l'ensemble du Maghreb.

Les exposés qui m'ont précédé ont parlé de réconciliation, je ne peux, bien sûr, que m'associer à ce qui a été dit sur ce point.

- La deuxième action, qui me paraît tout à fait importante, est qu'il faudra que le Maroc démontre à l'occasion des prochaines échéances électorales de septembre la possibilité de conjuguer islam et modernité. Je sais que dans ce pays on est convaincu que c'est possible et que l'idée qu'on s'en fait à l'extérieur du Maroc n'est pas la bonne, mais je crois qu'il est essentiel qu'un effort soit entrepris pour convaincre les observateurs extérieurs. Il y a là un message très

important que le Maroc doit délivrer au monde arabo-musulman et à l'ensemble de la communauté internationale.

- La troisième action est qu'il faut poursuivre la voie du développement en mettant à profit toutes les opportunités qui existent, c'est-à-dire la politique de voisinage, voire un statut avancé, la coopération avec des partenariats, avec l'autre côté de l'Atlantique et avec l'Afrique, bien sûr, sans oublier de mettre en œuvre une politique qui assure la sécurité énergétique du pays.

Nous sommes, Européens et Maghrébins, liés par une communauté de destin. Il faut agir résolument pour la concrétiser. Autrement dit, il faut maintenir les objectifs les plus importants qui sont devant nous, mais en même temps, il faut accomplir des pas concrets et agir avec pragmatisme et réalisme.

ANNEXES

**Messages et contributions
faites en marge des travaux du forum**

Message de la Commission économique pour l'Afrique

Abdoulie JANNEH

Secrétaire général adjoint à l'ONU et Secrétaire exécutif de la CEA

Monsieur le Haut Commissaire au Plan du Royaume du Maroc

Honorables invités

Mesdames et Messieurs

(...)

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Selon les premiers résultats de notre prochain Rapport économique sur l'Afrique qui sera présenté lors de la quarantième session de la Conférence des ministres africains des finances de la planification et du développement économique prévue les 2 et 3 avril à Addis-Abeba, les performances économiques de l'Afrique du Nord se sont améliorées au cours des dernières années. La région a en effet connu la plus forte accélération de la hausse du PIB, qui passe de 4,8 % en 2005 à près de 7% en 2006. La hausse notable de la croissance a été principalement le fait des cours élevés du pétrole, notamment pour l'Algérie, la Libye et la Mauritanie et d'une bonne année agricole, notamment pour le Maroc. De même, une croissance soutenue dans les secteurs secondaires et tertiaires (en particulier le tourisme, les technologies de l'information, l'off-shoring au Maroc) a continué à favoriser ces bons résultats. Ainsi, l'amélioration des politiques économiques dans l'ensemble des pays de la région et l'engagement sur la voie d'une croissance économique forte ont contribué à l'amélioration des performances économiques.

Par ailleurs, le Maghreb est probablement l'une des rares régions en Afrique qui sera en mesure d'atteindre la majeure partie des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'horizon 2015. Ainsi, en matière de lutte contre la pauvreté et même si beaucoup reste à faire, vos pays ont fait beaucoup de progrès et ont placé cette question au cœur des priorités de leurs politiques économiques et sociales, avec des expériences assez novatrices dans le domaine de la solidarité et de la création de petites entreprises pour les plus défavorisés. Les autres pays africains ont apprécié à leur juste valeur les efforts d'innovation que l'Afrique du Nord a su mettre en œuvre et ont cherché à s'en inspirer, comme ils s'inspireront, sans nul doute, de la nouvelle Initiative nationale pour le développement humain que le Royaume du Maroc a lancée depuis près de deux ans et que nous suivons nous-mêmes avec beaucoup d'intérêt.

Toutefois, et en dépit de ces performances très encourageantes, l'avenir du développement au Maghreb est encore confronté à quelques défis qui peuvent trouver leurs solutions dans des approches stratégiques innovantes pour une nouvelle Géographie économique du Maghreb.

C'est pourquoi je considère important et opportun le thème que vous avez choisi pour ces deux jours de forum « Approches stratégiques pour une nouvelle Géographie économique du Maghreb ». Il aborde l'un des grands défis de votre sous-région, celui de l'intégration régionale, qui est cher à mon cœur. En effet, j'ai consacré une bonne partie de ma carrière professionnelle

à appuyer les efforts des différentes régions en Afrique à renforcer leurs liens de solidarité et de collaboration. Je crois profondément que l'intégration est un outil majeur du renforcement de la croissance et du développement économique et social de notre continent. Ces arguments en faveur de l'intégration sont encore plus forts dans une région comme le Maghreb qui dispose d'un important potentiel de développement et de complémentarité.

C'est d'ailleurs dans ce cadre que se situe la nouvelle dynamique régionale que la CEA encourage et veut insuffler dans les cinq régions du continent, depuis son siège et à travers ses bureaux sous-régionaux. Il y a un peu plus d'une année, la CEA, en étroite concertation avec ses Etats-membres et ses partenaires, a initié un exercice de repositionnement qui a résulté en la réorganisation de ses activités autour de deux piliers essentiels :

- la promotion de l'intégration régionale ;
- la satisfaction des besoins spécifiques de l'Afrique en faisant face aux défis qui se posent à elle.

Or, lorsque l'on analyse les progrès d'intégration régionale des pays du Maghreb à travers l'indice composite élaboré par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), on se rend compte que la progression annuelle est de moins de 2%, bien inférieure à celle des autres entités telles que l'Union économique et monétaire ouest-africaine – UEMOA (6 %), la CEN-SAD (entre 4 et 6 %) ou le COMESA (entre 2 et 4 %), la progression au niveau du continent africain étant de l'ordre de 4,5 %.

La structure du commerce pour les dernières années montre que la part de l'intra-régional dans les pays du Maghreb représente moins de 3% du volume total de leurs échanges. Elle est du même ordre de grandeur que celle des pays de l'Asie et du Pacifique (Australie, Nouvelle-Zélande et Japon) et celle des pays nouvellement industrialisés de l'Asie (Corée du Sud, Hongkong et Singapour), alors que la part des échanges à l'intérieur de l'Union européenne avoisine 60 % de l'ensemble de ses transactions commerciales. Il est également à noter des efforts d'ouverture vers de nouveaux marchés, marqués par un accroissement des exportations à destination de l'Afrique de l'Ouest, notamment du Maroc, et une légère augmentation à destination des Etats Unis.

Cependant, les tarifs appliqués aux produits importés restent parmi les plus élevés du monde. Par exemple, la moyenne simple des droits de douane appliqués dans l'industrie est de 21 % contre 10,8 % pour l'Asie et 9,5 % pour l'Amérique latine. Ces taux ont significativement baissé au cours des dix dernières années, même si la baisse n'a pas été uniforme sur l'ensemble des pays. Le Maroc a réduit son tarif moyen de 57 % et son tarif maximum de 65 % sur la période 1993-2003. En revanche, L'Algérie et la Tunisie ont baissé leurs tarifs moyens de 20 à 30 %.

Outre leur forte concentration géographique, les échanges commerciaux des pays de la région se distinguent par une faible diversification des produits exportés, qui restent dominés par des produits primaires d'origine minérale ou végétale. Les importations de la région proviennent essentiellement de l'Union européenne (Algérie 63 %, Libye 64 %, Maroc 65 % et Tunisie 75 %).

Le renforcement du poids des approvisionnements en provenance des pays émergents d'Asie reste le changement structurel le plus remarquable de la structure des importations des pays de la région. Les proportions importées en provenance de ce groupe de pays sont passées de 12 à 19 % pour la Libye, de 14 à 18 % pour le Maroc, de 9 à 17 % pour la Mauritanie, de 3 à 16 % pour l'Algérie et enfin de 8 à 9 % pour la Tunisie.

Tous les pays de la région ont l'Union européenne comme principal partenaire commercial, qui est destinataire de 83 % des exportations de la Libye, 80 % de la Tunisie, 69 % du Maroc, 55 % de l'Algérie et 53 % de la Mauritanie.

La part des exportations destinée au marché africain est faible et ne dépasse le seuil de 10 % que dans le cas de la Mauritanie (17 %). Elle devrait augmenter sensiblement grâce à la politique de diversification entreprise par des pays de la région, notamment vis-à-vis de l'Afrique de l'Ouest ces dernières années.

Plutôt que de parler de coût du non-Maghreb, chose que nous faisons depuis maintenant plusieurs années, je préfère quant à moi mettre l'accent sur le potentiel que représente une nouvelle géographie économique du Maghreb.

Les études récentes menées par la CEA montrent qu'en levant les barrières tarifaires et non tarifaires qui existent aujourd'hui au niveau du commerce bilatéral des pays de la région, les exportations seraient dix fois plus élevées que leur niveau actuel (avec un montant qui s'élèverait à 350 millions de dollars) et s'accompagneraient d'une hausse des exportations totales de l'ordre de 33 %. Dans ce cadre, la création d'un marché commun est probablement l'option la plus intéressante et la plus efficace pour les pays du Maghreb.

Ainsi, les principales prédictions des théories économiques et les tests empiriques permettent de conclure que l'exploitation des avantages comparatifs et la nécessité d'avoir une complémentarité commerciale et/ou productive des économies contribueraient au succès du commerce intra-régional. De plus, au-delà de la complémentarité, il devient aussi de plus en plus envisageable, pour faire face à la concurrence mondiale, de centrer la coopération, et donc l'intégration, sur des axes traditionnellement considérés comme des axes de concurrence, comme le tourisme ou le secteur du textile.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le gain moyen estimé de 2 points de croissance que générerait une coopération régionale mieux intégrée pourrait permettre au Maghreb de dépasser le seuil de 7% que la CEA évalue comme le minimum requis pour une plus grande stabilité économique et qui garantirait une meilleure traduction des acquis économiques en progrès tangibles au niveau du développement humain. L'augmentation des revenus issus de cette croissance économique et l'augmentation des salaires qui l'accompagnerait auraient un impact significatif sur le bien-être économique des consommateurs. Il aurait également un effet positif sur la création d'emplois, autre grand défi de la région, où le taux moyen de chômage (12,2 % selon les estimations du BIT pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient) reste encore trop élevé, malgré des baisses récemment annoncées comme dans le cas du Maroc.

Il est donc primordial de dépasser le simple constat pour passer à une étape plus constructive, où tous les acteurs concernés se fixeront comme priorité de trouver – mais surtout de mettre en œuvre – les solutions qui permettront au Maghreb de devenir un acteur à part entière et plus performant de la géographie économique mondiale. Pour cela, il reste à déterminer les priorités, en d'autres termes, dans quelles directions doivent se concentrer les efforts des pays maghrébins.

A cet effet, permettez-moi de contribuer au débat en soumettant à votre considération le résultat d'une étude que nous avons menée sur les évolutions des structures économiques d'Afrique du Nord et qui a permis de dégager des secteurs potentiellement porteurs. Parmi les plus importants figurent l'énergie, les technologies de l'information et de la communication, le tourisme, les infrastructures de transport, les industries agro-alimentaires et la pêche, et le secteur financier. En outre, pour garantir une plus grande compétitivité et accéder à des niveaux de performance plus élevés, les pays de la région sont appelés à mieux tenir compte des normes et standards de gouvernance, réaliser une meilleure insertion dans l'économie du savoir, reconsidérer leur

politiques d'éducation et de formation et de mieux intégrer la dimension genre et jeunesse dans leurs stratégies de développement.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Certains signaux que nous recevons aujourd'hui laissent présager d'une possible accélération du processus d'intégration au Maghreb. En effet, ayant pris conscience de cela, plusieurs acteurs de la société civile multiplient les rencontres et les initiatives visant à identifier les moyens de mettre en route le train de l'intégration nord-africaine. Ainsi, nous avons assisté avec intérêt, à Marrakech le 18 février dernier, à la récente naissance de l'Union maghrébine des employeurs, action dynamique au service du partenariat public-privé, dont la création d'emplois et l'harmonisation des législations des pays de la région sont parmi les principaux objectifs. Cette nouvelle initiative du secteur privé s'ajoute aux efforts déjà entrepris par l'Association maghrébine des femmes entrepreneurs, qui existe, elle, depuis plus de cinq ans, et dont la présidence est passée à l'AFEM, l'Association des femmes chefs d'entreprise du Maroc, lors du Forum pour le développement de l'Afrique du Nord que nous avons organisé dans la belle ville de Marrakech les 19 et 20 février dernier sur le thème « commerce, pour une croissance créatrice d'emploi ».

Pour conclure, Excellences, Mesdames et Messieurs, et pour paraphraser le titre d'un paragraphe du fameux rapport « 50 ans de développement humain au Maroc et perspectives 2025 », aussi connu comme Rapport du Cinquantenaire, qui déclare « le Maroc souhaitable est possible », je dirai : « Si nous nous donnons les véritables moyens, le Maghreb souhaitable peut devenir assez rapidement possible. »

Je vous remercie.

Message de la Banque mondiale

Théodore AHLERS

Directeur du département Maghreb, Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Mesdames et Messieurs,

(...)

Comme vous le savez, la Banque mondiale est fortement engagée dans la région de la Méditerranée et notamment au Maghreb. Nos programmes sont divers et tentent de relever le vrai défi économique et social de cette région : la croissance pérenne et créatrice d'emplois. Les programmes et approches donnent aussi une grande importance aux défis environnementaux et notamment la gouvernance de l'eau, la source la plus rare et la plus stratégique de la région. Nous avons aussi, depuis quelques années, pris en considération l'importance d'une vision stratégique maghrébine qui s'inscrirait aussi dans la démarche de la société civile du secteur privé.

Il n'échappera à personne que les tentions géostratégiques qui agitent cette partie du monde sont d'ordre différent, certes, mais sont tous sous-tendus par la nécessité de parvenir à la sécurité économique et l'harmonie sociale. Comment donc appréhender cette nécessité économique ? Comment relever ces défis de développement maghrébin, développement intégré et pérenne ? Alors que les pesanteurs de la politique paraissent nous dire que le temps de la coopération n'est pas encore venu. Pour dépasser les contingences, il se pourrait que nous allions regarder plus loin et ayons à faire preuve de davantage d'imagination et de créativité. Peut-être nos visions trop prépondérantes des Etats dans le développement régional peuvent être mise en cause. Il se pourrait que d'autres intervenants et notamment le secteur privé, les entrepreneurs, créateurs de richesse, puissent être le ressort de cette intégration qui sera fondée dorénavant sur les interconnexions d'affaires plutôt que sur les relations gouvernementales, souvent tributaires des fluctuations politiques.

Le monde globalisé d'aujourd'hui, « le monde plat », pour reprendre la formule de la journaliste américaine Thomas Friedman, est une ère de compétition et de vitesse. Un monde où la réalisation des intérêts économiques tente à l'emporter sur les impératifs et les hésitations politiques. Les méfiances d'hier se transforment en alliances par la grâce et sous l'influence des nécessaires regroupements économiques. Sur la rive Nord de la Méditerranée, l'exemple est déjà là de la mise en communauté de leur destin par des peuples que l'Histoire a souvent divisés. Une mise en commun animée par la conscience que pour jouer son rôle, pour être forte et audible par la communauté nationale, l'Europe se doit d'être unie. Cette union s'est faite d'abord à travers la réalisation de la communauté d'intérêts économiques. De grands visionnaires ont su ancrer la nécessité économique au grand dessein politique. A quelques kilomètres de l'Europe, sur la rive sud de la Méditerranée se trouve le Maghreb, un espace de défis mais aussi d'opportunités et de liens de complémentarité économique et humaine avec l'Europe, mais surtout entre les pays maghrébins qui restent non encore exploités. Le coût de cette non-exploitation, pour chacun des pays ou chacun de leurs citoyens, devient, de jour en jour, plus lourd.

Le concept économique « Maghreb » est en friche depuis trop longtemps, et l'ambition des pays maghrébins d'une intégration à l'espace économique européen se mesure aujourd'hui à l'aune de la réalité, celle de la dernière conférence à Barcelone. Pour les Maghrébins ce fut un désir non satisfait, une déception. Pour l'Europe, c'est un agenda important en politique, une incantation aux plans économiques et sociaux. La solution est donc pour les Maghrébins, et tout en gardant l'ambition de leur arrimage à l'Europe, de construire entre eux une intelligence économique faite de complémentarité et de coopération. Les défis de l'intégration sont connus, voire même relevables. Mais il faut que chaque partenaire réponde et redéfinisse ses approches dans un schéma où le rôle de l'Etat se renouvelle.

Pour franchir un jour dans les meilleures conditions la frontière économique qu'est la Méditerranée, les pays maghrébins doivent entreprendre, chacun à son rythme, des réformes politiques et institutionnelles en se débarrassant graduellement de la conception de l'Etat promoteur unique de la croissance. Ils se rendent à la conclusion que si l'Etat joue son rôle important et vital de régulation et d'encadrement de l'activité économique, c'est le secteur privé qui est le fer de lance de la croissance créatrice d'emploi et de richesse. Ils s'emploient donc à donner au secteur privé les moyens juridiques, réglementaires, logistiques et humains qui lui permettrait d'évoluer à armes égales dans le champ de la compétition et d'être l'acteur principal du développement économique. Ils démantèlent progressivement les barrières administratives et les mentalités protectionnistes pour permettre à l'innovation, à la créativité et à la prise de risque de s'exprimer dans un cadre libéré des contraintes réglementaires.

Le secteur privé maghrébin connaît de nombreux défis aussi, tous à relever au plus vite. C'est un secteur qui évolue dans un environnement souvent difficile à travers les mailles de manifestations parfois tatillonnes et souvent non performantes. Il évolue malgré une justice qui laisse à désirer et qui ne joue pas son rôle de vecteur positif de l'investissement. C'est aussi un secteur qui, dans le même temps, ne s'accommode pas toujours de la nécessité d'une bonne gouvernance d'entreprise et de comptes d'exploitation transparents et fiables. Un secteur qui a souvent fleuri dans la coquille des monopoles et qui doit aujourd'hui survivre et apprendre à surfer sur la vague de la compétition.

L'environnement de l'investissement au Maghreb, de la croissance du secteur privé, reste encore peu propice, et beaucoup reste à faire. Mais l'entreprise constitue l'option de l'avenir. C'est par elle et à travers elle que se renforcera la croissance économique génératrice d'emplois. C'est elle qui donnera aux milliers de jeunes diplômés qui affluent chaque année sur le marché du travail les ouvertures nécessaires de l'espoir. C'est enfin l'entreprise qui en s'épanouissant plus encore constituera pour les Etats les ressources fiscales les plus importantes, les revenus nécessaires aux investissements dans le développement humain. C'est en effet en élargissant de l'assiette fiscale et en faisant de l'impôt un facteur du développement économique plutôt qu'une solution étriquée au déficit budgétaire des Etats que ceux-ci donneront l'impulsion et la dynamique de croissance des investissements.

Pour pérenniser le rôle du secteur privé et afin qu'il atteigne son plein potentiel, il y a urgence à rendre plus transparent et prévisible l'environnement dans lequel évolue l'entreprise maghrébine. Il y a aussi urgence pour que ce secteur privé ait un style à travers son dynamisme et sa recherche de performance et de besoin de synergie économique intermaghrébine et que les entreprises maghrébines se déterminent par rapport à un marché de plus de 80 millions de clients et enfin que les Etats puissent enfin se déterminer par rapport à un espace de plus de 80 millions de citoyens.

Le Maghreb existe par la culture, l'histoire et les défis communs aux pays qui le forment. Il existe aussi par rapport à une Europe qui constitue une sorte de sécurité, un espace de croissance et de mouvement. Pour explorer et exploiter ensemble cette proximité économiquement forte, il est vital pour chaque pays d'adopter une politique volontariste et de moderniser les politiques de développement politique et social dans un processus que les conséquences des réformes rendront irréversible. L'ouverture des marchés, la promotion des échanges libres et indépendants des particularismes donneront un nouveau souffle à la quête d'intégration à l'Europe et une haute dimension à l'intégration économique intermaghrébine. Cela pour que les peuples de la région puissent finalement jouir des dividendes d'un Maghreb économique porteur.

Je vous remercie.

La stratégie du développement durable : l'énergie, l'eau et l'économie de la connaissance

Nuno JORGE

Directeur du Centre d'études économiques et sociales du Tiers-monde

(...)

Des sujets comme la sécurité énergétique, l'eau ou les technologies de la connaissance nous obligent à avoir une vision stratégique pour le développement, parce que la globalisation nous impose de nouveaux défis, et notre approche doit être multidisciplinaire. Dans ce contexte de transformations géopolitiques survenues de façon particulièrement rapide ces derniers temps, plus rien ne surprend. C'est un monde qui se caractérise par une absence de leadership, où se dessine un nouvel ordre international injuste, dans lequel les Nations Unies et les États ont été dépassés par les nouveaux acteurs internationaux que sont les holdings ou les grands consortiums pétroliers qui ont pour seule stratégie le contrôle des ressources naturelles.

1. L'énergie

Le facteur fondamental pour obtenir la paix et la sécurité internationale est, sans doute, l'approvisionnement continu en pétrole qu'exigent les pays industrialisés, surtout les États-Unis, l'Union européenne et, récemment, la Chine et l'Inde. Le spectacle auquel nous assistons actuellement est une lutte sourde pour le contrôle de l'énergie et de l'eau dans différentes parties du monde, spécialement au Moyen-Orient et qui dans vingt ans sera encore plus grave. C'est ainsi que celui qui contrôlera cette région aura non seulement la prédominance politique et énergétique, mais il possédera en plus un outil puissant pour son hégémonie, grâce à cette arme particulièrement puissante qu'est le pétrole. Il est nécessaire que tous les pays de l'Union européenne s'engagent à créer un ordre multipolaire et multilatéral juste et équitable pour permettre le développement de cette région du Maghreb, où ils se limitent à combattre essentiellement pour la défense de leurs intérêts étatiques propres, qui cherchent toujours les ressources naturelles pour leur subsistance, comme pour l'énergie. Par conséquent, il est nécessaire pour l'Union européenne de développer ses capacités de coopération scientifique et technologique, pour obtenir un développement équilibré de cette région. Autrement, l'homme migrera à la recherche d'un nouveau destin, vers l'espace de prospérité européenne.

Les États-Unis doivent reconnaître qu'à long terme leurs objectifs stratégiques, économiques et environnementaux ne peuvent être atteints que par la collaboration, et, pour une question de principes, ils doivent respecter les normes des institutions multilatérales. Les pays en voie de développement, en cherchant plus d'aides et plus d'investissements extérieurs (publics et privés), doivent accepter que, parmi les conditions pour attirer des investissements destinés aux infrastructures, leurs économistes et leurs entreprises doivent adopter plus de transparence dans leurs systèmes de gestion.

La Nouvelle révolution énergétique de ces dernières années a mis en évidence un important changement dans les schémas de consommation énergétique au niveau mondial, surtout dans les pays développés. Les écologistes préconisent l'abandon des polluants énergétiques et l'utilisation

d'autres sources d'énergie plus propres, bien que pour le moment plus chères. Il faut cependant souligner que les pays qui promeuvent le plus l'actuelle Révolution énergétique sont les plus développés et sont ceux qui polluent le plus et qui à la fois ne veulent pas abandonner ce qui est énergie fossile. La raison en est que leurs structures industrielles et de transport se basent sur la consommation d'hydrocarbures bon marché et abondants. Il faut par ailleurs rappeler que la première et la seconde révolutions industrielles ont eu lieu en Angleterre et se sont ensuite étendues au reste de l'Europe et, plus tard, à l'Amérique du Nord. De la même manière, la troisième révolution industrielle s'est déroulée dans les nations industrialisées et a commencé à s'étendre dans le reste du monde. C'est dans cette dernière révolution industrielle, il faut le rappeler, qu'a surgi l'idée d'utiliser les sources d'énergies alternatives que sont les biocombustibles; toutefois, un pétrole et un charbon bon marché retardent la consommation d'énergies propres.

Il est intéressant de signaler que, durant les dernières années, dans les pays développés et particulièrement aux Etats-Unis, on a développé de nouvelles technologies pour utiliser le charbon de manière plus propre, ce qui a produit le même phénomène qu'avec l'énergie nucléaire. Ce qui précède s'est confirmé dans la dernière réunion des membres du G8 à St-Petersbourg en Russie l'été dernier. Dans cette rencontre, une des conclusions a été de promouvoir le gaz naturel, les sources alternatives d'énergie et l'énergie nucléaire. Toutefois, des différences entre les membres de ce groupe se sont révélées. D'une part, ceux emmenés par la Russie qui recommandent l'utilisation du gaz naturel et l'énergie nucléaire et, d'autre part, ceux emmenés par l'Allemagne qui ne souhaitent pas le retour à l'utilisation du volume mais qui favorisent les nettoyages énergétiques. Il faut souligner que précisément la Russie et l'Allemagne sont les plus avancés dans l'utilisation du gaz naturel et les sources alternatives d'énergie. Tant l'Allemagne que la Russie, pour des questions énergétiques, se sont transformées de facto en véritables pôles de pouvoir économique et énergétique.

Un autre facteur qui a provoqué la révolution énergétique est la hausse continue des prix du pétrole sur le marché mondial. Ce fut le facteur le plus important d'abandonner cette source d'énergie. Etant donné l'incertitude quant aux réserves prouvées de pétrole, il est maintenant nécessaire de prospecter des champs pétroliers en eau profonde, comme dans le Golfe du Mexique. Les difficultés pour extraire ce pétrole en ont élevé le coût. L'an passé, les prix des mélanges Brent et WTI dépassaient les 70 dollars le baril. Un pays a contribué fortement à l'augmentation du prix du pétrole ces dernières années, la Chine. Ce pays a choisi de développer la biomasse comme un substitut au pétrole. D'autres pays aussi se convertissent au biocombustible. Ce sont le Brésil, la Russie et les Etats-Unis. Ils utilisent actuellement les biocombustibles pour produire de l'électricité et des essences. Les deux premiers avec la canne à sucre et le troisième avec le maïs. C'est ce qui a provoqué une crise importante dans l'industrie du maïs et qui va encore augmenter la demande de ce produit dans les mois à venir. Devant cette situation, la demande en gaz naturel et en sources alternatives est en croissance. La Russie, l'Iran, le Qatar et les Etats-Unis sont devenus les premiers producteurs de gaz naturel. De la même manière, ce sont des entités transnationales qui sont à la tête d'entreprises pétrolières qui commercialisent le gaz naturel. L'Allemagne, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud sont à la tête des pays qui promeuvent l'utilisation des sources d'énergie alternatives. La Chine est un cas particulier. Celle-ci augmente chaque année sa consommation d'énergie pour son développement industriel, ce qui va entraîner de gros problèmes d'approvisionnement. Pour cette raison, le gouvernement chinois investit beaucoup d'argent dans la recherche de sources alternatives d'énergie, surtout la biomasse.

Par toutes ces raisons, nous pouvons être sûrs que dans les prochaines années nous assisterons à une reconfiguration géopolitique dans le cadre de la nouvelle révolution énergétique avec la formation de nouvelles alliances entre les nations productrices et consommatrices de gaz, qui seront les plus développées. Il est même probable que nous assisterons à des confrontations politico-militaires entre, d'un côté, les Etats-Unis et leurs alliés et, de l'autre, la Russie et ses partenaires du Groupe de Shanghai.

Dans ce contexte apparaît la véritable lutte pour le pouvoir mondial, avec une profonde réorientation des intérêts géopolitiques entre les pays du Nord et ceux du Sud. Pendant la Renaissance, les pays étaient les principaux acteurs de l'expansionnisme, de nos jours ce sont les grosses entreprises privées. La pénurie pétrolière peut pousser le pétrole à des prix très élevés, jusqu'à 160 dollars le baril.

2. L'eau et le pouvoir géopolitique

Les différents phénomènes météorologiques ont provoqué des changements climatiques brusques majeurs dans différentes régions de la planète, provoquant ainsi de grandes catastrophes naturelles. De grands dangers menacent les habitants de ces régions : grandes sécheresses, inondations, comme cela s'est produit en Amérique latine ou en Afrique du Nord. Ceci a provoqué des conflits entre groupes ruraux pour le contrôle de ce produit stratégique. On prédit souvent que les prochains conflits et guerres internationales se feront pour le contrôle des faibles ressources hydrauliques restantes sur la planète.

Le Maghreb n'est pas exempt de ces phénomènes, c'est pourquoi il est impératif de disposer des plans nationaux lesquels considèrent l'accès à l'eau comme un droit pour la population et pour les secteurs qui l'exigent, et non comme une marchandise. Par cela, nous devons sérieusement analyser les facteurs de la relation dominante entre l'eau et la population : population humaine et écosystèmes qui dépendent de l'eau pour leur existence, participation de la communauté dans l'utilisation de l'eau, offre et demande d'eau potable dans les bassins et barrages. En ce qui concerne la participation de la Communauté à la bonne utilisation de l'eau, il est nécessaire d'analyser la croissance de la population le long des bassins hydrogéologiques, pour la garantir comme un droit humain, en utilisant des analyses multidisciplinaires qui favorisent le maniement des ressources hydrauliques. On devra respecter une politique de développement durable qui permette la conservation de l'environnement et l'intérêt de la population, ce qui rend nécessaires l'éducation et la formation des groupes humains et des autorités chargées de mettre en place cette politique. Les recommandations à prendre en considération pour améliorer la gestion des ressources hydrauliques des bassins sont les suivantes :

- planification du développement ;
- politiques pour l'utilisation de l'eau ;
- participation communautaire ;
- résolution de conflits locaux et régionaux ;
- éducation et communication ;
- recherche et applications de nouvelles technologies et projection à long terme.

Pour ce qui est de la planification du développement, la planification économique devra tenir compte de la croissance de la population et de la quantité d'eau disponible, des plans pour la croissance des secteurs agricole et industriel doivent être équilibrés avec la nécessité d'obtenir l'eau en quantité suffisante pour la consommation domestique et le maintien des écosystèmes dans des conditions saines. Pour une bonne planification, les projections démographiques

devront inclure la répartition de la population, l'impact environnemental de la consommation urbaine d'eau et la prévision des constructions et infrastructures pour le stockage et la distribution de l'eau dans les zones urbaines, ainsi que la définition des facteurs démographiques et politiques qui tiennent compte des nécessités individuelles et des communautés.

En août 1998 quand on a créé la commission mondiale pour l'eau du XXI^e siècle, afin d'analyser la situation de l'eau dans le monde, avec une vision globale, cette commission a lancé une vaste consultation internationale appelée vision 2020, et un cadre pour l'action pour ce qui est des 20 prochaines années. Au cours des travaux de cet important forum on a proclamé que l'eau était un bien économique, qui devra être garanti comme un droit humain, en prétendant que c'est la manière unique pour lutter contre la pénurie et l'accroissement accéléré de sa prix. L'eau risque de devenir dans le future plus rare encore et devenir ainsi l'or bleu du XXI^e siècle et être à la source de conflits entre: les paysans et les habitants zones urbaines, les agriculteurs et les industriels, les écologistes et consommateurs entre des régions riches et des zones pauvres ou bien entre différents états appartenant aux mêmes bassins hydrogéologique. A été évoqué l'idée de l'exportation et la commercialisation de l'eau sur de grandes distances en accord avec les règles du libre commerce et de la libre concurrence, ce qui permettra non seulement d'obtenir des profits énormes mais générer des conflits d'intérêts et des guerres.

3. L'économie de la connaissance

L'Amérique latine représente un compromis inévitable au seuil du XXI^e siècle. En effet, c'est dans l'espace historique et géographique que l'activité humaine est toujours liée au compromis social et politique. Nous sommes convaincus que notre identité s'est développée dans cette région. La civilisation arabo-musulmane, en conquérant en 711 la Péninsule ibérique, a eu une grande influence culturelle, avec la présence des groupes berbères qui ont créé le pays andalous. L'influence des Wisigoths, des Celtes, des Romains et des Andalous a permis l'émergence dans cette région de groupes humains qui au XVI^e siècle effectuèrent la conquête de l'Amérique. Cette expansion a donné naissance à notre Amérique avec ce mélange de cultures. Dans cette entité géographique vont se cristalliser tous les éléments qui vont constituer notre identité. Les nouvelles nations vont s'intégrer autour de groupes ethniques. Les valeurs véhiculées par les Européens andalous se sont mêlées à celles léguées par nos ancêtres dans cette région. Parmi les éléments apportés par la culture arabo-musulmane au Mexique on peut citer: l'algèbre, l'astronomie, la médecine et l'œuvre de grands savants comme Averroès. Ainsi, on compte plus de trois mille mots d'origine arabe dans la langue espagnole. Pendant plus de 800 ans, leurs marins ont dominé les océans et ont établi un réseau de communications particulièrement vaste grâce aux différents circuits commerciaux qui reliaient les côtes de Sofala (pays de l'or) au pays du poivre, et grâce aux découvertes de Vasco de Gama et de l'un des plus grands marins arabes, Ahmed Ibn Madjid. Les techniques de navigation arabes ont permis de découvrir les routes vers le continent américain. Pour toutes ces raisons, nous pouvons affirmer que le continent latino-américain est une alternative de coopération dans tous les domaines, où des accords sont possibles autour d'axes comme celui de l'énergie (le pétrole et le gaz), où existe l'opportunité de la création d'un marché énergétique latino-américain, intégrant les principales réserves de gaz et de pétrole brut bolivien, vénézuélien et mexicain.

Tout cela amènera la paix, mais la paix a un autre nom : le développement. Le développement durable et la coopération internationale sont possibles, parce que nous sommes convaincus que le continent dispose de beaucoup d'expériences d'intégration et coopération sans paix mais s'il y a développement avec justice et équité, le marché énergétique latino-américain est une réalité incontournable.

Les dimensions africaine et transatlantique du Maroc dans son environnement maghrébin

Babacar DIALLO

*Directeur général de l'antenne régionale de Dakar
du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris, CEDS*

L'originalité tant géopolitique que géostratégique du Maroc dans l'espace maghrébin a très tôt poussé notre Centre à se focaliser sur les conséquences, en termes d'atouts, que ce pays pourrait tirer d'un environnement particulièrement avantageux.

De l'originalité du Maroc dans l'espace maghrébin

- Le Maroc est le seul pays de l'espace maghrébin à être ouvert sur deux espaces maritimes : l'océan Atlantique et la Méditerranée. Cette double ouverture maritime explique qu'il soit poreux à la coopération internationale et à la collaboration avec tous les « mondes » : celui dit « développé » et celui dit « en développement ». Cette donne est illustrée par l'étroitesse des liens avec l'UE, les USA et le Sénégal, entre autres.
- De cette particularité, le Maroc pourrait et devrait, à « l'horizon 2030 », tirer de grands « dividendes » du fait d'une géopolitique particulièrement favorable qui sera mise au service d'une géostratégie qui va renforcer les bases de son développement économique et social dont la courbe évoluera incontestablement de manière géométrique.
- Seule monarchie de la Région, le Maroc a forgé son identité nationale autour des valeurs de l'Islam modéré et tolérant et d'une « modernité maîtrisée ».
- Assumant l'histoire que lui impose sa géographie, le Maroc, depuis plus d'un millénaire, est en contact permanent avec l'Afrique au sud du Sahara. C'est un fait unique au Maghreb et qui explique, qu'aujourd'hui encore, le Maroc est le plus engagé des pays maghrébins en Afrique.

Pourtant, il est avéré que le Maroc ne profite pas encore totalement de toutes les potentialités que lui confèrent ses atouts géopolitiques.

De la dimension africaine du Maroc dans son environnement maghrébin

Vers 2030, le Maroc devrait déjà s'imposer comme partenaire stratégique de nombreux pays ou zones économiques africains. A cet égard, une plateforme partenariale avec l'Afrique, expression d'une politique d'Etat, est d'ores et déjà une exigence et dont les points focaux devraient être : les cibles, les secteurs, les moyens et les objectifs identifiés.

D'ici 2030, les voies de communication terrestres et aériennes, actuellement explorées, seront renforcées par celles maritimes, via l'Atlantique.

Enfin, le Maroc fera bénéficier l'Afrique au sud du Sahara de ses immenses atouts dans de nombreux secteurs et, en retour, trouvera dans cette zone des marchés, des sources d'énergie et des matières premières stratégiques de première importance dont regorge cette partie du monde.

Les « avantages réciproques » comme fondement de la dynamique de coopération, seront au centre de la politique africaine du Maroc. Seule une pareille option du « développement partagé » pourrait accélérer le renouveau de l'Afrique et ralentir très sensiblement les flux migratoires en direction du Nord.

Ainsi, le Maroc ne laissera pas aux seules puissances du Nord et d'Asie, ce continent du futur qu'est l'Afrique !

De la dimension transatlantique du Maroc dans son environnement maghrébin

De par sa position géostratégique et géopolitique, le Maroc est au carrefour de l'Atlantique et de la Méditerranée. Grâce à l'Atlantique, il s'ouvre les portes de deux des grands pôles de développement de la planète : l'Europe occidentale et les Amériques.

Toutefois, si les relations avec l'Europe demeurent développées et celles avec les USA exemplaires, force est de reconnaître que les rapports avec le reste de l'Amérique (le Canada dans une moindre mesure) demeurent très faibles.

Seul pays du Maghreb partageant la géographie (l'océan Atlantique) avec le pays le plus puissant du globe, le Maroc devra élargir ses relations avec l'Amérique, en particulier celle du Sud, et s'inspirer du Mercosur comme référence pour le Maghreb.

Mieux, le Maroc doit être au centre de « l'arc de l'Atlantique africain » à partir de ses côtes occidentales jusqu'au Golfe de Guinée pour l'intégrer dans un vaste projet transatlantique (Amériques, Afrique atlantique, Europe atlantique).

Ces espaces seront structurés, des sommets organisés et des plans-programmes élaborés. Ils disposeront d'hinterlands de qualité et de nature à rendre harmonieuses les politiques concertées de développement.

Un élan majeur du Maroc dans cette voie signifierait une unification dans la lutte contre l'insécurité maritime, la piraterie maritime et le terrorisme international dans cette partie sensible du monde.

Le Maroc maghrébin est atlantique. Il devra à l'horizon 2030 se doter des moyens de valorisation de son appartenance à ce bastion historique du développement.

Regards extérieurs sur le Maroc et le Maghreb dans la géostratégie mondiale

Babacar DIALLO

*Directeur général de l'antenne régionale de Dakar
du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris, CEDS*

Les multiples regards qu'il est possible de jeter sur le Maroc et le Maghreb dans la géostratégie mondiale présentent de nombreux caractères et s'appuient sur plusieurs argumentaires qui témoignent de la complexité de cette question. Néanmoins, ils ont la particularité de disposer d'un dénominateur commun : à l'horizon 2030, l'ordre actuel du monde risque d'être profondément bouleversé ; de nouvelles alliances et des mésalliances se feront jour et une « recomposition organique » du système-monde aura reconfiguré les relations internationales.

En fonction des tendances lourdes que notre Centre entrevoit, sur la durée relative (moins d'un quart de siècle), il est possible de formuler des hypothèses prospectives qui dégagent des pistes clairement identifiables et de nature à instruire des perspectives concluantes.

L'ordre actuel du monde : un ordre en transition qui dessine de possibles bouleversements géostratégiques

Pendant près d'un demi-siècle, l'ordre géostratégique et géopolitique mondial a été pensé au travers d'un paradigme central, voire exclusif : la Guerre froide. Autrement dit, acteurs étatiques, hommes politiques, dispositifs idéologiques et organisation économique ont été analysés au prisme de ce « repère-référence ».

La ligne de césure horizontale est-ouest, à fondement idéologique, a déterminé les démarches et comportements des acteurs du système des relations internationales, notamment la lutte pour l'hégémonie mondiale sur tous les plans et à partir d'un rapport de forces politico-militaires issu de la Seconde Guerre mondiale.

L'effondrement de l'une des composantes majeures du décor conflictuel (l'URSS et son Bloc socialiste), a ouvert une nouvelle période géostratégique dans la dernière décennie du 20^e siècle et entraîné une série de réactions en chaîne, de contre-coups et une nouvelle configuration des relations internationales, que d'aucuns caractérisent d'« unipolarité », pour traduire l'écrasante hégémonie des Etats-Unis dans le système-monde.

Au bout du compte, même si l'option « condominium » (domination USA-URSS) ne saurait traduire la complexité des relations internationales à l'époque de la Guerre froide, force est de reconnaître que, pour l'essentiel, en termes géostratégiques, le 20^e siècle fut « binaire » et exclusif pour les « périphéries » des centres-moteurs du système international.

Au seuil du nouveau millénaire, que constatons-nous ?

- Une remise en cause brutale de l'ordre mondial issu de la Seconde Guerre mondiale et dont la Guerre froide fut l'expression la plus forte : transitions vers le capitalisme du défunt « monde

communiste » ; éclatement des grandes fédérations en Europe ; centralité de l'« Occident » vainqueur de son mortel combat avec le communisme ; monde multipolaire avec l'émergence de puissances régionales en Asie et en Amérique latine ; émancipation économique de l'Europe vis-à-vis des USA, montée en puissance de l'Asie orientale (Japon et Chine compris) qui revendique le leadership économique sur le système mondial...

- La « mondialisation », expression d'une interdépendance plus poussée des différentes économies nationales, impose, via les règles de l'OMC, une baisse des barrières tarifaires et douanières et accélère la construction de grands blocs économiques régionaux ou continentaux.
- Les réponses à ce processus de globalisation doivent tenir compte des grandes mutations amorcées et qui tendent à prendre forme.

Sous ce rapport, notre Centre pense que dans la perspective de « l'horizon 2030 », le Maroc et le Maghreb seront au cœur de dynamiques intégratives à quatre dimensions, qui sont :

– **l'anneau euro-méditerranéen** : faire de l'axe Espagne-Maroc le nœud de l'aréole stratégique zonale, en termes de stratégies d'intégration culturelle, économique (« alliances agricoles » de type nouveau, délocalisations industrielles négociées, transferts de technologies avantageux, formation sélective et pointue, en particulier dans les NTIC, etc.). Les accords signés avec l'UE devront être approfondis et élargis à plusieurs niveaux d'activités socio-économiques. Un des principaux objectifs stratégiques, demeurera de faire de l'« espace méditerranéen », une zone de paix et de stabilité, capable de tracter la paix au Moyen-Orient et d'intégrer les différentes économies nationales dans un vaste projet fédérateur et porteur.

– **l'anneau africain** : croire au fait que l'Afrique est un continent en devenir, qui fera l'objet d'âpres luttes pour son contrôle. Le Maroc et le Maghreb doivent en faire un partenaire de choix, à partir de points d'ancrages ciblés, en fonction de blocs régionaux à fondements géostratégiques ou économiques. La tactique de « têtes de ponts » doit être valorisée, tout comme la politique « d'installation stratégique » localisée.

– **l'anneau américain** : les USA demeurent un allié stratégique central, un « allié indispensable ». Cette alliance devra, néanmoins, dépasser les seules dimensions sécuritaires et l'aide au développement pour se transformer en Partenariat pour le codéveloppement.

– **l'anneau arabo-musulman** : le Maroc et le Maghreb devront s'imposer comme une des places fortes du monde musulman dont l'épicentre est constitué par l'« espace arabe » qui est « bi-continental », parce que traversant l'Asie et l'Afrique. L'activation de cet anneau renforcerait la présence du Maroc en Afrique, mais aussi et surtout, lui ouvrirait de nombreuses zones d'Asie occidentale, tout en posant les jalons d'une potentielle ouverture vers l'Asie centrale.

Une présence active du Maroc dans ces zones complexes, devrait être synonyme de renforcement de la paix, de la stabilité, de la sécurité et de l'ancrage de la démocratie que réclament, avidement, les peuples de ces zones! Cependant, la gouvernance mondiale qui devrait accompagner la globalisation ne peut être compatible avec des « structures fermées » telles que le G7. Au contraire, la géopolitique mondiale et les impératifs d'une nouvelle régulation des rapports internationaux dictent la mise en place de nouveaux organes de gouvernance. Ceux-ci partiront des différents blocs régionaux, continentaux et de l'ONU, pour élaborer un mécanisme structuré de gouvernance qui prendrait en compte la réalité du monde, à partir d'une approche combinatoire et participative.

Au total, le Maroc et le Maghreb devront mondialiser leur vision géostratégique et forger des alliances organisées et structurées à la mesure des grands enjeux et défis que posera la complexification du monde et des relations internationales.

Liste des participants

- Abouyoub Hassan, ancien ministre, ambassadeur itinérant, Maroc.
- Alaoui Mdaghri Driss, ancien ministre, président de « Campus Veolia Environnement Maroc », Maroc.
- Barbosa Omar, ancien gouverneur de l'Etat Maracaibo, Zulia, Vénézuela.
- Benjelloun Touimi Nacer, ancien ambassadeur, ancien représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Maroc.
- Benmokhtar Rachid, ancien ministre, président de l'Université Al Akhawayn, Maroc.
- Ben Yahya Lahbib, Secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe.
- Bouabid Othmane, professeur universitaire, ancien directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, Maroc.
- Bouh Barazani Mustapha, chercheur, ancien membre du bureau politique du Polisario, Maroc.
- Buarque Cristovam, sénateur, président de la Commission de l'éducation, Brésil.
- Campodonico Humberto, professeur universitaire, conseiller régional des mines et de l'énergie à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Pérou.
- Carranza Palacios José Antonio, représentant du gouvernement de Coahuila auprès de la ville de Mexico, Mexique.
- Daguzan Jean-François, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique à Paris, professeur associé à l'Université de Paris II (Panthéon-Assas) et rédacteur en chef des revues *Géoeconomie* et *Maghreb-Machrek*, France.
- David Dominique, directeur exécutif de l'Institut français des relations Internationales, Paris, France.
- De Boissieu Christian, président du Conseil d'analyse économique, France.
- De Castro Francisco Barnès, commissaire à l'énergie, Mexique.
- De Castro Juan, professeur d'économie et statistique à l'Université de Nebrija, Espagne.
- De la Parte Nicolas Pascual, cabinet du Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne.
- Diallo Babacar, directeur général du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Dakar, Sénégal.
- Dufourcq Jean, amiral, directeur du Centre de recherche du collège de l'OTAN, France.
- Ebbi Gajmula, députée, ancien membre du bureau politique du Polisario, présidente de l'Union des femmes sahraouies, Maroc.
- Ferré Josep, director de l'Area de cooperacio economica, Institut europeu de la Mediterrania, Espagne.
- Figueredo Reinaldo, ancien ministre des Affaires étrangères, Vénézuela.
- Fontela Emilio, doyen de la faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales à l'Université Nebrija, Espagne.
- Fortes Heraclito, sénateur, président de la commission des Affaires étrangères, Brésil.
- Gomez Iniesta Olaya, journaliste à l'Agence Europa Press, Espagne.

Gonzalès Felipe, ancien président du gouvernement espagnol.

Guigou Jean-Louis, président du Centre d'analyse et de liaison des acteurs de la Méditerranée, Paris, France.

Guilhou Xavier, Président de XAG-Conseil, France.

Iglesias Enrique, secrétaire général de l'Organisation ibéro-américaine, Espagne.

Jaïdi Larabi, professeur universitaire, spécialiste des questions de co-développement, Maroc.

Joffé Emil George Howard, professeur à Cambridge University, Grande-Bretagne.

Juillet Alain, haut responsable en charge de l'intelligence économique auprès du Premier ministre français.

Lanxade Jacques, amiral, président de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, France.

Lazarev Grigori, consultant international, France.

Malet Emile, directeur de la revue *Passages* et de l'Adapes, délégué général du Forum mondial du développement durable, France.

Mateus Augusto, professeur au Higher Institute of Economy and Management, ancien ministre de l'Economie, Portugal.

Ménargues Alain, chercheur, journaliste spécialiste du Monde arabe, France.

Méndez de Andes Fernando Fernández, recteur de l'Université Antonio de Nebrija, Espagne.

Messari Mohamed Larbi, ancien ministre, ancien ambassadeur, Maroc.

Moscoso Alvaro, directeur Exécutif du Centre de recherche et de développement régional (CIDRE), Bolivie.

Muñoz Ledo Porfirio, ancien secrétaire d'Etat au Travail et à la Prévision sociale, ancien secrétaire d'Etat à l'Education, Mexique.

Nunes Barata Joao Diogo, ancien ambassadeur du Portugal au Maroc.

Nuño Jiménez Jorge, directeur du Centre d'études économiques et sociales du Tiers-Monde, Mexique.

Prat y Coll Juan, ambassadeur en mission spéciale pour les questions méditerranéennes, Espagne.

Praselj Eduardo, président du Fonds fiduciaire Perez-Guerrero pour la Coopération économique et technique pour les pays en développement, Vénézuéla.

Radi Abdelouahed, président de la Chambre des représentants, Maroc.

Ramirez Marta Lucia, sénatrice, présidente de la commission de la Défense, Colombie.

Rosales Manuel, gouverneur de l'Etat de Zulia, Vénézuéla.

Seck Diery, directeur de l'Institut africain de développement économique et de planification, Sénégal.

Serra Luigi, président de l'Association internationale pour le développement de l'étude des civilisations méditerranéennes, Italie.

Soares Mario, ancien président du Portugal, membre de la commission des Affaires étrangères, des droits de l'Homme, de la défense et de la sécurité communes du parlement européen, Portugal.

Spencer Claire, Chatham House, Grande-Bretagne.

Tran Van-Thinh Paul, ambassadeur, ancien négociateur de l'Union européenne dans le domaine du commerce international.

Vargas Vega Raul, directeur de l'information à la télévision péruvienne, Pérou.

Zagury Jacques, secrétaire général de l'Association des amis du Maroc et du Mexique.

Zambrano Timoteo, conseiller économique de M. Manuel Rosales, Vénézuéla.



Actes du Forum III

Maroc 2030 dans l'espace Maghreb

Approches d'une nouvelle géographie économique

Prospective MAROC 2030

(...)

Les raisons ayant jusqu'à maintenant freiné la dynamique maghrébine tiennent malheureusement à des oppositions politiques de circonstance qui, entretenues depuis presque trente ans, ont occulté les vrais débats sur le fond des problématiques. L'absence de projets socio-économiques et géostratégiques pour le futur susceptibles de mobiliser les acteurs du développement de la région, particulièrement les acteurs socio-économiques privés, la société civile et les jeunes générations, constitue encore un obstacle à toute vision volontariste d'intégration. (...)

L'intégration du Maghreb est pourtant, de toute évidence, une nécessité économique incontournable, eu égard à la concurrence intense entre blocs régionaux et aux opportunités qu'offre aux acteurs intra-nationaux et internationaux un marché régional commun. Replacée dans une perspective lointaine, une telle démarche s'impose pour des raisons évidentes d'échanges et de complémentarité Sud-Sud. Elle s'impose aussi pour que les pays du Maghreb, qui ont chacun les mêmes ambitions de promouvoir un co-développement et un partenariat avancé avec l'Union européenne, puissent en négocier les termes sur des bases plus avantageuses.

(...)

Aujourd'hui, le Maghreb, qui continue encore à subir les effets déstabilisateurs des crises du Moyen-Orient, voit naître de nouveaux foyers de tension qui menacent non seulement sa sécurité mais aussi celle de toute l'Afrique subsaharienne, de l'Europe, et, à terme, au-delà. Pour contenir le danger de cette situation, des lueurs d'espoir se font jour. De plus en plus, les partenaires maghrébins font ce qu'ils peuvent et, parfois, ce qu'il faut, au détriment même des ressources qu'ils auraient souhaité affecter à leur développement. Par ailleurs, dans le cadre du processus de démocratisation de ses institutions, le Maroc est en passe de donner au conflit qui l'oppose à l'Algérie une issue honorable, conforme à la légalité internationale et susceptible de lever une hypothèque qui a si longtemps bloqué la construction de l'union maghrébine.

(...)

Au moment où, au Maghreb, de nouvelles générations moins marquées par les antagonismes idéologiques des années 60 et plus en phase avec les exigences des mutations qui s'opèrent aujourd'hui dans le monde accèdent progressivement aux postes de commandement économiques et politiques, il n'est pas irréaliste de considérer que l'intégration maghrébine sera une dimension fondamentale de la prospective Maroc 2030. (...)

Si la prospective est un exercice d'exploration des futurs possibles, n'est-elle pas aussi l'expression d'un acte de foi, d'une volonté affichée par les acteurs de l'avenir et, en définitive, une leçon d'optimisme qui transcende les aléas et les contingences ?

Ahmed LAHLIMI ALAMI
Haut Commissaire au Plan

